

98.50(E)

**MONOGRAPHIE**  
**SUR**  
**LE BUDGET DE LA JUSTICE**  
**EN ALLEMAGNE**

par

**Christian AUTEXIER,**

Professeur de droit public aux Universités de Lille II (détaché) et de la Sarre, Directeur du Centre juridique  
franco-allemand de l'Université de la Sarre

et

**Claudia LANGE-TRAMONI,**

Assistante de recherche à l'Université de la Sarre, *Rechtsreferendarin*, Maître en droit

LES BUDGETS DE LA JUSTICE EN EUROPE, 1990-1997, COMPARAISON DE SIX PAYS :  
FRANCE, ALLEMAGNE, ROYAUME-UNI, ITALIE, ESPAGNE & BELGIQUE,  
RECHERCHES COORDONNÉES PAR ETIENNE DOUAT

- Version finale : octobre 2000 -

*Recherche subventionnée par le GIP "Mission de Recherche Droit et Justice"*

**MONOGRAPHIE**  
**SUR**  
**LE BUDGET DE LA JUSTICE**  
**EN ALLEMAGNE**

par

**Christian AUTEXIER,**

Professeur de droit public aux Universités de Lille II (détaché) et de la Sarre, Directeur du Centre juridique  
franco-allemand de l'Université de la Sarre

et

**Claudia LANGE-TRAMONI,**

Assistante de recherche à l'Université de la Sarre, *Rechtsreferendarin*, Maître en droit

avec le concours de

Anne-Sophie **DELBOVE**, docteur en droit (Poitiers), Assistante de recherche à l'Université de la Sarre  
(depuis le 01.07.1999)

Muriel **LARUE**, diplômée de l'IEP de Paris (Service public), vacataire de recherche à l'Université de la Sarre  
(01.11.1999-31.07.2000)

Wiebke **LINDEMANN**, *Assessorin iur.*, Assistante de recherche à l'Université de la Sarre  
(jusqu'au 31.03.1999)

LES BUDGETS DE LA JUSTICE EN EUROPE, 1990-1997, COMPARAISON DE SIX PAYS :  
FRANCE, ALLEMAGNE, ROYAUME-UNI, ITALIE, ESPAGNE & BELGIQUE,  
RECHERCHES COORDONNÉES PAR ETIENNE DOUAT

- Version finale : octobre 2000 -

*Recherche subventionnée par le GIP "Mission de Recherche Droit et Justice"*



**AVERTISSEMENT :**

Le présent document constitue le rapport scientifique d'une recherche financée par le GIP "Mission de Recherche Droit et Justice" (subvention n° 98.10.29.03.20). Son contenu n'engage que la responsabilité de ses auteurs. Toute reproduction, même partielle, est subordonnée à l'accord du GIP.

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>VI</b>
 <b>PREMIÈRE PARTIE : LA MONOGRAPHIE</b>	
<b>I. – L’organisation générale de la justice</b>	<b>1</b>
<b>1– La juridiction ordinaire</b>	<b>2</b>
1–A. Les 706 tribunaux cantonaux ( <i>Amtsgericht</i> )	2
1–B. Les 116 tribunaux régionaux ( <i>Landgericht</i> )	3
1–C. Les 24 tribunaux régionaux supérieurs ( <i>Oberlandesgericht [Kammergericht]</i> )	4
1–D. La Cour fédérale de justice ( <i>Bundesgerichtshof</i> )	4
<b>2– La juridiction du travail</b>	<b>5</b>
<b>3– La juridiction administrative</b>	<b>6</b>
<b>4– La juridiction du contentieux social</b>	<b>7</b>
<b>5– La juridiction fiscale</b>	<b>8</b>
<b>6– La justice constitutionnelle</b>	<b>9</b>
6–A. Organisation	9
6–B. Les catégories de contentieux	10
<b>7– Les autres juridictions</b>	<b>12</b>
 <b>II. – Les finances publiques au sens de Maastricht, le budget de l’Etat et le budget public de la justice</b>	 <b>13</b>
<b>1– Définition du budget public de la justice en RFA pour les besoins du présent rapport</b>	<b>13</b>
<b>2– Budget public de la justice / Dépenses totales des administrations publiques</b>	<b>17</b>
<b>3– Budget public de la justice / Dépenses de défense</b>	<b>18</b>
<b>4– Budget public de la justice / PIB au sens de Maastricht</b>	<b>19</b>
 <b>III. – La carte judiciaire et les principales statistiques de la justice</b>	 <b>21</b>
<b>1– Les juridictions de la Fédération</b>	<b>21</b>
<b>2– Nombre des juridictions des Länder, par catégorie</b>	<b>24</b>
<b>3– Statistiques de la justice</b>	<b>25</b>
3–A. Effectif des juges	25
3–B. Effectif du ministère public	25
3–C. Effectif des avocats	25
3–D. Effectif des notaires	25
3–E. Etablissements de détention	26
3–F. Population carcérale	26
3–G. Aide juridictionnelle	27
 <b>IV. – Les ratios de la justice</b>	 <b>29</b>
<b>1– Instruments de mesure du budget public de la justice</b>	<b>30</b>
1–1. Budget public de la justice / Dépenses totales des administrations publiques	30
1–1 suppl. a. Budget justice / Dépenses des administrations centrales y compris charges de la dette publique (néant)	31
1–1 suppl. b. Budget justice / Dépenses des administrations centrales hors charges de la dette publique (néant)	31
1–1 suppl. c. Budget public de la justice / Dépenses de défense	31
1–2. Budget public de la justice / PIB au sens de Maastricht	33

1-3. Budget public de la justice en ECU par habitant	34
1-4. Nombre d'affaires pour 100.000 habitants	33
1-5. Durée moyenne d'une instance hors référé	37
1-6. Nombre de détenus pour 100.000 habitants	42
1-7. Taux d'incarcération	44
<b>2- Coût des personnels</b>	45
2-1. Coût des magistrats professionnels en ECU	45
2-2. Coût (actuel) d'un agent non magistrat (annuel/mensuel, coût patronal et net) + fourchette avec exemples concrets (bas, milieu et haut de l'échelle)	48
2-3. Coût d'un détenu	51
<b>3- Taux d'encadrement</b>	52
3-1. Nombre total de magistrats (au sens français)	52
3-2. Nombre de personnels non magistrat	53
3-3. Nombre de personnels de l'administration pénitentiaire par détenu	53
3-4. Densité carcérale	54
3-5. Nombre de magistrats pour 100.000 habitants	55
<b>4- Mesure de l'augmentation du budget de la justice</b>	57
4-1. Augmentation du budget public de la justice / augmentation des dépenses totales des administrations publiques au sens de Maastricht	57
4-2. Augmentation du budget public de la justice / augmentation du PIB au sens de Maastricht	58
4-3. Augmentation du budget public de la justice / augmentation du nombre d'affaires	59
4-4. et 4-5. Avant-propos sur l'aide juridictionnelle en Allemagne	60
4-4. Augmentation des crédits de l'aide juridictionnelle / augmentation du nombre d'affaires (néant)	64
4-5. Coût par habitant de l'aide juridictionnelle sur la période sous revue (statistique 1997 au minimum)	64
<b>5- Indicateurs de "niveau de vie du bout de la chaîne" de la justice</b>	66
5-1. Nombre d'ordinateur par magistrat (non disp.)	66
5-2. Effectif de non magistrats par magistrat	66
<b>V. - Le cycle budgétaire</b>	69
<b>VI. - L'informatisation de la justice</b>	73
<b>VII. - Sources documentaires</b>	77

## DEUXIÈME PARTIE : DOCUMENTS BRUTS SUR LES BUDGETS DE LA JUSTICE EN ALLEMAGNE

### SÉRIE A : LES BUDGETS DE LA JUSTICE EN ALLEMAGNE SELON LE PÉRIMÈTRE ET LA GRILLE DE PRÉSENTATION RETENUS PAR LE GROUPE DE RECHERCHE (1990 - 1997) A 1

1- Explication du contenu de la grille générale de présentation	A 1
2- Budget de la Justice 1997	DM: A 7, ECU: A 14
3- Budget de la Justice 1996	DM: A 21, ECU: A 27
4- Budget de la Justice 1995	DM: A 33, ECU: A 39
5- Budget de la Justice 1994	DM: A 45, ECU: A 51
6- Budget de la Justice 1993	DM: A 57, ECU: A 63
7- Budget de la Justice 1992	DM: A 69, ECU: A 75
8- Budget de la Justice 1991	DM: A 81, ECU: A 87



**9- Budget de la Justice 1990**

DM: A 93, ECU: A 99

**SÉRIE B : DOCUMENTS DIVERS**

B 1

- |  |      |
|--|------|
| <b>1- Contenu de la fonction justice (05) dans la présentation fonctionnelle allemande</b>   | B 2  |
| <b>2- Nombre de juridictions des Länder (1990-1997) par catégories et par Land</b>   | B 3  |
| <b>3- Dépenses d'indemnisation des juges non-professionnels (Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat)</b>                                      | B 20 |
| <b>4- Coûts de la protection judiciaire de la jeunesse</b>   | B 23 |
| <b>5- Dépenses pour les ministères de la justice dans la Fédération et les Länder</b>  | B 25 |
| <b>6- Dépenses pour l'arbitrage</b>  | B 26 |
| <b>7- Dépenses générales de formation des juristes, imputées sur le budget des ministères de la justice des Länder</b>                     | B 29 |
| <b>8- Rapport allemand sur l'informatisation de la justice civile au XI<sup>e</sup> Congrès mondial de droit processuel (Vienne, 1999)</b> | B 30 |

## Avant-propos

C'est un lieu commun que de souligner la difficulté de tout exercice de comparaison entre des pays aux traditions et structures juridiques distinctes. Chaque système juridique national possède sa spécificité et son "étrangeté", qui favorisent la démarche frileuse de l'évocation d'une exception nationale.

Les auteurs de la monographie allemande ont rassemblé toute leur expérience pour ne pas céder à cette tentation.

Il est toutefois des traditions particulièrement prégnantes et des événements historiques qui font époque, dont on ne peut que prendre acte, sans pouvoir en masquer les conséquences.

La **réunification de l'Allemagne** est l'un de ces séismes historiques. L'entrée des Länder de la R.D.A. dans le champ d'application territorial de la Loi fondamentale, le 3 octobre 1990, n'a pas seulement fait passer de 62 millions à 79 millions le nombre des habitants de ce pays. Elle a aussi fait basculer l'un des plus importants des pays liés à l'Union soviétique dans un système constitutionnel fédéral, libéral et démocratique. Dans le secteur de la justice, il ne sert pas à grand chose de mettre dès 1990 le chiffre de 79 millions d'habitants en rapport avec les données macro-économiques et budgétaires de l'ensemble R.F.A. + R.D.A., et encore moins avec des dépenses en matière de justice aussi longtemps que les différences structurelles n'ont pas été comblées. Ce n'est qu'à partir de 1993 que les séries statistiques redeviennent fiables pour l'ensemble de l'Allemagne. Diverses solutions de continuité ont été utilisées, notamment pour les années 90 et 91, qui reposent sur des principes différents selon les données statistiques. On ne s'étonnera donc pas de constater quelques variations selon les sources utilisées, ainsi que l'existence de plusieurs séries statistiques : ancien territoire fédéral (y-compris Berlin-ouest, selon la position officielle constante, nonobstant la permanente réserve des alliés de 1949 à 1990), nouveaux Länder et Berlin-est, totalité de l'Allemagne (à partir de 1991). Pour utile qu'elle ait été dans les années ayant immédiatement suivi la réunification, la distinction entre l'ancien territoire fédéral et celui correspondant à l'ancienne R.D.A. n'est plus systématiquement entretenue sur le plan statistique depuis fin 1998 ; au contraire, une reconstitution à partir de 1991 a été désormais effectuée dans certaines séries, notamment pour les chiffres de population. Le caractère partiel de cette reconstitution n'a pas mis fin à l'hétérogénéité des séries statistiques, et il ne peut en être autrement, puisque la complexité de la tâche qui a consisté à raccorder économies et administrations des deux parties de l'Allemagne a eu un impact aussi puissant qu'impossible à évaluer dans le détail. Pour ne donner qu'un exemple : comment tenir compte du phénomène massif au début des années quatre-vingt-dix de mise à disposition de magistrats de l'ouest pour la mise en place à l'est d'une justice correspondant aux standards de l'Etat de droit selon la Loi fondamentale ?

Il a donc paru nécessaire, au minimum, de dédoubler les séries statistiques de population des années 1990 et 1991 en deux colonnes, l'une couvrant théoriquement l'ensemble de l'Allemagne réunifiée, l'autre seulement le territoire des anciens Länder de la RFA.



### Population totale de la RFA au premier janvier en milliers

	1990		1991		1992	1993	1994	1995	1996	1997
1000 Hab.	62679 *	79113	63726 *	79753	80275	80975	81338	81539	81818	82012

\* Ces chiffres concernent la population du territoire de l'ex-RFA

Sources: Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland, Statistisches Bundesamt, 1991, 1992: Tabelle 2.1; 1998, 1999: Tabelle 3.2  
Eurostat Annuaire Vue statistique sur l'Europe données 1987-1997

Il reste que les **statistiques judiciaires des nouveaux Länder** ne sont utilement disponibles qu'à partir de 1993. Pour la période de mise en place, on ne peut que renvoyer aux articles documentés de M. Lothar Habermann, de l'antenne berlinoise du ministère fédéral de la justice, dans la revue "Neue Justiz : Der Geschäftsanfall der Gerichte in den neuen Bundesländern, Neue Justiz 93.64, Geschäftsanfall der Gerichte in den neuen Bundesländern 1993, Neue Justiz 94.206, Geschäftsanfall der Gerichte in den neuen Bundesländern 1991 bis 1994, Neue Justiz, 95.242.

De même, il n'a pas paru possible de tenir compte du différentiel de rémunération existant entre les anciens et les nouveaux Länder, y compris dans la fonction publique. Toutes les fois qu'il sera ici question de rémunérations catégorielles, et non de données budgétaires globales, les niveaux de rémunération pris en compte sont ceux des barèmes généraux, correspondant à l'ancien territoire fédéral. Le lecteur devra donc conserver à l'esprit que dans les nouveaux Länder, le niveau des traitements en général, et dans la fonction publique en particulier, n'a pas encore rejoint celui des anciens Länder. Pour les fonctionnaires et les juges, l'existence d'un différentiel est prévue par l'article 73 de la loi fédérale sur les traitements de la fonction publique et des juges (BBesG) ; la constitutionnalité de ce différentiel fait l'objet d'une affaire pendante devant la seconde chambre de la Cour constitutionnelle fédérale. Pour les employés (contractuels) le différentiel résulte des conventions collectives. La convention actuellement en vigueur prévoit une mise à niveau progressive : 90% en 2002. Par un arrêt du 9 août 2000, la première chambre de la Cour constitutionnelle fédérale a estimé que l'on ne peut pas encore constater là une violation du principe d'égalité, compte tenu de la différence des situations économiques. Cette décision ne préjuge pas de la réponse qui sera apportée par la seconde chambre de la Cour dans le cas des fonctionnaires.

L'autre grande difficulté d'une étude du budget de la justice en Allemagne à fin de comparaison avec la France tient aux **implications budgétaires d'un fédéralisme réellement vécu** en ce domaine, à l'hétérogénéité de la structuration des budgets selon les Länder et à la différence sensible de transparence et de précision des données budgétaires correspondant à l'ensemble des ratios et indicateurs successivement retenus au cours de la recherche. Les constatations effectuées par M. J.-Y. Caro dans son étude des dépenses judiciaires en Allemagne au début des années quatre-vingt-dix restent parfaitement actuelles : Les Etats-membres de la République fédérale ont à leur charge la plus grande partie des dépenses en matière de justice. Or la réelle indépendance budgétaire de ces Etats a pour conséquence que les tâches de la justice selon le périmètre retenu dans le groupe sont littéralement



disséminées dans les divers chapitres budgétaires des budgets des seize Länder, selon des modalités et nomenclatures variables dans chacun d'entre eux. La large décentralisation des données dans l'environnement constitutionnel et administratif allemand a rendu indispensable le recours à des stratégies de contournement. La principale a été l'utilisation de la présentation fonctionnelle du budget allemand, jusque et y compris dans la présentation des comptes apurés, qui a permis – moyennant l'utilisation de quelques corrections systématiques – d'isoler dans une démarche holistique les masses budgétaires correspondant au périmètre de la recherche. Dans d'autres cas, il a été nécessaire de procéder à des évaluations par sondages, dont la valeur n'est assurée que par l'intime conviction des auteurs de ce rapport, de ne pas s'être trop éloignés de la réalité. Il arrive aussi parfois qu'en l'absence de données attestées par des publications officielles, les auteurs de la monographie allemande ont choisi de s'appuyer sur des évaluations opérées par des services officiels, non clairement corroborées par l'impression subjective des acteurs. Indulgence et précaution sont alors de mise lorsque, entre une réalité d'absence de données et les nécessités de la comparaison, la meilleure solution reste la moins mauvaise.

Une dernière précision concerne le **taux de conversion des monnaies nationales en ECU** : A la différence de la convention retenue en février 2000 au sein de groupe, de faire usage d'un taux de change des monnaies nationales en ECU publié en mars 1999 par Eurostatistiques, l'équipe allemande faisait usage depuis sa diffusion par la Bundesbank et le conseil des experts indépendants sur l'état de l'économie allemande, d'un taux semblable quoique plus précis car comportant 5 chiffres après la virgule. Nous avons donc continué à faire usage de ce barème de conversion reproduit ci après :

Taux de conversion DM -> ECU								
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 ECU =	2,05209	2,05076	2,02031	1,93639	1,92452	1,87375	1,90954	1,96438

**Source:** Deutsche Bundesbank (tableau reproduit dans Jahresgutachten 1998/99 des Sachverständigenrates zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, BT-Drucks. 14/73, p. 330).

## PREMIÈRE PARTIE : LA MONOGRAPHIE

- I. - L'organisation générale de la justice**
- II. - Les finances publiques au sens de Maastricht, le budget de l'Etat et le budget public de la justice**
- III. - La carte judiciaire et les principales statistiques de la justice**
- IV. - Les ratios de la justice**
- V. - Le cycle budgétaire**
- VI. - L'informatisation de la justice**
- VII. - Sources documentaires**

### I. – L'organisation générale de la justice

L'article 92 LF confie aux juges le pouvoir de rendre la justice selon le § 1<sup>er</sup> de la loi sur les juges (*Deutsches Richtergesetz*, DriG). La Loi fondamentale ne définit pas plus précisément ce qu'est le troisième pouvoir qu'elle évoque pourtant également en ses articles 1 III et 20 III. Ce pouvoir de rendre la justice est confié à des juridictions fédérales et à des juridictions des Länder. Le même article 92 LF dispose ensuite que ce pouvoir est exercé par la Cour constitutionnelle fédérale, par les cours fédérales prévues par la Loi fondamentale et par les tribunaux des Länder. Tandis que la Cour constitutionnelle fédérale occupe une position particulière, tout comme les juridictions constitutionnelles des Länder non-évoquées par la constitution fédérale, les autres juridictions sont regroupées pour l'essentiel en cinq branches rattachées aux cinq cours suprêmes fédérales énumérées à l'article 95 LF : la Cour fédérale de la justice, la Cour fédérale administrative, la Cour fédérale des finances, la Cour fédérale du travail et la Cour fédérale du contentieux social. Ces cinq ordres de juridiction se répartissent en fait en deux grandes familles : celle du droit privé (juridiction ordinaire et juridiction du travail) et celle du droit public, qui connaît du contentieux de droit public non-constitutionnel (juridictions administrative, fiscale, du contentieux social). Ces cinq ordres de juridiction sont globalement organisés sur trois degrés, les deux premiers (première instance et appel) étant des juridictions de Land, le troisième étant constitué de la Cour suprême fédérale, instance

---

<sup>1</sup> Les dénominations des juridictions allemandes utilisées dans le présent rapport ont fait l'objet en 1974 de conventions de traduction établies par le ministère allemand des affaires extérieures en collaboration avec le ministère fédéral de la justice. Quelque discutables que puissent être certaines traductions, il paraît impératif de s'y conformer, comme l'on fait depuis l'origine MM. Fromont et Rieg, ou le service de presse et d'information du gouvernement fédéral, afin d'éviter dans la littérature de langue française sur le droit allemand toute cacophonie génératrice d'imprécisions et d'incertitudes.



de révision assurant l'unité d'interprétation du droit. A l'intérieur de chaque Cour suprême, une chambre plénière assure l'unité de jurisprudence entre les différentes chambres. Entre les diverses Cours suprêmes, il avait été initialement prévu de régler les divergences de jurisprudence au fond par une Cour fédérale ; du fait du petit nombre de cas, elle a été remplacée depuis 1968 par une chambre commune aux cinq Cours suprêmes.

## 1– La juridiction ordinaire

La compétence de la juridiction ordinaire couvre les litiges de droit civil et de droit pénal de droit commun, c'est-à-dire ne relevant pas de la compétence administrative ou de juridictions spécialisées (§ 13 *Gerichtsverfassungsgesetz*, GVG). L'organisation de la juridiction ordinaire fait intervenir trois types de tribunaux au niveau des Länder (les tribunaux cantonaux, les tribunaux régionaux, les tribunaux régionaux supérieurs) et la Cour fédérale de justice.

### 1–A. Les 706 tribunaux cantonaux (*Amtsgericht*)

**En matière civile**, la compétence des tribunaux cantonaux est réglementée aux articles 23 et s. de la loi allemande sur l'organisation judiciaire. Ils sont compétents pour les litiges dont la valeur n'excède pas 10 000 DM et indépendamment de la valeur pour les conflits entre bailleurs et locataires ou sous-locataires d'un local à usage d'habitation (§ 23 II a GVG), entre voyageurs et hôteliers ou transporteurs (§ 23 II b) ou encore pour les litiges nés des vices que présente le bétail ou sur les dommages causés par le gibier (§ 23 II c et d).

Selon les articles 23 a, b et c, les tribunaux cantonaux sont également compétents pour les affaires de famille, de filiation, de mariage, de régimes matrimoniaux, en matière d'incapacités (§ 35 *Gesetz über die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit*, FGG) mais aussi en matière de successions (§ 72 FGG). S'agissant des affaires de famille (§ 23 b), celles-ci sont tranchées depuis 1977 par une formation spéciale au sein du tribunal cantonal, le tribunal de la famille (*Familiengericht*).

Selon l'article 22 GVG, le tribunal cantonal statue à juge unique. A la différence des autres litiges, le ministère d'avocat est obligatoire dans les affaires de famille (§ 78 II *Zivilprozeßordnung*, ZPO).

Les décisions rendues par le tribunal cantonal pourront être attaquées en appel devant le tribunal régional ou devant le tribunal régional supérieur. En revanche, le recours en révision devant la Cour fédérale de justice est exclu par l'article 545 II du code de procédure civile.

**En matière pénale**, le tribunal cantonal est compétent pour les litiges pour lesquels il n'y a pas lieu de s'attendre à une peine supérieure à quatre ans de privation de liberté ou au placement de l'inculpé en hôpital psychiatrique (§ 24 I 2 GVG). Il connaît des cas où la compétence du tribunal régional n'est pas retenue (§§ 24 I 1 et 74 II GVG) et des cas dans lesquels le ministère public ne saisit pas le tribunal régional en raison de la gravité de l'affaire (§ 24 I 3 GVG).

Le tribunal cantonal peut statuer à juge unique (dans le cas des délits poursuivis sur plainte lorsque la peine encourue est inférieure ou égale à deux ans de privation de liberté), soit en formation de tribunal d'échevins



(*Schöffengericht*, §§ 25, 29 GVG). Dans ce dernier cas, le tribunal se compose d'un ou de deux juges professionnels (*erweitertes Schöffengericht*) et de deux juges non professionnels<sup>2</sup>. Les affaires mettant en cause des mineurs relèvent d'une formation spéciale et selon leur gravité d'un juge unique, le juge pour enfants (§ 33 *Jugendgerichtsgesetz*, JGG) ou d'un tribunal d'échevins pour enfants composé d'un juge professionnel et de deux juges non professionnels (§ 33 a JGG).

Le ministère d'avocat est obligatoire (§ 140 *Strafprozeßordnung*, StPO).

### 1-B. Les 116 tribunaux régionaux (*Landgericht*)

**En matière civile**, le tribunal régional peut intervenir comme juge de première instance ou comme juridiction d'appel. Il connaît en effet des recours formés contre les décisions rendues en première instance par le tribunal cantonal (§ 72 GVG) sauf dans le cas des décisions relatives au droit de la famille et de la filiation.

Relèvent en première instance de la compétence du tribunal régional les litiges qui sont soustraits à la compétence du tribunal cantonal (§ 71 I GVG), ainsi que les “demandes formées contre des juges et fonctionnaires qui auraient outrepassé leurs pouvoirs ou commis toute autre faute dans l'exercice de leurs fonctions” (§ 71 II 2 GVG).

Les sections civiles sont composées de trois juges (§§ 75, 105 I GVG), sauf renvoi obligatoire à un juge unique (§ 348 ZPO) lorsque “l'affaire ne présente pas de difficultés particulières d'ordre juridique et factuel et lorsqu'elle ne soulève pas de questions de principe” (D. Ferrand, *Droit privé allemand*, Dalloz 1997, p. 97).

Le ministère d'avocat est obligatoire (§ 78 ZPO).

**En matière pénale**, les sections se composent soit d'un juge et de deux échevins (petite section pénale), soit de trois juges et de deux échevins (grande section pénale et Cour d'assises).

Le tribunal régional statue en première instance dans les matières énumérées aux articles 74 I, 74 a et s. GVG. La Cour d'assises (*Schwurgericht*) est compétente pour les infractions les plus graves : homicides, meurtres, viols etc. La grande Cour pénale connaît de manière plus générale de toutes les infractions qui ne sont pas confiées à une autre juridiction, c'est-à-dire les infractions dont la peine encourue est supérieure à quatre ans de prison. Le tribunal régional statue également en formation spéciale : il est compétent en matière de sécurité de l'Etat (*Staatsschutzkammer*, § 74 a GVG), de criminalité économique (*Wirtschaftskammer*, § 74 c GVG), d'infractions

---

<sup>2</sup> La justice allemande a recours au système de l'échevinage (*Ehrenamtlicher Richter*, juge non-professionnel) aussi bien dans la juridiction ordinaire que dans les quatre autres ordres de juridiction. Ces juges non-professionnels ne reçoivent qu'une indemnisation d'un montant de 8,- DM/heure, éventuellement portée à 30, exceptionnellement 60,- DM en cas de perte de revenu, ainsi que des indemnités journalières et de transport (*Gesetz über die Entschädigung der ehrenamtlichen Richter*). Les sommes correspondantes sont retracées dans les budgets de dépenses en personnel de chaque ordre de juridiction du Land ou dans celles des juridictions suprêmes de la Fédération.

Le total des indemnisations est pris en compte dans la fonction 05 (justice) de la présentation fonctionnelle du budget et est donc intégré dans nos chiffres relatifs au budget public de la justice. Pour permettre au lecteur de se faire une idée du coût de ces juges non-professionnels, on pourra se reporter aux données financières les concernant dans les deux Länder de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat (Cf. “Documents bruts”, B.3.).

commises par des mineurs (*Jugendkammer*, §§ 33 JGG, 74 b GVG) ainsi qu'en matière d'exécution des peines (*Strafvollstreckungskammer*). Les deux premières chambres sont des formations d'échevins composées de deux ou trois juges professionnels et de deux juges non professionnels (§ 76 GVG). La chambre d'exécution des peines est composée quant à elle soit d'un juge unique, soit de deux juges professionnels. La chambre pour enfants statue soit en formation réduite (*kleine Jugendkammer*) : un juge professionnel et deux juges non professionnels, soit en formation élargie (*große Jugendkammer*) : deux ou trois juges professionnels et deux échevins.

Les décisions des sections pénales rendues en première instance ne peuvent faire l'objet d'un appel, seul un recours en révision est possible devant la Cour fédérale de justice. Le tribunal régional dans sa formation de petite chambre pénale statue en outre sur les recours formés contre les jugements du tribunal cantonal en matière pénale. Les décisions sont susceptibles d'un recours en révision devant le tribunal régional supérieur.

La présence d'un avocat est obligatoire.

### 1-C. Les 24 tribunaux régionaux supérieurs (*Oberlandesgericht, Kammergericht* à Berlin)

[25, si l'on inclut le *Bayerisches Oberstes Landesgericht* en sus des 3 tribunaux régionaux supérieurs du Land de Bavière]

**En matière civile**, les tribunaux régionaux supérieurs, qui sont composés de trois juges professionnels sauf dérogation de l'article 122 I GVG, se prononcent sur les appels (*Berufung*) formés contre les décisions définitives (*Urteil*) provenant des tribunaux cantonaux et relatives au droit de la famille. Ils statuent en outre sur les requêtes (*Beschwerde*) déposées contre les décisions de première instance en matière de droit de la famille ou de filiation dans le cas des décisions prononcées sans débats oraux préalables.

Le ministère d'avocat est obligatoire.

**En matière pénale**, le tribunal régional supérieur n'intervient pas comme juridiction d'appel mais comme juridiction de révision contre les jugements du tribunal cantonal non susceptibles d'appel, ainsi que contre les jugements de première instance du tribunal régional lorsque le pourvoi se fonde uniquement sur la violation d'une norme régionale. Il est alors composé de trois juges professionnels (§ 121 GVG). En outre, le tribunal régional est exceptionnellement compétent en première instance dans les cas de haute trahison, d'infractions commises contre des organes constitutionnels ainsi que dans les cas d'atteintes à la sûreté de l'Etat si le procureur général près la Cour fédérale de justice se saisit des poursuites en raison de la gravité de l'affaire (§ 120 GVG). C'est une formation composée de cinq juges professionnels qui statue dans ces cas.

Le ministère d'avocat est obligatoire.

### 1-D. La Cour fédérale de justice (*Bundesgerichtshof*)

La Cour fédérale de justice a son siège à Karlsruhe ; elle est composée de douze chambres civiles, de cinq chambres criminelles (la cinquième chambre criminelle est installée à Erfurt) et de chambres spécialisées (*Notarsachen* : affaires notariales, *Antwaltsachen* : affaires relatives aux avocats, *Kartellsachen* : litiges liés aux



ententes). Chacune de ces chambres est composée de cinq juges.

Les formations élargies sont au nombre de trois : la grande chambre civile (treize juges), la grande chambre pénale (treize juges) et les grandes chambres réunies (vingt-deux juges).

**En matière civile**, elle est essentiellement compétente pour se prononcer sur les pourvois en révision formés contre les décisions d'appel des tribunaux régionaux supérieurs et plus rarement contre les décisions de première instance des tribunaux régionaux.

De même, **en matière pénale**, elle est compétente pour se prononcer sur les pourvois en révision formés contre les jugements de première instance des tribunaux régionaux supérieurs et des tribunaux régionaux sauf dans les cas où le tribunal régional supérieur statue comme instance de révision (§ 135 GVG). Les chambres plénières et la chambre réunie participent à l'unité de la jurisprudence de la Cour ou à l'établissement de décisions de principe (§ 132 GVG).

Le ministère d'avocat est obligatoire.

## 2– La juridiction du travail

Entièrement séparée depuis 1953 de la juridiction ordinaire, la juridiction du travail est organisée en trois degrés : 123 tribunaux du travail (*Arbeitsgericht, ArbG* : un magistrat, deux juges non-professionnels représentant travailleurs et employeurs), 19 tribunaux supérieurs du travail (*Landesarbeitsgericht, LAG*) également organisés sur le mode de l'échevinage, comme la Cour fédérale du travail (*Bundesarbeitsgericht, BAG*), dont le siège a été effectivement transféré à Erfurt le 22 novembre 1999.

Les neuf chambres de la Cour fédérale du travail sont composées elles aussi sur le mode de l'échevinage : trois juges professionnels et deux juges non professionnels (§ 41 *Arbeitsgerichtsgesetz, ArbGG*). La Cour fédérale du travail possède une grande chambre (dix juges professionnels et six juges non professionnels) qui est chargée de veiller à l'unité de jurisprudence entre les chambres (§ 45 *ArbGG*).

Les **tribunaux du travail** sont compétents pour les litiges liés à la relation de travail salarié, pour les litiges relatifs à la liberté syndicale, aux conventions collectives et aux conflits collectifs, et pour ceux relevant de la loi sur l'organisation des entreprises et la cogestion (dans le secteur public, les litiges relatifs à la représentation du personnel relèvent de la juridiction administrative).

Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire devant les tribunaux du travail (§ 11 I *ArbGG*). L'article 11 I 1 et 2 permet de faire appel à des représentants syndicaux ou à des représentants d'associations d'employeurs.

Les **tribunaux régionaux du travail** statuent sur les recours en appel formés contre les jugements définitifs des tribunaux du travail (§§ 8 II et 64 I *ArbGG*) mais également sur les requêtes (*Beschwerde*) contre les décisions prises sans débats oraux préalables (§§ 8 IV et 87 *ArbGG*).

La présence d'un avocat ou de l'une des personnes énumérées à l'article 11 I 1 et 2 est obligatoire.



La **Cour fédérale du travail** est compétente pour statuer sur les pourvois en cassation dirigés contre les jugements définitifs des tribunaux régionaux du travail (§§ 8 III et 72 ArbGG) ainsi que sur les demandes déposées contre une décision prise sans débats oraux par les tribunaux régionaux du travail (§§ 8 V et 92 ArbGG). Elle peut également connaître par le biais de la “révision à saute-mouton” (*Sprungrevision*) d'un jugement rendu par les tribunaux du travail (§ 76 ArbGG).

### 3– La juridiction administrative

La juridiction administrative générale fait l'objet de la loi sur la juridiction administrative du 21 janvier 1960 (*Verwaltungsgerichtsordnung, VwGO*). Elle est organisée en 52 tribunaux administratifs, 16 tribunaux administratifs supérieurs et la Cour fédérale administrative dont le siège est encore à Berlin et doit être transféré à Leipzig en 2001.

Les **tribunaux administratifs** (*Verwaltungsgericht, VG*) sont organisés en sections statuant à effectif de trois magistrats et deux juges non-professionnels (§ 5 VwGO) sauf transmission du litige à un juge unique lorsque l'affaire ne présente pas de difficultés particulières, ni en fait, ni en droit, et n'a pas de portée de principe (§ 6 VwGO). Ils statuent en première instance sur tous les litiges de droit public qui ne sont pas de nature constitutionnelle, dans la mesure où la connaissance de ces litiges n'est pas attribuée à une autre juridiction par une loi fédérale ou par une loi du Land (§ 40 I VwGO).

Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire. Le ou les personnes concernées peuvent en effet choisir un mandataire ou un conseiller dans les conditions posées par le § 67 II VwGO. Par ailleurs, le § 36 I VwGO permet au gouvernement du Land de désigner, selon des modalités prévues par voie de règlement du Land, un représentant de l'intérêt général, qui représente ou peut représenter le Land ou les autorités du Land devant les tribunaux administratifs.

Les **tribunaux administratifs supérieurs** (*Oberverwaltungsgericht, OVG* ; dans les trois Länder de BWL, BYL et HEL : *Verwaltungsgerichtshof, VGH*) sont organisés en chambres statuant à effectif d'au moins trois juges. L'article 9 III VwGO dispose en effet que le législateur du Land peut prévoir des chambres de cinq juges, les deux juges supplémentaires pouvant être des juges non professionnels. Pour les affaires qui relèvent de l'article 48 I, les chambres de trois juges peuvent être également complétées par le législateur du Land par deux juges professionnels et deux juges non professionnels.

Ils sont fondamentalement juges de seconde instance des appels et pourvois contre les jugements et autres décisions du tribunal administratif (§ 46 VwGO), dans la mesure où ils autorisent l'appel (nouveau § 124 I VwGO). Ils sont toutefois compétents en première instance pour le contrôle abstrait de certaines normes infra-législatives (§ 47 I VwGO), de litiges de natures diverses portant pour l'essentiel sur des grands projets (installations nucléaires, centrales thermiques, traitements des déchets, lignes à haute tension, etc. : § 48 VwGO), remembrement (§ 190 VwGO), etc ; dans ce cas, il n'y a pas d'appel, mais seulement une possibilité de révision (si celle-ci est autorisée : § 132 I VwGO). Par ailleurs, le tribunal administratif supérieur est compétent pour statuer sur les requêtes formées par les parties contre les décisions du tribunal administratif, du président ou du

rapporteur, décisions qui ne sont ni des jugements ni des décisions juridictionnelles, dans la mesure où la loi ne prévoit rien d'autre (§ 146 I VwGO).

La présence d'un avocat ou d'un professeur des facultés de droit est obligatoire pour les parties dès lors qu'elles présentent une demande (§ 67 I VwGO).

La **Cour fédérale administrative** (*Bundesverwaltungsgericht, BVerwG*) avait été créée par une loi spécifique du 23 septembre 1952. Les onze chambres de la Cour administrative fédérale statuent à effectif de cinq juges ou de trois juges dans le cas où la décision ne donne pas lieu à des débats oraux (§ 10 III VwGO). La grande chambre de onze juges peut être réunie lorsqu'une des chambres s'écarte sur un point de droit de la décision d'une autre chambre ou de la grande chambre (§ 11 II VwGO).

La Cour administrative fédérale peut connaître directement des jugements des tribunaux administratifs sans que ceux-ci soient portés auparavant en appel (révision à saute-mouton) lorsque les parties le décident (§ 234 VwGO) ou lorsque l'appel est exclu par une loi fédérale (§ 135 VwGO), à condition que le juge du fond ou la Cour administrative l'autorise. Elle connaît des recours en révision contre les jugements des tribunaux administratifs supérieurs, ainsi que de différents pourvois (§§ 99 II, 133 I VwGO ; § 17a IV 4 GVG) ; la révision doit être autorisée par le juge du fond ou la Cour fédérale administrative (§ 132 I VwGO). La Cour fédérale administrative statue également en première et dernière instance sur les litiges prévus par le § 50 VwGO (par exemple : litiges de droit public non constitutionnels opposant des Länder entre eux ou à la Fédération, ou litiges relatifs à l'interdiction d'associations) ou par d'autres dispositions législatives fédérales.

#### 4– La juridiction du contentieux social

La juridiction du contentieux social est également organisée en trois instances (69 tribunaux, 16 tribunaux supérieurs et une Cour fédérale siégeant à Cassel) par la loi du 3 septembre 1953 sur les juridictions sociales (*Sozialgerichtsgesetz, SGG*).

Le **tribunal du contentieux social** (*Sozialgericht, SozG*) statue en première instance sur les litiges relatifs aux assurances sociales, à l'aide à l'emploi, à l'aide aux victimes de guerre, aux litiges entre médecins, dentistes et caisses, etc. Ces tribunaux sont organisés en sections composées d'un magistrat et de deux juges non-professionnels (§§ 8 et 5 I SGG). Ces derniers sont choisis à partir de listes établies par les syndicats, les groupements individuels d'employeurs ou de travailleurs ainsi que par les autorités fédérales et régionales prévues par la loi et nommés pour quatre ans par le gouvernement du Land ou l'organisme que celui-ci désigne (§ 13 SGG). Le tribunal peut statuer à juge unique lorsqu'il rend une décision sans débats oraux préalables (*Beschluss* ou *Gerichtsbescheid*).

Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire (§ 72 SGG).

Les **tribunaux supérieurs du contentieux social** (*Landessozialgericht, LSG*) sont composés de chambres elles-mêmes composées de trois magistrats et de deux juges non professionnels (§ 33 SGG). L'article 31 prévoit la



formation de chambres spécialisées (§§ 29 et 143 SGG) compétentes pour les matières relatives à la sécurité sociale (*Senate für Sozialversicherung*), à l'assurance-chômage (*Senate für Arbeitslosenversicherung*) et à l'aide aux victimes de guerre (*Senate für Kriegsopferversorgung*). Ils interviennent en appel lorsque celui-ci a été autorisé par le tribunal de première instance. La décision de refus peut être contestée devant le tribunal supérieur du contentieux social. En cas de divergence avec la jurisprudence de la Cour fédérale du contentieux social ou de la chambre commune ou en cas de vice de procédure, l'appel doit être autorisé (§ 145 SGG).

La représentation par un avocat n'est pas obligatoire.

Créée en 1954, la **Cour fédérale du contentieux social** (*Bundessozialgericht, BSG*) constitue la juridiction de révision ; elle est également compétente en première et dernière instance pour les affaires de contentieux social opposant des Länder entre eux ou à la Fédération et comporte quatorze chambres composées de trois magistrats et deux juges non professionnels. L'article 40 de la loi sur l'organisation juridictionnelle en matière sociale prévoit la formation de chambres spéciales pour les affaires relatives à la législation des médecins conventionnés ainsi que pour les litiges liés à l'assurance-chômage et à l'aide aux victimes de guerre.

La Cour fédérale du contentieux social statue sur les pourvois en révision lorsque ceux-ci ont été autorisés contre les décisions des tribunaux supérieurs (§§ 39 I et 160 SGG). Une révision à saute-mouton est possible contre les décisions du tribunal de première instance à condition que l'autre partie donne son accord écrit et que le tribunal de première instance ait autorisé le pourvoi direct.

En outre, la Cour fédérale est compétente en première et dernière instance pour trancher les litiges de nature non constitutionnelle relatifs aux différentes matières sociales opposant les Länder entre eux ou à la Fédération.

La représentation par un avocat ou par des associations déterminées (syndicats par exemple) est obligatoire lorsque les parties ne sont pas des autorités publiques ou des collectivités de droit public (§ 166 SGG).

## 5- La juridiction fiscale

La loi du 6 octobre 1965 sur la juridiction fiscale (*Finanzgerichtsordnung, FGO*) organise celle-ci sur deux instances. Les 19 **tribunaux des finances** (*Finanzgericht, FG*) sont des juridictions supérieures des Länder qui statuent en chambre de trois magistrats et deux juges non-professionnels (§ 5 III FGO). Le tribunal peut décider de renvoyer à un juge unique lorsque l'affaire ne présente pas de difficultés particulières d'ordre factuel et juridique et lorsque la nature juridique ne revêt pas une importance de principe. La décision ne peut être attaquée. Les Länder ont en outre la possibilité de modifier ce schéma et d'instituer une formation de trois juges (un juge professionnel et deux juges non professionnels, § 5 IV FGO).

Les tribunaux statuent sur les litiges de droit public fiscal qui opposent l'Etat aux contribuables (§§ 33, 35 FGO).

Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire.

La **Cour fédérale des finances** (*Bundesfinanzhof, BFH*) a son siège à Munich ; créée par une loi du 29 juin



1950, elle a pris la succession de l'ancienne Cour des finances d'Empire, instituée en 1918. Ses onze chambres sont composées de cinq magistrats. En outre, l'article 5 II prévoit la formation de chambres spéciales pour les affaires de douane (*Zollsachen*), d'impôts sur la consommation (*Verbrauchssteuersachen*) et de monopoles financiers (*Finanzmonopolsachen*). La formation en grande chambre, qui est chargée de maintenir l'unité du droit, est prévue à l'article 11 V FGO.

La Cour n'a aucune compétence de première instance et ne connaît que des recours en révision des jugements des tribunaux des finances. Le recours en révision est ouvert lorsque la valeur du litige est supérieure à 1000 DM et lorsqu'ils ont été autorisés (§ 115 I FGO). La Cour fédérale des finances se prononce également sur les requêtes (*Beschwerde*) formées contre des décisions du tribunal des finances, de son président ou du rapporteur.

Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire.

## 6– La justice constitutionnelle

La Cour constitutionnelle fédérale a été créée par une loi du 12 mars 1951 (*Bundesverfassungsgerichtsgesetz*, BVerfGG) qui a mis en oeuvre les articles 93 II et 94 II 1 LF et fixé son siège à Karlsruhe.

La Loi fondamentale ne mentionne que la Cour constitutionnelle fédérale, cour de la Fédération, autonome et indépendante vis-à-vis de tous les autres organes constitutionnels (§ 1 I BVerfGG). Elle assure le respect de la Loi fondamentale dans les cas et conditions prévus par celle-ci. Le contrôle du respect des constitutions des Länder ne peut être confié qu'à des organes des Länder. Les seize Länder, à l'exception du Land de Schleswig-Holstein, ont mis en place des cours constitutionnelles (*Staatsgerichtshof*, *Verfassungsgerichtshof* ou encore *Verfassungsgericht*). Les juridictions constitutionnelles des Länder sont naturellement autonomes. Leur compétence et leur organisation varient selon les Länder. Elles coexistent avec la Cour constitutionnelle fédérale, sans lui être subordonnées (BVerfGE 60, 175 [209] II).

Ce n'est que par exception qu'il peut arriver que la Cour constitutionnelle fédérale soit amenée à faire usage du droit constitutionnel d'un Land, lorsqu'aucune autre voie de droit ne permet de régler un litige entre organes d'un Land (art. 93 I n° 4 LF) ou lorsque la constitution d'un Land a confié compétence à la Cour constitutionnelle fédérale pour certaines catégories de litiges (art. 99 LF ; ex.: SH). Il peut aussi arriver qu'une juridiction constitutionnelle de Land soit amenée à tenir compte de la Loi fondamentale et de son interprétation par la Cour constitutionnelle fédérale, lorsque certains principes fédéraux ne peuvent être ignorés pour l'interprétation d'une constitution de Land (ex. : art. 21, 28 LF) ou lorsque la Loi fondamentale fixe les limites de l'autonomie des Länder (BVerfGE 60, 175, [206 et s.] II). Dans ces cas, l'article 100 III LF impose un recours préjudiciel destiné à éviter les divergences d'interprétation.

### 6–A. Organisation

La Cour constitutionnelle fédérale est composée de deux chambres (*Senat*) composées chacune de huit juges, présidées l'une par le président de la Cour, l'autre par son vice-président (§§ 9 I, 15 I BVerfGG). Les compétences sont réparties entre les deux chambres par le § 14 de la loi, la première étant plutôt spécialisée dans les litiges relatifs aux droits fondamentaux, la seconde dans les litiges de droit public. Cette répartition peut être

modifiée par l'Assemblée plénière de la Cour pour rééquilibrer la charge de travail entre les deux chambres ; une telle révision est intervenue le 15 novembre 1993. Une commission de six membres (3+3) répartit les affaires dans les cas douteux (§ 14 V BVerfGG).

Composée des seize juges, l'Assemblée plénière (*Plenum*) de la Cour intervient notamment pour prévenir les divergences de jurisprudence au fond entre les deux chambres (§ 16 I BVerfGG). Le cas ne s'est produit que deux fois depuis la première réunion de la Cour en septembre 1951.

Chaque chambre constitue en son sein des sections (*Kammer*) de trois juges. Ces sections, qui ont remplacé depuis 1986 les "commissions à trois" (*Dreierausschuß*), opèrent le filtrage des recours constitutionnels (§§ 93b – 93d BVerfGG) et des renvois des tribunaux en contrôle concret de la constitutionnalité des normes (§ 81a BVerfGG).

## 6–B. Les catégories de contentieux

Il découle de l'article 93 LF que la Cour constitutionnelle fédérale n'est compétente que dans les cas explicitement mentionnés à cet article, dans les autres cas prévus par la Loi fondamentale ainsi que dans les cas où une loi fédérale lui attribue compétence. On ne retiendra dans cette présentation sommaire que les 5 principaux chefs de compétence de la Cour, le dernier (recours constitutionnel = *Verfassungsbeschwerde*) fondant à lui seul 96 à 97 % des entrées.

### 1. Les conflits interorganes (*Organstreitverfahren*)

L'article 93 I n° 1 LF permet à la Cour de se prononcer sur l'interprétation de la Loi fondamentale à propos de litiges portant sur l'étendue des droits et obligations constitutionnels d'un organe fédéral suprême (président fédéral, Bundestag, Bundesrat, gouvernement fédéral, etc.) ou d'autres parties investies de droits propres par la Loi fondamentale ou le règlement intérieur d'un organe fédéral suprême, par ex. : un groupe parlementaire, une commission parlementaire, un ministre, le chancelier fédéral, un député (s'agissant de droits touchant à son statut, BVerfGE 10, 4 [10] II) ; par une compréhension peut-être excessive du rôle des partis, la Cour a également admis la recevabilité de recours de partis politiques, ou de fédérations de partis au niveau des Länder (BVerfGE 67, 65 [69] II).

### 2. Les conflits liés à la structure fédérale (*föderative Streitigkeiten*)

Ces litiges sont envisagés à l'article 93 I n° 3 et 4 LF. Ils opposent toujours les Länder entre eux ou à la Fédération, au sujet de leurs droits et obligations respectifs, et particulièrement au sujet de la répartition des compétences. Le requérant et la partie adverse ne peuvent être que le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder, éventuellement des organes suprêmes du Land ou des parties de ces organes investis de droits propres par la constitution du Land ou le règlement intérieur d'un organe suprême de Land dans le cas du n° 4.

### 3. Le contrôle abstrait des normes

Aux termes de l'article 93 I n° 2 LF, la Cour constitutionnelle fédérale se prononce en dehors de tout litige concret sur la compatibilité formelle et matérielle, soit du droit fédéral ou du droit de Land avec la Loi



fondamentale, soit du droit de Land avec toute autre règle du droit fédéral (voir aussi §§ 76 et s. BVerfGG).

#### 4. Le contrôle concret des normes

Lorsqu'un tribunal estime qu'une loi dont la validité conditionne sa décision est inconstitutionnelle, il doit surseoir à statuer et soumettre la question de constitutionnalité à la décision du tribunal compétent pour les litiges constitutionnels du Land s'il s'agit de la violation d'une constitution d'un Land, à la décision de la Cour constitutionnelle fédérale s'il s'agit de la violation de la Loi fondamentale. Il en est de même s'agissant d'une violation de la Loi fondamentale par le droit d'un Land ou de l'incompatibilité d'une loi de Land avec une loi fédérale. Le renvoi préjudiciel ainsi prévu à l'article 100 LF a été à l'origine de près de 3.000 saisines de la Cour jusqu'à la fin de l'année 1995, ayant débouché sur 973 décisions dont plus de 300 annulations.

Les alinéas II et III de l'article 100 LF règlent deux cas particuliers de contrôle concret des normes. Le premier concerne les interrogations sur l'effet direct avec valeur supra-légale d'une règle générale de droit international public sur les droits et obligations des habitants du territoire fédéral (cf. art. 25 LF) ; le second tend à protéger préventivement, à l'initiative des juridictions constitutionnelles des Länder, l'unité des jurisprudences constitutionnelles de la Fédération et des Länder.

La procédure de contrôle concret des normes constitue une exception au principe de plénitude de juridiction des juges des cinq ordres de juridiction, exception justifiée par le rang accordé à l'expression en forme législative de la volonté des représentants du peuple ; elle assure "l'autorité du législateur sur le juge et l'unité de jurisprudence en matière constitutionnelle" (BVerfGE 6, 55 [63] I).

#### 5. Le recours constitutionnel

La République fédérale fait partie du groupe des pays européens qui connaissent la possibilité d'un recours direct de l'individu devant la juridiction constitutionnelle pour faire protéger ses droits fondamentaux et droits assimilés. L'article 93 I n° 4a LF ouvre ce recours à "quiconque estime avoir été lésé par la puissance publique dans l'un de ses droits fondamentaux ou dans l'un de ses droits garantis par les articles 20 IV, 33, 38, 101, 103 et 104 LF".

Dans son examen au fond sur un recours constitutionnel, la Cour examine la réalité de la violation des dispositions constitutionnelles en cause. S'il est fait droit au recours, la décision précise quelle disposition de la Loi fondamentale a été violée et par quelle action ou omission de la puissance publique allemande ; la Cour peut également décider que toute répétition de la mesure viole la Loi fondamentale. Dans le cas d'une décision judiciaire inconstitutionnelle, la Cour constitutionnelle fédérale l'abroge et renvoie au tribunal compétent. Dans le cas de l'inconstitutionnalité d'une loi, celle-ci est inexistante. Il en est de même de la loi dont l'inconstitutionnalité est à la base de celle d'une décision de justice (§ 95 BVerfGG).



## 7– Les autres juridictions spéciales

L'article 96 LF permet d'organiser sous forme de tribunaux fédéraux un **tribunal des brevets** (*Patentgericht*), relevant en révision de la Cour fédérale de justice, et des **tribunaux disciplinaires** pour les fonctionnaires et les militaires, qui relèvent en révision de la Cour fédérale administrative.

Il n'a pas été fait usage de l'habilitation de l'article 96 II LF de créer des **tribunaux pénaux militaires** exerçant leur juridiction à l'égard des membres des forces armées opérant à l'étranger ou embarqués à bord de navires de guerre ainsi qu'en cas d'état de défense.

On signalera enfin l'existence au niveau des Länder de quelques autres juridictions, sous la forme de chambres spécialisées ou de juridictions autonomes, à caractère professionnel ou sectoriel, tels les **tribunaux compétents en matière de navigation maritime** (*Gerichte der Schifffahrt*) prévus par l'article 14 GVG.

## II. – Les finances publiques au sens de Maastricht, le budget de l'Etat et le budget public de la justice

- 1– Définition du budget public de la justice en RFA pour les besoins du présent rapport
- 2– Budget public de la justice/Dépenses totales des administrations publiques
- 3– Budget public de la justice/Dépenses de défense
- 4– Budget public de la justice/PIB au sens de Maastricht

### 1– Définition du budget public de la justice en RFA pour les besoins du présent rapport

Le budget de la justice dont il est ici question est celui correspondant au périmètre uniforme qui sert de base aux travaux du groupe.

Dans un Etat unitaire, il serait possible de reconstituer ce budget de manière analytique, en procédant à l'addition des dépenses correspondantes dans chacun des chapitres budgétaires. Il n'est malheureusement pas possible de procéder ainsi pour l'ensemble du budget fédéral et des seize budgets des Länder. Force est donc de recourir à une approche fonctionnelle. L'ensemble de ces budgets est heureusement organisé de manière telle qu'il est possible de procéder à l'agrégation de l'ensemble des lignes budgétaires correspondant à une mission publique élémentaire. La présentation fonctionnelle du budget est fondée sur une même nomenclature des fonctions dans les budgets de la Fédération et des Länder (Cf. § 14 BHO/LHO). Elle est utilisée lors de la mise au point des projets de budget, puis et surtout par l'Office fédéral des statistiques pour la présentation des comptes apurés.

Chaque fonction est identifiée par un nombre composé de deux chiffres, décomposée en un ensemble de nombres à trois chiffres. Dans la catégories des services d'intérêts généraux (= 0), la mission "protection par les tribunaux" (= "*Rechtsschutz*") porte le code 05. On peut considérer que cette mission rend compte de la fonction "justice" dans sa définition allemande. Ce budget de la justice retrace les rubriques (sous-fonctions) correspondant aux domaines suivants :

- 051 : juridiction constitutionnelle,
- 052 : juridiction de droit commun, parquet, missions connexes diverses,
- 053 : juridiction administrative et missions connexes,
- 054 : juridiction du travail et juridiction du contentieux social
- 055 : juridiction du contentieux fiscal,
- 056 : administration pénitentiaire,
- 059 : autres tâches de protection juridique.

Le passage des budgets de moyens au budget fonctionnel est facilité par l'indication de la nomenclature fonctionnelle correspondante à chacune des grandes lignes budgétaires. La connaissance des sommes réellement consacrées à chacune des fonctions de l'Etat n'est cependant possible que ex post, lors de la synthèse des comptes établie par le service fédéral des statistiques, sur la base des comptes apurés.



Nous partirons donc des chiffres de la fonction 05 :

budget justice	1990 ②	1991 ②	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Mrd. DM ①	11,233	12,032	14,192	15,390	16,149	17,146	17,643	18,121
Mrd. ECU ①	5,474	5,867	7,025	7,948	8,391	9,151	9,239	9,225

Source : Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts, Tabelle 5.1.1

① budget justice: somme des dépenses (dépenses brutes apurées) du budget de l'Etat fédéral et des Länder pour le poste de la justice (poste 05 du budget fonctionnel établi par le "Statistisches Bundesamt") en Mrd de DM.

Le poste 05 comprend selon la nomenclature fonctionnelle allemande : la juridiction constitutionnelle, la juridiction de droit commun et le parquet, la juridiction administrative, la juridiction du travail et le contentieux social, le contentieux fiscal, les établissements pénitentiaires et les autres obligations de protection juridique

② territoire de l'ex-RFA

Le passage de ces crédits de la fonction 05 aux dépenses correspondant au périmètre commun retenu pour l'ensemble des pays sous revue nécessite les adaptations suivantes :

a) Deux additions :

- Il est nécessaire de réintégrer un certain nombre de dépenses de la protection judiciaire de la jeunesse non incluses dans la fonction 05. Il s'agit
  1. des dépenses relatives au travail social en direction des mineurs (*Jugendsozialarbeit*),
  2. des dépenses de l'assistance éducative pour mineurs et jeunes adultes – *Hilfe zur Erziehung, Hilfe für junge Volljährige* – ainsi que celles de prise en charge des mineurs – *Inobhutnahme*,
  3. de l'assistance des mineurs devant le juge des tutelles et le juge des affaires familiales (*Mitwirkung in Verfahren vor den Vormundschafts- und Familiengerichten*),
  4. des dépenses de soutien au parcours judiciaire (*Jugendgerichtshilfe*).
 Pour les années 1990 et 1997, les dépenses sous 3. et 4. ont dû être évaluées.

Le détail du calcul des sommes en cause est décrit dans l'annexe consacrée aux documents bruts, 2° partie : documents divers, rubrique B 4.

- Il est également nécessaire de réintroduire les dépenses pour les administrations centrales, celles des 16 + 1 ministères de la justice, habituellement fondues dans la masse difficilement individualisable des dépenses d'administration centrale de la Fédération et des Länder. A partir de données obtenues pour la Fédération et trois Länder, il a été possible de compléter par extrapolation les données manquantes dans une publication de l'Office fédéral des statistiques.

Le détail du calcul des sommes en cause est décrit dans l'annexe consacrée aux documents bruts, 2° partie : B. documents divers, rubrique n° 1, contenu de la fonction justice (05) dans la présentation fonctionnelle allemande.

b) Deux soustractions :

- La première concerne la rubrique 059 : l'arbitrage ayant été exclu du périmètre de la recherche, nous avons retranché des chiffres afférents à la fonction 059 les dépenses engagées au titre des rubriques *Schiedsamt, Schiedsgericht, Schiedsgerichtshof* et *sonstiges Schlichtungswesen*.

Le détail du calcul des sommes à retrancher de ce fait est décrit dans l'annexe consacrée aux documents bruts, 2° partie : documents divers, rubrique B 6.

- La seconde concerne la rubrique 052 : celle-ci contient des dépenses de formation des juristes allemands, qui dépassent très largement celle de la formation des magistrats et autres personnels de justice. C'est en effet une particularité du système des études juridiques en Allemagne, que celles-ci comportent deux phases très distinctes :
  - une phase universitaire d'une durée normale de 4 années, au cours de laquelle les étudiants acquièrent les connaissances de bases, sanctionnées par une série de pré-requis nécessaires pour pouvoir entrer dans la seconde phase.
  - la seconde phase s'ouvre par un examen organisé dans chaque Land par le ministère de la justice. Ce premier examen ouvre l'accès à une période de noviciat ("Referendariat") au cours de laquelle le juriste novice accomplit une série de stages, au parquet, en juridiction, en administration, au barreau, ..., tout en bénéficiant d'un soutien pédagogique. Au cours du noviciat, les "Referendare" ont – pour la période sous revue – un statut de fonctionnaire stagiaire et sont rémunérés comme tels. Le noviciat s'achève par un second examen également organisé par le ministère de la justice du Land. La réussite à ce second examen est sanctionnée par le titre d'"Assessor".

A l'issue de ce second examen, le juriste achevé ("Volljurist") peut entrer à son choix et en fonction des opportunités dans la magistrature, dans l'administration publique ou au barreau. C'est également à ce stade – et à ce stade seulement – que le secteur privé recrute les juristes dont il a besoin.

Sans entrer dans une discussion sur les mérites et les inconvénients d'un tel système de formation de l'ensemble des juristes, on relèvera seulement pour ce qui nous concerne qu'il a un coût élevé pour les ministères de la justice, qui gèrent les deux examens et la période du noviciat. Ce coût est à l'origine de multiples projets et discussions tendant à modifier pour l'avenir ce système qui fonctionne depuis deux siècles.

En partant de données budgétaires précises auxquelles nous avons pu accéder pour les deux Länder du Schleswig-Holstein et de Bade-Wurtemberg, ce coût peut être évalué à environ 5% des budgets de la justice des Länder (cf. Volume annexe, 2° partie : documents divers, rubrique B 7).

Les quatre corrections qui peuvent être ainsi effectuées à partir des statistiques brutes sur la fonction 05 n'offrent certes pas la garantie d'arriver à des chiffres exacts concernant la fonction justice en Allemagne, selon un



périmètre de recherche défini à partir de la situation française. Certaines divergences subsistent, qui n'ont pu être évaluées ; ainsi des dépenses des Cours des comptes, disponibles pour la Fédération, mais non individualisables pour les 16 Cours des comptes des Länder. Les chiffres qui apparaissent dans les tableaux qui suivent nous paraissent donner une approximation satisfaisante, mais irréductible, de la réalité.

### Calcul du Budget de la Justice, 1990-1997, (fonction 05 adaptée)

En milliards de DM

	1990 ①	1991①	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Fonction 05	11,233	12,032	14,192	15,390	16,149	17,146	17,643	18,121
addition des dépenses pour la pij	(2,965)	(2,965)	6,273	6,987	7,401	7,935	8,371	(9,093)
addition des dépenses pour les ministères de la justice	(0,309)	(0,309)	(0,404)	0,404	0,419	0,430	0,445	(0,448)
soustraction des dépenses pour l'arbitrage	(0,097)	(0,097)	0,139	0,175	0,170	0,186	0,193	(0,193)
soustraction des dépenses pour la formation ②	0,562	0,602	0,710	0,770	0,808	0,857	0,882	0,904
budget justice selon le périmètre	13,848	14,607	20,020	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565

En milliards de Ecu

	1990 ①	1991 ①	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Fonction 05	5,474	5,867	7,025	7,948	8,391	9,151	9,239	9,225
addition des dépenses pour la pij	(1,445)	(1,446)	3,105	3,608	3,846	4,235	4,384	(4,629)
addition des dépenses pour les ministères de la justice	(0,151)	(0,151)	(0,200)	0,209	0,218	0,229	0,233	(0,228)
soustraction des dépenses pour l'arbitrage	(0,047)	(0,047)	0,069	0,09	0,088	0,099	0,101	(0,098)
soustraction des dépenses pour la formation ②	0,274	0,294	0,351	0,398	0,420	0,457	0,462	0,460
budget justice selon le périmètre	6,749	7,123	9,910	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524

① territoire de l'ex-RFA

② Dépenses estimées à 5 % du budget de la justice fonction non adaptée après le calcul pour le Schleswig-Holstein et le Baden-Württemberg

Les chiffres entre parenthèses ont été évalués

## 2- Budget public de la justice / Dépenses totales des administrations publiques

Il avait été convenu au sein du groupe de recherche de rapporter le budget public de la justice à trois indicateurs des dépenses publiques :

- Dépenses publiques au sens de Maastricht
- Dépenses des administrations centrales (incluant les ODAC)
- Dépenses des administrations centrales hors charges de la dette publique.

Nous n'avons pas pu reconstituer pour l'Allemagne les chiffres correspondant à ces deux dernières catégories de dépenses. Le FMI lui-même omet les chiffres correspondant à l'Allemagne pour toute la période sous revue, dans son ouvrage de 1999 : "Government Finance Statistics Yearbook, 1999".

On ne trouvera donc ci-après que le ratio Budget public de la justice / Dépenses publiques au sens de Maastricht. Si l'on ne tient pas compte des chiffres incertains dans la période 1990/1991 (réunification), **ce ratio a augmenté de 14 %** de 1992 à 1997.

### Budget public de la justice/Dépenses publiques au sens de Maastricht

en milliards de DM

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
dépenses publiques ①	716,28	860,74	1045,45	1084,3	1142,81	1188,04	1213,2	1214,65
budget justice ②	13,848	14,607	20,020	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565
% ③	1,933	1,697	1,915	2,014	2,012	2,060	2,092	2,187

en milliards de Ecu

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
dépenses publiques ①	349,05	419,72	517,47	559,96	593,82	634,04	635,34	618,34
budget justice ②	6,749	7,123	9,910	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524
% ③	1,934	1,697	1,915	2,014	2,012	2,060	2,092	

#### Sources:

- Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997
- Government Finance Statistics Yearbook, FMI, 1999

① dépenses totales des administrations publiques au sens de Maastricht en milliards de DM

② budget justice dans le périmètre de la recherche

③ % du budget justice dans les dépenses publiques

④ territoire de l'ex-RFA



### 3- Budget public de la justice / Dépenses de défense

Il eut été intéressant de pouvoir mettre en relation les sommes consacrées au budget public de la justice avec celles consacrées à quelques postes clés des dépenses publiques.

L'établissement des ratios correspondants suppose toutefois une certaine homogénéité entre les ensembles de référence et les catégories de la présentation fonctionnelle allemande. Tel n'est malheureusement pas le cas pour ce qui concerne l'Education (disséminée à travers plusieurs fonctions), la Santé ou la Police.

Le seul secteur adéquat, c'est-à-dire utilisable sans entreprendre des recherches et calculs complexes est celui de la **Défense** (Fonction 03 dans la présentation fonctionnelle allemande des budgets publics).

**Le résultat est surprenant à plusieurs titres** : d'abord parce que l'on constate que la réunification n'a guère eu d'incidence sur le budget Défense ; ensuite parce que ce budget n'a cessé de décroître depuis 1992. Enfin parce que **le rapport Justice / Défense est globalement passé de 36 % en 1992 (et même 25 % en 1990) à 57 % en 1997.**

en milliards de DM

	1990 ③	1991 ③	1992	1993	1994	1995	1996	1997
budget défense①	55,18	55,495	54,705	51,169	48,422	47,708	47,212	46,14
budget justice ②	13,848	14,607	20,02	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565
% justice /défense	25,096	26,321	36,596	42,678	47,481	51,287	53,766	57,575

en milliards de ECU

	1990 ③	1991 ③	1992	1993	1994	1995	1996	1997
budget défense ①	26,89	27,061	27,078	26,425	25,161	25,461	24,724	23,488
budget justice ②	6,749	7,123	9,91	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524
% justice /défense	25,099	26,322	36,595	42,676	47,482	51,29	53,766	57,578

Source: Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997

① fonction 03

② budget justice dans le périmètre de la recherche

③ territoire de la ex-RFA

#### 4- Budget public de la justice / PIB au sens de Maastricht

Si l'on ne tient pas compte des chiffres incertains dans la période 1990/1991 (réunification), le **ratio** budget de la justice/ PIB au sens de Maastricht a **augmenté de 12 %** de 1992 à 1997.

##### Produit intérieur brut :

	1990 ③	1991 ③	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB en Mrd DM ①	2426	2647,6	3078,6	3163,7	3328,2	3459,6	3541,5	3641,8
PIB en Mrd ECU ②	1182,2	1291,03	1523,8	1633,8	1729,4	1846,4	1854,6	1853,9

① Produit intérieur brut en prix respectif en milliards de DM. (Résultat provisoire pour les années 1995, 1996, 1997)

**Source** : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder, Heft 32: Entstehung des Bruttoinlandprodukts in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland 1970-1997, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg 1998

② **Source** : Eurostat, Annuaire Vue Statistique sur l'Europe, données 1987-1997 (sauf pour 1991 : chiffre reconstitué à partir de sources allemandes pour l'ancien territoire de la RFA)

③ Territoire de l'ex-RFA

##### Rapport budget justice / P.I.B.

en milliards de DM

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB ①	2426	2647,6	3078,6	3163,7	3328,2	3459,6	3541,5	3641,8
budget justice ②	13,848	14,607	20,02	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565
% ③	0,571	0,552	0,65	0,69	0,691	0,707	0,717	0,73

en milliards de Ecu

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB ①	1182,2	1291	1523,8	1633,8	1729,4	1846,4	1854,6	1853,9
budget justice ②	6,749	7,123	9,91	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524
% ③	0,571	0,552	0,65	0,69	0,691	0,707	0,717	0,73

##### Sources:

- Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997
- Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder, Heft 32: Entstehung des Bruttoinlandprodukts in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland 1970-1997, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg 1998

① Produit intérieur brut en prix respectif en million de DM. (Résultat provisoire pour les années 1995, 1996, 1997)

② budget justice dans le périmètre de la recherche

③ % du budget justice dans le produit intérieur brut

④ territoire de l'ex-RFA



### III. – La carte judiciaire et les principales statistiques de la justice

#### 1– Les juridictions de la Fédération

#### 2– Nombre des juridictions des Länder, par catégorie

#### 3– Statistiques de la justice

- 3–1. Effectif des juges
- 3–2. Effectif du ministère public
- 3–3. Effectif des avocats
- 3–4. Effectif des notaires
- 3–5. Etablissements de détention
- 3–6. Population carcérale
- 3–7. Aide juridictionnelle

Il n'existe probablement pas de cartes lisibles présentant l'implantation des diverses juridictions sur l'ensemble du territoire allemand. Fédéralisme oblige : il faudrait procéder Land par Land, ce qu'il ne nous a pas paru utile de faire dans le cadre de la présente étude. En revanche, on trouvera ci-après :

1. Une liste des juridictions de la Fédération, avec une carte relative à la localisation de la Cour constitutionnelle fédérale et des cinq cours suprêmes

2. Un relevé par grandes catégories des juridictions des Länder de 1990 à 1997. Ce relevé est affiné en annexe (p. B 3 et s.) Par une série de tableaux établis par l'Office fédéral des statistiques au 31 décembre 1997, retraçant Land par Land, et pour chaque ressort de Tribunal régional (LG, *Landgericht*) et tribunal régional supérieur (OLG, *Oberlandesgericht*) le nombre de communes, le chiffre de population et le nombre de tribunaux cantonaux (AG, *Amtsgericht*) .

#### 1– Les juridictions de la Fédération

##### Justice constitutionnelle :

- 1 Cour constitutionnelle fédérale (2 Chambres)

##### Cours suprêmes de la Fédération :

- 1 Cour fédérale de justice (12 Chambres civiles, 5 Chambres pénales, 8 Chambres spécifiques)
- 1 Cour fédérale du travail (10 Chambres ordinaires)
- 1 Cour fédérale administrative (9 Chambres ordinaires, 2 Chambres en matière disciplinaire, (2 Chambres en matière militaire)
- 1 Cour fédérale du contentieux social (12 Chambres ordinaires)
- 1 Cour fédérale des finances (11 Chambres ordinaires)

##### Autres juridictions fédérales :

- 1 Tribunal fédéral des brevets
- 1 Tribunal disciplinaire pour la fonction publique civile
- 2 Tribunaux disciplinaires pour la fonction publique militaire

Cette liste est éclairée à la page suivante par une carte des principales implantations judiciaires de la Fédération, à savoir la Cour constitutionnelle fédérale (art. 93 de la Loi fondamentale) et les cinq Cours suprêmes de la Fédération (art. 95 de la Loi fondamentale). La faible importance numérique des autres tribunaux fédéraux envisagés par l'article 96 de la Loi fondamentale permet de les négliger ici.

Nous confessons bien volontiers que la carte ici reproduite ne correspond pas à la situation de 1997, mais à celle qui se présentera à l'observateur au terme des changements d'implantation consécutifs à la réunification. Ce processus devrait s'achever en 2003, avec l'installation définitive de la Cour fédérale administrative à Leipzig.

En cet état, la carte révèle mieux que tout discours l'effet du fédéralisme en matière de justice :

- Les juridictions fédérales ne représentent qu'une fraction quantitativement réduite de l'ensemble des juridictions allemandes ;
- Berlin ne sera – à l'échéance 2003 – le siège d'aucune juridiction fédérale ;
- Les Cours suprêmes sont réparties sur l'ensemble du territoire, deux d'entre elles se trouvant dans les nouveaux Länder.



Carte : Localisation de la Cour constitutionnelle fédérale et des cinq Cours suprêmes de la Fédération



## 2- Nombre des juridictions des Länder, par catégorie

(au 31 décembre de l'année)

1990 – 1992 : ancien territoire fédéral (+ Berlin Ouest)

1993 – 1997 : Allemagne réunifiée

Famille des juridictions du droit privé								Famille des juridictions du droit public							
	Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux			Tribunaux régionaux supérieurs			Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
		Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales		Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.		Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chambr. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres
1990	551	94	1242	1084	20	415	71	95	148	35	143	50	113	14	141
1991	554	94	1249	1086	20	418	73	95	151	35	148	50	111	14	143
1992	555	94	1252	1088	20	420	76	95	156	35	151	50	112	14	144
1993	718	116	1454	1448	25	469	90	124	195	52	179	69	140	19	156
1994	707	116	1486	1472	25	480	88	123	202	52	191	69	142	19	157
1995	706	116	1505	1494	25	490	88	123	206	52	189	69	150	19	159
1996	706	116	1523	1485	25	491	86	123	207	52	195	71	151	19	163
1997	706	116	1533	1483	25	507	83	123	207	52	191	69	154	19	163

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

Le détail de la statistique précédente, Land par Land, est présenté dans l'annexe consacrée aux documents bruts, 2<sup>o</sup> partie : B. documents divers, rubrique n° 2, p. B 3 à B 19.



### 3- Statistiques de la justice

#### 3-1. Effectif des juges (au 1er janvier)

	1989 *	1991 *	1993	1995	1997
Juges de la Fédération	513	509	524	510	503
Juges des Länder	17114	17423	20148	21624	20496
Total :	17627	17932	20672	22134	20999

Source : Statistische Jahrbücher 1990-1998, Kapitel 2: Zusammenfassende Übersichten, Kapitel 15: Rechtspflege

\* Données relatives à l'ancien territoire de la RFA

#### 3-2. Effectif du ministère public (au premier janvier)

	1989 *	1991*	1993	1995	1997
Total	3759	3887	4920	5375	5211

Source : Statistische Jahrbücher 1990-1998, Kapitel 2: Zusammenfassende Übersichten, Kapitel 15: Rechtspflege

\* Données relatives à l'ancien territoire de la RFA

#### 3-3. Effectif des avocats

1991	51 266
1993	58 504
1995	65 576
1997	76 074

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.3

#### 3-4. Effectif des notaires

	Avocats-notaires *	Notaires
1991	8180	1014
1993	8616	1562
1995	8715	1628
1997	9031	1657

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.3

\* Les avocats-notaires sont des avocats exerçant la fonction de notaire à titre accessoire. Ceci n'est possible que dans les circonscriptions où la fonction de notaire pouvait être exercée à titre accessoire antérieurement au 1er avril 1961 (Berlin, Brême, Hesse, Basse-Saxe et parties de Rhénanie du nord - Westphalie).

### 3-5. Etablissements de détention

Les chiffres disponibles auprès de l'Office fédéral des statistiques pour l'ensemble de l'Allemagne ne portent que sur la période 1993 – 1997. Des statistiques plus complètes sont rapportées dans la liste des ratios (infra IV., ratio 1-6)

année (31.12)	Nb. établissements	capacité
1992	171	58 660
1993	225	69 908
1994	219	70 766
1995	221	70 838
1996	219	71 347
1997	218	73 378

**Source** : Statistisches Bundesamt, Justiz im Spiegel der Rechtspflegestatistik, 1999

Noter : 1992 : ancien territoire fédéral + Berlin Est

1993 - 1997 : Allemagne unifiée

Ces statistiques sont largement, mais non exactement, corroborées par les publications du Conseil de l'Europe, que nous utiliserons ultérieurement pour le calcul de la densité carcérale (infra IV., ratio 3-4).

année	nombre d'établissements	capacité carcérale	nombre total de détenus
1990*	170	59 455	48 792
1991*	172	59 002	49 658
1992	n.d.	n.d.	n.d.
1993	225	69 958	65 838
1994	219	70 702	67 626
1995	221	70 773	66 146
1996	219	71 270	67 677
1997	218	72 118	74 317

**Source** : Bulletin d'information pénologique du Conseil de l'Europe 1992-1998

\* territoire de l'ex-RFA

### 3-6. Population carcérale

année (31.12)	Nb. établissements	capacité	total	%
1992	171	58 660	49106	83,7
1993	225	69 908	59 833	85,6
1994	219	70 766	60 289	85,2
1995	221	70 838	61 108	86,3
1996	219	71 347	64 680	90,7
1997	218	73 378	68 029	94,0

**Source** : Statistisches Bundesamt, Justiz im Spiegel der Rechtspflegestatistik, 1999



Nous reproduisons ici les chiffres officiels allemands, publiés par l'Office fédéral des statistiques. Ces chiffres sont manifestement incompatibles avec les diverses données internationales. On reviendra sur ce point dans le chapitre relatif aux ratios (ratio 1–6). La différence la plus flagrante peut être relevée en comparaison avec les statistiques du Digest 4 (Home Office 1999), qui font état d'un taux de surpopulation de 108 % au 31.03.1998, en partant des effectifs de détenus suivants dans la période sous revue :

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
48.792	49.658	-	65.838	67.626	68.408	71.047	73.941

Source : Digest 4 (Home Office 1999)

1990 et 1991 : ancien territoire fédéral

1992 : Allemagne unifiée

Cette situation de surpopulation semble bien corroborée par nos enquêtes, qui font notamment état de la transformation de cellules par la mise en place de lits superposés dans des cellules prévues comme individuelles. Il est d'ailleurs permis de douter de la pertinence de statistiques établies à la date du 31 décembre retenue dans la publication ci-dessus reproduite de l'Office fédéral des statistiques, dans la mesure où elle correspond traditionnellement à une période où les sorties de détenus sont traditionnellement élevées. De surcroît, les autres documents que nous avons pu consulter, partent habituellement de la population carcérale à la date du 31 mars, qui paraît effectivement plus représentative.

### 3–7. Aide juridictionnelle

Il n'existe pas de chiffres actuels sur le montant des sommes dépensées pour l'aide juridictionnelle en Allemagne. Les dernières évaluations fiables pour l'ensemble du pays remontent à 1990/91. Les seules données chiffrées récentes dont nous disposons sont celles communiquées en mars 2000 par le Bureau de l'aide juridictionnelle et des frais de justice du ministère de la justice (Fédération) au magistrat de liaison allemand auprès du ministère français de la justice. Ces données permettent de reconstituer des chiffres plausibles pour les deux bornes extrêmes de la période sous revue, soit :

	1990/91	1997
Total des dépenses d'aide juridictionnelle (Mio ECU)	180,79	225,23
Population (x 1000)	62679	82012
Dépense par habitant	2,884	2,721

Le mode d'établissement de ces chiffres est explicité au chapitre suivant (IV, ratio n° 4–5). Le mode de calcul utilisé commande de les considérer avec une prudence d'autant plus grande qu'ils suggèrent une stabilité mal compatible avec le sentiment subjectif de croissance rapide ("*rasanter Kostenanstieg*") qui apparaît dans les rares articles doctrinaux sur la question (par. ex., sur la base d'une expérience professionnelle en Bade–Wurtemberg: G. Meiser, *Einsparmöglichkeiten bei der Prozeßsskostenhilfe*, ZRP 1998, 166).

## **IV. – Les ratios de la justice**

La liste des ratios été définie puis affinée de concert entre les membres du groupe de recherche et les représentants du ministère de la Justice. Elle comprend les cinq séries suivantes :

- 1– Instruments de mesure du budget public de la justice**
- 2– Coût des personnels**
- 3– Taux d'encadrement**
- 4– Mesure de l'augmentation du budget de la justice**
- 5– Indicateurs de "niveau de vie du bout de la chaîne" de la justice**



## 1- Instruments de mesure du budget public de la justice

1. Budget public de la justice / Dépenses totales des administrations publiques
- 1 suppl. a. Budget justice / Dépenses des administrations centrales y compris charges de la dette publique (néant)
- 1 suppl. b. Budget justice / Dépenses des administrations centrales y compris charges de la dette publique (néant)
- 1 suppl. c. Budget justice / Dépenses de défense
2. Budget public de la justice / PIB au sens de Maastricht
3. Budget public de la justice par habitant
4. Nombre d'affaires pour 100.000 habitants
5. Durée moyenne d'une instance hors référé
6. Nombre de détenus pour 100.000 habitants
7. Taux d'incarcération

### 1-1. Budget public de la justice / Dépenses publiques au sens de Maastricht

en milliards de DM

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
dépenses publiques ①	716,28	860,74	1045,45	1084,3	1142,81	1188,04	1213,2	1214,65
budget justice ②	13,848	14,607	20,020	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565
% ③	1,933	1,697	1,915	2,014	2,012	2,060	2,092	2,187

en milliards de Ecu

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
dépenses publiques ①	349,05	419,72	517,47	559,96	593,82	634,04	635,34	618,34
budget justice ②	6,749	7,123	9,910	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524
% ③	1,934	1,697	1,915	2,014	2,012	2,060	2,092	2,187

#### Sources:

- Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997
- Government Finance Statistics Yearbook, FMI, 1999

① dépenses totales des administrations publiques au sens de Maastricht en milliards de DM

② budget justice dans le périmètre de la recherche

③ % du budget justice dans les dépenses publiques

④ territoire de l'ex-RFA

### 1-1. suppl. a : Budget justice / Dépenses des administrations centrales y compris charges de la dette publique

### 1-1. suppl. b : Budget justice / Dépenses des administrations centrales hors charges de la dette publique

#### [Ratios non disponibles pour l'Allemagne]

Nous n'avons pas pu reconstituer pour l'Allemagne les chiffres correspondant à ces deux catégories de dépenses. Le FMI lui-même omet les chiffres correspondant à l'Allemagne pour toute la période sous revue, dans son ouvrage de 1999 : "Government Finance Statistics Yearbook, 1999".

### 1-1. suppl. c : Budget justice / Dépenses de défense

Ce ratio a été introduit dans le champ de recherche du groupe de travail au début de l'année 2000. L'idée était de comparer le poids du budget de la justice à celui d'autres grandes fonctions de l'Etat, telles la santé, l'enseignement, la défense ou la police. Il est vite apparu qu'en ce qui concerne l'Allemagne, seule la fonction "défense" pouvait être prise en considération, sauf à devoir effectuer pour les autres fonctions un très délicat travail de correction des statistiques du budget fonctionnel. Le seul secteur adéquat, c'est-à-dire utilisable sans entreprendre des recherches et calculs complexes est celui de la **Défense** (Fonction 03 dans la présentation fonctionnelle allemande des budgets publics). On peut évidemment s'interroger sur la pertinence d'un tel ratio, compte tenu des différences entre les pays concernés en ce qui concerne leur politique de défense, et surtout de l'absence de lien logique entre la fonction Justice et la fonction Défense.

Pourtant, en ce qui concerne l'Allemagne, **le résultat est surprenant à plusieurs titres** : d'abord parce que l'on constate que la réunification n'a pas entraîné de bouleversement brutal sur le budget Défense ; ensuite parce que ce budget n'a cessé de décroître depuis 1992. Enfin parce que **le rapport Justice / Défense est globalement passé de 37 % en 1992 (et même 25 % en 1990) à 58 % en 1997.**

en milliard de DM

	1990 ③	1991 ③	1992	1993	1994	1995	1996	1997
budget défense①	55,180	55,495	54,705	51,169	48,422	47,708	47,212	46,140
budget justice ②	13,848	14,607	20,020	21,838	22,991	24,468	25,384	26,565
% justice /défense	25,096	26,321	36,596	42,678	47,481	51,287	53,766	57,575



en milliard de ECU

	1990 ③	1991 ③	1992	1993	1994	1995	1996	1997
budget défense ①	26,89	27,061	27,08	26,425	25,161	25,461	24,724	23,488
budget justice ②	6,749	7,123	9,910	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524
% justice /défense	25,099	26,322	36,595	42,676	47,482	51,290	53,766	57,578

Source: Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997

① fonction 03

② budget justice dans le périmètre de la recherche

③ territoire de la ex-RFA

## 1-2. Budget public de la justice / PIB au sens de Maastricht

### a. Produit intérieur brut :

	1990 ③	1991 ③	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB en Mrd DM ①	2426	2647,6	3078,6	3163,7	3328,2	3459,6	3541,5	3641,8
PIB en Mrd ECU ②	1182,2	1291,03	1523,8	1633,8	1729,4	1846,4	1854,6	1853,9

① Produit intérieur brut en prix respectifs en milliards de DM. (Résultat provisoire pour les années 1995, 1996, 1997)

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder, Heft 32: Entstehung des Bruttoinlandprodukts in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland 1970-1997, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg 1998

② Source : Eurostat, Annuaire Vue Statistique sur l'Europe, données 1987-1997 (sauf pour 1991 : chiffre reconstitué à partir de sources allemandes pour l'ancien territoire de la RFA)

③ Territoire de l'ex-RFA

### b. Rapport budget justice / P.I.B.

en milliards de DM

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB ①	2426	2647,6	3078,6	3163,7	3328,2	3459,6	3541,5	3641,8
budget justice ②	13,848	14,607	20,02	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565
% ③	0,571	0,552	0,65	0,69	0,691	0,707	0,717	0,73

en milliards de Ecu

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB ①	1182,2	1291	1523,8	1633,8	1729,4	1846,4	1854,6	1853,9
budget justice ②	6,749	7,123	9,91	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524
% ③	0,571	0,552	0,65	0,69	0,691	0,707	0,717	0,73

#### Sources:

- Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997

- Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder, Heft 32: Entstehung des Bruttoinlandprodukts in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland 1970-1997, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg 1998

① Produit intérieur brut en prix respectifs en million de DM. (Résultat provisoire pour les années 1995, 1996, 1997)

② budget justice dans le périmètre de la recherche

③ % du budget justice dans le produit intérieur brut

④ territoire de l'ex-RFA



### 1-3. Budget public de la justice par habitant

#### en DM / habitant

	1990 ②	1991 ②	1992	1993	1994	1995	1996	1997
habitants (Mio)	62,679	63,726	80,275	80,975	81,338	81,539	81,818	82,012
budget justice (Mrd DM) ①	13,848	14,607	20,020	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565
budget justice par habitant	220,94	229,22	249,39	269,66	282,66	300,08	310,25	323,92

#### en Ecu / habitant

	1990 ②	1991 ②	1992	1993	1994	1995	1996	1997
habitants (Mio)	62,679	63,726	80,275	80,975	81,338	81,539	81,818	82,012
budget justice (Mrd Ecu) ①	6,749	7,123	9,910	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524
budget justice par habitant	107,68	111,78	123,45	139,27	146,88	160,16	162,47	164,90

#### Sources:

- Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts
- Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland, Statistisches Bundesamt Wiesbaden 1991, 1992: Tabelle 2.1; 1998, 1999: Tabelle 3.2
- Eurostat Annuaire Vue statistique sur l'Europe données 1987-1997

① budget justice dans le périmètre de la recherche

② territoire de l'ex-RFA

## 1-4. Nombre d'affaires hors contraventions pour 100.000 habitants en 1997

## A. Affaires jugées (toutes juridictions)

	Ex-RFA ⑥					Allemagne		
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
juridiction civile	2111038	2111079	2112934	2312896	2384557	2732262	2824798	2833026
juridiction pénale	704665	684874	698425	723347	721968	848119	874608	897334
jur. du travail ①	337811	336558	400574	461498	495213	650290	683561	701952
jurid. sociale ②	192054	190246	176317	179070	184554	218094	240213	250067
jurid.admin. ③	142704	148709	165633	199284	231868	254646	265598	258774
jurid. financ. ④	59851	59524	60380	60855	61211	60936	60681	63162
Cour const.féd.	4121	3839	4163	5456	5326	5064	5194	5006
toutes juridict.	3552244	3534829	3618426	3942406	4084697	4769411	4954653	5009321
habitants (x 100.000) ⑤	632,53	652,28	660,26	666,98	670,21	816,61	818,96	820,53
aff. civiles par 100.000 hab.	3337	3236	3200	3468	3558	3346	3449	3453
aff. pénales par 100.000 hab.	1114	1050	1058	1085	1077	1039	1068	1094
aff. du travail p. 100.000 hab. ⑥	534,06	515,97	606,69	691,22	738,89	796,33	834,67	855,49
aff. sociales p. 100.000 hab. ⑦	303,63	291,66	267,04	268,48	275,37	267,07	293,31	304,76
aff. admin. p. 100.000 hab. ⑧	225,61	227,98	250,86	298,79	345,96	311,83	324,31	315,37
aff. financ. p. 100.000 hab. ⑨	94,62	91,26	91,45	91,24	91,33	74,62	74,10	76,98
aff. constitué. p. 100.000 hab. ⑩	6,52	5,89	6,31	8,18	7,95	6,20	6,34	6,10
aff. jugées p. 100.000 hab. *	5616	5419	5480	5911	6095	5841	6050	6105

① Affaires jugées des Tribunaux du Travail, des Tribunaux supérieurs du Travail et de la Cour fédérale du Travail

② Affaires jugées des Tribunaux du contentieux social, des Tribunaux supérieurs du contentieux social et de la Cour fédérale du contentieux social

③ Affaires jugées des Tribunaux administratifs, des Tribunaux administratifs supérieurs et de la Cour fédérale administrative

④ Affaires jugées des Tribunaux des Finances et de la Cour fédérale des Finances

⑤ 1990: territoire de l'ex-RFA ; 1991-94: territoire de l'ex-RFA inclus Berlin-Est ; à partir de 1995: Allemagne

⑥ Affaires jugées de la juridiction du Travail pour 100.000 habitants

⑦ Affaires jugées de la juridiction sociale pour 100.000 habitants

⑧ Affaires jugées de la juridiction administrative pour 100.000 habitants

⑨ Affaires jugées de la juridiction financière pour 100.000 habitants

⑩ Affaires jugées devant la Cour constitutionnelle fédérale pour 100.000 habitants

\* Affaires jugées de toutes les juridictions pour 100.000 habitants



**B. Affaires jugées (juridictions civiles et pénales)**

	Ex-RFA ⑤					Allemagne		
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Toutes jurid. civiles+pénales	2815703	2795953	2811359	3036243	3106525	3580381	3699406	3730360
juridiction civile 1° instance ①	1907792	1914244	1928570	2128035	2196004	2527164	2615434	2612777
juridiction civile (sauf 1° inst.) ②	203246	196835	184364	184861	188553	205098	209364	220249
Toutes juridictions civiles	2111038	2111079	2112934	2312896	2384557	2732262	2824798	2833026
juridict. pénale 1° instance ③	642902	629190	644778	668950	667563	789663	814570	830739
juridiction pén. (sauf 1° inst.) ④	61763	55684	53647	54397	54405	58456	60038	63595
Toutes juridictions pénales	704665	684874	698425	723347	721968	848119	874608	897334
habitants (x 100.000)	632,53	652,28	660,26	666,98	670,21	816,61	818,96	820,53
aff. civiles par 100.000 hab. ⑥	3337	3236	3200	3468	3558	3346	3449	3453
aff. pénales par 100.000 hab. ⑦	1114	1050	1058	1085	1077	1039	1068	1094
Total affaires civ. et pén. par 100.000 hab.	4452	4286	4258	4552	4635	4384	4517	4546

Source: Statistische Jahrbücher 1995 - 1998, chapitre 15: Rechtspflege.

Jahresgutachten 1998/99 des Sachverständigenrates zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, BTDrucks. 14/73, p. 368

① Affaires jugées des Tribunaux cantonaux (y compris les affaires matrimoniales) et des Tribunaux régionaux en première instance sans injonctions de payer et sans juridiction en matière gracieuse

② Affaires jugées des Tribunaux régionaux, des Tribunaux régionaux supérieurs (y compris les affaires matrimoniales) et de la Cour fédérale de Justice sauf première instance

③ Affaires jugées des Tribunaux cantonaux, des Tribunaux régionaux et des Tribunaux régionaux supérieurs en première instance sans procédures relatives aux amendes forfaitaires administratives

④ Affaires jugées des Tribunaux régionaux, Tribunaux régionaux supérieurs et de la Cour fédérale de Justice sauf première instance sans procédures relatives aux amendes forfaitaires administratives

⑤ 1990: territoire de l'ex-RFA ; 1991-94: territoire de l'ex-RFA inclus Berlin-Est ; à partir de 1995: Allemagne

⑥ Affaires jugées de la juridiction civile, pour 100.000 habitants

⑦ Affaires jugées de la juridiction pénale, pour 100.000 habitants

## 1-5. Durée moyenne d'une instance hors référé

Première instance : durée moyenne de la procédure (en mois) : ☆

	1990 *	1991 *	1992 *	1993 *	1994 *	1995	1996	1997
civil: trib. cantonal	4,1		4,1		4,3	4,5	4,6	4,6
civil: trib. régional	6,0		6,1		6,4	6,3	6,5	6,6
trib.cant. (famille)	8,8		9,3		10,1	10,4	10,7	10,8
pénal: trib. cantonal	3,8	3,8	3,9	4,0	4,1	4,4	4,4	4,4
pénal: trib. régional	6,3	6,0	6,3	6,5	6,6	6,3	6,2	6,2
pénal: trib. rég. sup.	6,6	9,2	9,6	9,2	9,2	12,1	10,9	14,2
trib. admf.	11,5		13,6		11,0	13,0	16,4	16,4
T.A. supér.	12,9		14,9		16,9	17,8	18,0	18,0
Trib. fin.	23,1		21,6		21,6	20,9	16,9	16,9

Source : Projektbericht Justiz im Spiegel der Rechtspflegestatistik, Statistisches Bundesamt, Wiesbaden 1999, S. 69.

Voir également : Pillmann, Kurt: Das Problem der langen Strafverfahren in DRiZ 1998, S. 511 ff. (514) ;

Barrton, Stephan: Rechtstatsachen zur Dauer von Strafverfahren und zu deren Gründen in StV 1996, S. 690 ff.

☆ Durée moyenne jusqu'au jugement de 1ère instance au fond.

\* 1990-1994 ancien territoire de la RFA, Berlin-Est inclus à compter du 3.10.1990 (de 1994 pour les trib. des finances). Territoire de l'Allemagne unifiée, à partir de 1995.



**Durée moyenne de la procédure : instances d'appel et de révision (en mois) :**

	1990 *	1991	1992 *	1993	1994 *	1995	1996	1997
civil: trib. régional	5,5		5,1		4,9	5,1	5,3	5,4
civil: trib. rég.super.	9,1		8,8		8,7	8,5	8,7	8,5
trib. rég. (famille)	6,0		5,8		5,5	5,3	5,4	5,4
Cour féd. sup. (civ. et pén)	15							
trib. rég. (pénal)	3,5		3,5		3,3	3,5	3,6	3,8
trib. rég. sup.(pén.)	1,3		1,2		1,2	1,4	1,3	1,2
T.A. sup.	14,2		12,4		8,6	7,5	8,4	8,4
Cour féd. admve ①	24,2	23,0	25,4	15,8	17,2	14,3	14,1	12,6
Cour féd. des fin.	17	15						
Cour féd. du trav.②					10 6	10 6	18 12	18 10
Cour féd. cont. soc.								

**Sources** : Projektbericht Justiz im Spiegel der Rechtspflegestatistik, Statistisches Bundesamt, Wiesbaden 1999, S. 69.

Jahresbilanz 1998 des BVerwG in NVwZ 1999, S. 389 ff. (392)

Jahresstatistik 1994 des BVerwG in NVwZ 1995, S. 356

Bericht aus dem Jahre 1995 des BAG in BarbBl 1996, S. 9 f.

\* 1990-1994 ancien territoire fédéral, + Berlin-Est à compter du 3.10.1990 ; juridictions des finances à partir de 1994, Berlin-est compris.

A partir de 1995, Allemagne unifiée

① Statistiques des seules procédures de révision

② Chiffre inférieur : seuls licenciements

## 1ère instance, affaires réglées après 6 / 12 mois (en pourcentage) :

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
trib. cantonal: aff. civiles, sauf famille	<u>81</u> 95	<u>81</u> 95	<u>80</u> 95	<u>80</u> 95	<u>79</u> 95	<u>77</u> 94	<u>77</u> 94	<u>77</u> 94
trib. cantonal (famille)	<u>38</u> 77	<u>36</u> 76	<u>35</u> 73	<u>34</u> 70	<u>33</u> 69	<u>31</u> 67	<u>30</u> 66	<u>31</u> 67
trib. régional, (civ.)	<u>69</u> 88	<u>68</u> 88	<u>68</u> 88	<u>68</u> 88	<u>66</u> 87	<u>66</u> 87	<u>65</u> 87	<u>65</u> 86
trib. cantonal (pénal)	<u>84</u> 96	<u>84</u> 96	<u>83</u> 95	<u>82</u> 95	<u>81</u> 94	<u>79</u> 93	<u>79</u> 93	<u>80</u> 93
trib. régional (pénal)	<u>71</u> 88	<u>73</u> 88	<u>71</u> 88	<u>71</u> 87	<u>70</u> 87	<u>72</u> 88	<u>73</u> 89	<u>72</u> 89
trib. régional supérieur (pénal)	<u>68</u> 86	<u>60</u> 84	<u>46</u> 76	<u>52</u> 79	<u>46</u> 80	<u>29</u> 62	<u>39</u> 65	<u>27</u> 43
trib. du travail	<u>86</u> 97	<u>85</u> 97	<u>82</u> 97	<u>81</u> 96	<u>77</u> 95	<u>76</u> 94	<u>78</u> 95	<u>75</u> 95
trib, social	<u>26</u> 57	<u>24</u> 54	<u>25</u> 53	<u>27</u> 57	<u>29</u> 60	<u>27</u> 58	<u>24</u> 56	<u>24</u> 55
tribunal administratif	<u>39</u> 65	<u>38</u> 64	<u>39</u> 65	<u>43</u> 67	<u>41</u> 68	<u>32</u> 55	<u>31</u> 49	<u>31</u> 50
trib. des finances	<u>24</u> 41	<u>26</u> 46	<u>25</u> 46	<u>27</u> 47	<u>29</u> 50	<u>31</u> 52	<u>33</u> 55	<u>38</u> 60
Cour constitut. fédérale								

## Durée des procédures

- Stat. Jahrbuch 1993: complet pour 1990/1991 et l'ancien territoire fédéral
- Stat. Jahrbuch 1996: 1992/93 ancien territoire fédéral + Berlin Est
  - . Tribunal cantonal, aff. civilesl
  - . Tribunal régional, aff. civilesl
  - . Tribunal de la famille : 1992-94 (1994: Allemagne)
  - . Aff. pénales 1992-94 (1994: pour Hambourg, données de 1993)
  - . Trib. du travail et du contentieux social : 1992-1994, ancien territ. fédéral
  - . Trib. administratifs et des Finances: 1992-1994, ancien territ. fédéral
- 1998: Tribunal cantonal, aff. civiles : 1994-1996; 1994 ancien territoire fédéral + Berlin Est
- Tribunal régional : 1994-1996; 1994 ancien territoire fédéral + Berlin Est  
depuis 1995 : Allemagne
  - Tribunal de la famille : 1995-1996, Allemagne
  - Aff. pénales : 1995-1996, Allemagne
  - Trib. administratifs : 1995-1996, Allemagne
  - Trib. des finances : 1995-1996, Allemagne



## Affaires réglées après 6 / 12 mois : appel et révision (en pourcentage)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
trib. cant (civ.) <sup>1</sup> <u>12</u> 24	<u>50</u> 91	<u>49</u> 91	<u>53</u> 91	<u>53</u> 92	<u>51</u> 92	<u>46</u> 90	<u>44</u> 88	<u>42</u> 88
trib. rég. (civ) <sup>1</sup> <u>12</u> 24	<u>24</u> 70	<u>24</u> 69	<u>24</u> 69	<u>25</u> 70	<u>22</u> 69	<u>23</u> 68	<u>23</u> 68	<u>23</u> 68
Cour just. féd. (civil) <sup>1</sup> fam.incl. <u>12</u> 24	<u>6</u> 26	<u>6</u> 28	<u>6</u> 27	<u>7</u> 31	<u>8</u> 30			
trib. rég. sup. <sup>1</sup> (famille) <u>12</u> 24	<u>36</u> 77	<u>35</u> 77	<u>35</u> 77	<u>34</u> 76	<u>32</u> 74	<u>31</u> 74	<u>30</u> 73	<u>30</u> 73
trib. rég. (pén) <sup>1</sup> <u>12</u> 24	<u>58</u> 90	<u>55</u> 89	<u>54</u> 89	<u>54</u> 91	<u>51</u> 88	<u>50</u> 88	<u>49</u> 87	<u>49</u> 86
trib. rég. sup. (pén.) <sup>1</sup> <u>12</u> 24	<u>23</u> 78	<u>22</u> 76	<u>21</u> 76	<u>20</u> 75	<u>18</u> 74	<u>19</u> 73	<u>18</u> 70	<u>17</u> 70
Cour féd. de justice (pén.) <sup>2</sup> <u>06</u> 12	<u>64</u> 97	<u>66</u> 97	<u>58</u> 97	<u>56</u> 94	<u>49</u> 94	<u>51</u> 96	<u>58</u> 96	<u>54</u> 97
trib. rég. trav. <u>6</u> 12	<u>72</u> 91	<u>71</u> 91	<u>73</u> 92	<u>72</u> 91	<u>68</u> 90	<u>60</u> 86	<u>60</u> 86	<u>62</u> 88
Cour féd. trav. <u>12</u> 24	<u>64</u> 99	<u>62</u> 92	<u>68</u> 96	<u>72</u> 93	<u>60</u> 95	<u>51</u> 96	<u>44</u> 87	<u>36</u> 95
trib. rég. soc. <u>6</u> 12	<u>26</u> 53	<u>25</u> 51	<u>25</u> 50	<u>26</u> 52	<u>28</u> 59	<u>27</u> 58	<u>25</u> 57	<u>27</u> 55
Cour féd. soc. <u>12</u> 24	<u>59</u> 91	<u>52</u> 88	<u>61</u> 95	<u>61</u> 93	<u>63</u> 94	<u>59</u> 96	<u>57</u> 93	<u>62</u> 92
T.A. régional <sup>1</sup> <u>12</u> 24	<u>16</u> 43	<u>15</u> 41	<u>20</u> 49	<u>17</u> 49	<u>33</u> 61	<u>24</u> 65	<u>16</u> 46	<u>16</u> 42
Cour féd. adm. (révision) <sup>3</sup> <u>12</u> 24	<u>98</u> 100	<u>98</u> 100	<u>98</u> 100	<u>99</u> 100	<u>99</u> 100	<u>99</u> 100	<u>99</u> 100	<u>100</u> 100
Cour féd. fin. <sup>3</sup> <u>12</u> 24	<u>8</u> 25	<u>7</u> 32	<u>13</u> 43	<u>24</u> 50	<u>21</u> 55	<u>27</u> 66	<u>37</u> 67	<u>35</u> 66

<sup>1</sup> A compter de l'ouverture du dossier en première instance (au pénal: au parquet)

<sup>2</sup> A compter de la proclamation du jugement attaqué

<sup>3</sup> A compter de l'enregistrement à la Cour

**Sources du tableau précédent :**

-	Stat. Jahrbuch 1993	LG-Zivil	1990, 1991: ancien territoire fédéral
		Familiengerichte	1990: ancien territoire fédéral
			1991: ancien territoire fédéral, + Berlin Est
		LG/OLG/BGH Straf	1990: ancien territoire fédéral
			1991: ancien territoire fédéral, + Berlin Est
		Arbeits-/Sozial-/Verwaltungs-/Finanz	1990, 91: 1991: ancien territoire fédéral
-	1996:	LG/OLG/BGH Zivil	1992, 1993: ancien territoire fédéral, + Berlin Est
		OLG Familien	1993, 1994: Allemagne
			1992: ancien territoire fédéral, + Berlin Est
		Strafgerichte	1992, 93: ancien territoire fédéral, + Berlin Est
		↓	1994: ancien territoire fédéral, + Berlin Est, Hambourg: 1993
		sauf amendes	
		LSG, LAG	1992 - 1994: ancien territoire fédéral
		BSG, BAG	1992 - 1994: Allemagne
		Verw.-/Finanz	1992 - 1994: ancien territoire fédéral
-	1998	LG/OLG/BGH Zivil	1994 - 1996: 94 : , ancien territoire fédéral, + Berlin Est après 95: Allemagne
			1994: Hambourg: chiffres de 1993
			BGH : Allemagne dès 1994
		OLG Familien	1995-96: Allemagne
		LG/OLG Strafsachen	1995-96: Allemagne
		BGH	1995-96: Allemagne
		Autres juridictions : Allemagne à partir de 1995	



## 1-6. Nombre de détenus par tranche de 100.000 habitants

L'établissement de ce ratio soulève de multiples difficultés, car il suppose la connaissance de la population carcérale à une date de référence précise et significative. Or la fixation de cette date n'est pas innocente, car en dehors du ratio du nombre des détenus par 100.000 habitants, elle permet également de se faire une idée de la surpopulation carcérale.

La date du 31 décembre retenue par l'Office fédéral des statistiques paraît mal choisie : elle correspond à une date où traditionnellement un grand nombre de détenus se trouvent en dehors du centre de détention, à raison de l'importance sociale de la fête de Noël en Allemagne ainsi que la proximité de la saint Sylvestre, qui incite à saisir toutes les occasions pour faire fonctionner au ralenti tous les services publics ou privés. Il ne s'agit donc même pas de la date d'étiage, mais d'une date correspondant à un niveau systématiquement inférieur.

Les statistiques du Conseil de l'Europe sont établies en principe au 1er septembre de l'année, qui correspond à un niveau normal.

Ce niveau normal n'est pas identique au nombre moyen de détenus, qui fournirait une base de calcul plus satisfaisante. Ce nombre moyen est encore supérieur à celui des détenus au 1er septembre. Malheureusement, les seules statistiques dont nous disposons à cet égard sont celles du Conseil de l'Europe, trop incomplètes pour être exploitables, mais que l'on pourra utilement mettre en relation avec les chiffres de détenus apparaissant dans les tableaux des pages suivantes.

### Nombre moyen de détenus

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
		57 384	64 853	67 446	67 949	70 538	

Source: Bulletin d'information pénologique du Conseil de l'Europe

Au premier mars de l'année, nous disposons également des statistiques du Home Office :

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
48.792	49.658	-	65.838	67.626	68.408	71.047	73.941

Source : Digest 4 (Home Office 1999)

1990 et 1991 : ancien territoire fédéral

1992 : Allemagne unifiée

Les tableaux qui suivent sont fondés successivement sur les statistiques de l'Office fédéral des statistiques (A) puis sur celles du Conseil de l'Europe (B).

### A. Statistiques publiées par l'Office fédéral des statistiques

	ancien territoire de la RFA ⑤			Allemagne				
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
détenus ①	44335	45892	49106	59833	60289	61108	64680	68029
détenus condamnés ②	29184	28090	29912	34546	36891	38777	41598	44919
Habitants (x 100.000)	632,53	640,74	660,26	811,79	814,22	816,61	818,96	820,53
détenus par 100.000 hab. ③	70,09	71,62	74,37	73,71	74,05	74,83	78,98	82,91
détenus condamnés ④ par 100.000 hab.	46,14	43,84	45,30	42,56	45,31	47,49	50,79	54,74

Sources : Statistische Jahrbücher 1993–1998, chap. 2: Zusammenfassende Übersichten, chap. 15: Rechtspflege, Tableaux 15.16, 15.17 et 15.18. Justiz im Spiegel der Rechtspflegestatistik, Statistisches Bundesamt 1999, p. 66.

① Détenus au titre de : détention provisoire, détenus condamnés, y compris peines pour mineurs et tutelle pénale, autres mesures de privation de liberté (y compris détention avant expulsion). Date de référence : 31 décembre. Les détenus temporairement absents ne sont pas comptabilisés

② Détenus condamnés : peine privative de liberté, peine pour mineur, tutelle pénale. Date de référence : 31 décembre. Les détenus temporairement absents ne sont pas comptabilisés.

③ Détenus / chiffres de population (au 31 décembre)

④ Détenus condamnés / chiffre de population (au 31 décembre)

⑤ Données relatives à l'ancien territoire fédéral, Berlin-ouest compris en 1992.

#### Détenus condamnés, en milieu fermé et milieu ouvert, par 100.000 habitants :

	ancien territoire de la RFA ④			Allemagne				
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
détenus condamnés ① (au 31 mars)	38996	37281	37943	41596	44278	46516	48904	51642
milieu fermé ②	k.A.	k.A.	29861	33318	35732	37305	39270	41365
milieu ouvert ③	k.A.	k.A.	8082	8278	8546	9211	9634	10277
habitants x 100.000	632,53	640,74	660,26	811,79	814,22	816,61	818,96	820,53
détenus par 100.000 hab. au 31 mars.	61,65	58,18	57,47	51,24	54,38	56,96	59,71	62,94
détenus en milieu fermé par 100.000 hab. au 31 mars	k.A.	k.A.	45,23	41,04	43,88	45,68	47,95	50,41
détenus en milieu ouvert par 100.000 hab. au 31 mars	k.A.	k.A.	12,24	10,20	10,50	11,28	11,76	12,52

Sources : cf. tableau ci-dessus.

① Détenus condamnés : peine privative de liberté, peine pour mineur, tutelle pénale. Date de référence : 31 mars.

② Peine privative de liberté en milieu fermé. Date de référence : 31 mars.

③ Détenus condamnés : peine privative de liberté, peine pour mineur, tutelle pénale. Date de référence : 31 mars.

④ Données relatives à l'ancien territoire fédéral, Berlin-ouest compris en 1992.



## B. Statistiques publiées par le Conseil de l'Europe

### Nombre de détenus pour 100.000 habitants

	Ex-RFA			Allemagne				
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
nombre total de détenus *	48792	49658	n.disp.	65838	67626	66146	67677	74317
habitants en 100.000	632,53	640,74	660,26	811,79	814,22	816,61	818,96	820,53
détenus par 100.000 hab.	77,14	77,50		81,10	83,06	81,00	82,64	90,57

Source: Bulletin d'information pénologique du Conseil de l'Europe 1992-1998

\* dates de référence :

1993: 30.09.

1995: 30.06.

Autres années: 01.09.

### 1-7. Taux d'incarcération

#### Nombre de personnes incarcérées / nombre d'habitants sur l'année

	1990 ①	1991 ①	1992 ②	1993	1994	1995	1996	1997
Entrées	512539	519881	529911	617561	638984	650407	670911	695140
Sorties	512105	518324	526576	611392	638681	649587	667339	691791
Moyenne*	512322	519102	528243	614476	638832	649997	669125	693465
habitants (x 1000)	63253	64074	66026	81179	81422	81661	81896	82053
Taux d'incarcération	8,099	8,102	8,000	7,569	7,846	7,9605	8,170	8,451

Source: Statistisches Bundesamt, Fachserie 10, Reihe 4.2: Strafvollzug - Anstalten, Bestand und Bewegung der Gefangenen, 1997, Tabelle 1.3

① territoire de l'ex-RFA

② territoire de l'ex-RFA plus Berlin-Est  
(au 31 mars de l'année)

\* Moyenne établie par nous, pour affiner le calcul du taux d'incarcération pour mille habitants.

## 2- Coût des personnels

- 2-1. Coût d'un magistrat
- 2-2. Coût d'un agent non magistrat
- 2-3. Coût d'un détenu

✓ Dans l'approche budgétaire des coûts des divers personnels de la justice, il faut tenir compte d'une caractéristique propre à la fonction publique allemande, qui porte le nom de **principe d'alimentation** (*Alimentationsprinzip*) et fait partie du groupe des "principes traditionnels du fonctionnariat allemand" garantis par l'article 33 al. 5 de la Loi fondamentale.

Le principe d'alimentation reposait à l'origine sur l'idée que le fonctionnaire entrant au service du prince se soumet à d'importantes obligations de service ; en contrepartie, le prince garantit à son serviteur et à ses proches, conjoint et enfants, un train de vie et des émoluments conforme à son état (*standesgemäß*) : traitements et indemnités, mais aussi prise en charge des dépenses de santé (au moins partiellement), d'une pension de retraite pour lui et ses proches survivants, des pensions d'invalidité consécutives à un accident de service. Autrement dit, le fonctionnaire allemand n'a pas à cotiser en vue de prestations sociales de maladie, de retraites ou autres (sauf à cotiser à titre privé à un système d'assurance privée pour la couverture des dépenses de santé non couvertes au titre des allocations de maladie (*Beihilfe*), fournies par l'employeur public en application du principe d'alimentation.

La situation des juges est globalement alignée sur celle des fonctionnaires.

Il en découle que le **traitement brut des fonctionnaires et juges est aussi un traitement net avant impôt** (sous réserve des assurances complémentaires, sur initiative individuelle et non précomptées).

Le système emporte une autre conséquence sur le plan budgétaire. Les dépenses exposées pour la santé des fonctionnaires et des juges sont retracées globalement dans les budgets des Länder et de la Fédération. Aucune individualisation ne paraît possible pour des groupes particuliers, comme par exemple pour les magistrats ou pour les autres personnels de la fonction justice. Cette constatation effectuée dans l'examen des budgets publics et des données statistiques, nous a été confirmée par la direction générale des finances du Land de Sarre. On tiendra compte de ceci dans la mise en comparaison internationale des chiffres qui suivent.

✓ Incidence de la réunification : Dans la mesure où ils concernent des situations individuelles des personnels des Länder, les développements qui suivent ont été établis sur la base des barèmes généraux en vigueur, sans tenir compte du différentiel existant en matière de rémunération entre les anciens et les nouveau Länder (Cf. l'avant-propos de la monographie allemande).

### 2-1. Coût des magistrats professionnels en ECU

**Les traitements mensuels bruts des magistrats** (juges et procureurs) sont retracés dans la catégorie R des traitements de la fonction publique

Le groupe le plus bas est le groupe R1 : juges du tribunal cantonal, régional, du travail, administratif ou du contentieux social ; procureurs débutants. Les traitements mensuels varient en fonction de l'âge :

1er échelon : 27-28 ans :	5411,11 DM = 2767,18 Euro
7ème échelon : 39-40 ans :	7136,40 DM = 3649,47 Euro
12ème échelon : à partir de 49 ans :	8819,91 DM = 4510,40 Euro

Le groupe R2 comprend les juges du tribunal des finances, tribunal régional du travail, tribunal supérieur du contentieux social, tribunal régional supérieur ou tribunal administratif supérieur ; procureur général. Les



traitements mensuels varient également en fonction de l'âge :

1er échelon : 27-28 ans :	5411,11 DM = 2767,18 Euro
7ème échelon : 39-40 ans :	7942,39 DM = 4061,65 Euro
12ème échelon : à partir de 49 ans :	9625,89 DM = 4922,57 Euro

Le groupe R6 comprend les juges des juridictions suprêmes de la Fédération : Cour fédérale de justice, Cour fédérale du travail, Cour fédérale administrative, Cour fédérale du contentieux social, Cour fédérale des finances ; procureurs. Leur traitement mensuel s'élève à 12603,73 DM = 6445,4 Euro

Le plafond de rémunération des procureurs (groupe R9 : procureur fédéral près la Cour fédérale de justice) s'élève à

14792,26 DM = 7564,59 Euro

Le plafond de rémunération des juges (groupe R10, président des cours suprêmes de la Fédération : Cour fédérale de justice, Cour fédérale du travail, Cour fédérale administrative, Cour fédérale du contentieux social, Cour fédérale des finances) s'élève à

18179, 82 DM = 9296, 95 Euro

Les suppléments pour charge de famille peuvent être les suivants :

1er échelon, marié, sans enfant :	184,08 DM = 94,14 Euro
2ème échelon, marié, un enfant :	341,57 DM = 174, 68 Euro
majoration pour le 2ème enfant :	157,49 DM = 80,54 Euro
et par enfant supplémentaire :	208,90 DM = 106,83 Euro

### Exemples concrets (2000) :

Exemple 1 : juge à un tribunal cantonal, ou à un tribunal régional, ou procureur débutant, 27 ans (groupe R1, 1er échelon), marié sans enfant : 5595,19 DM = 2861, 32 Euro

Exemple 2 : juge à un tribunal régional supérieur ou procureur général, 40 ans (groupe R2, 7ème échelon), marié, 2 enfants : 8441,45 DM = 4316,86 Euro

Exemple 3 : chef de parquet dans un tribunal régional dont l'effectif du parquet est compris entre 11 et 40 membres <sup>1</sup> (R 3), marié, 2 enfants : 11091,99 DM = 5672,32 Euro

Exemple 4 : Président d'un tribunal cantonal avec un effectif de 41 à 80 juges <sup>2</sup> (R 4), marié, deux enfants : 11714,40 DM = 5990,61

Exemple 5 : Président d'un tribunal régional dans un tribunal régional à effectif 5 de 81 à 150 emplois de juges <sup>3</sup>, (R 5), marié, 2 enfants : 12428,46 DM = 6355,77 Euro

Exemple 6 : Procureur général, chargé de la direction du parquet d'un tribunal régional supérieur de plus de 101 membres du parquet dans la circonscription <sup>4</sup> (R 6), marié, 2 enfants : 13102,79 DM = 6700,62 Euro

Exemple 7 : juge ou procureur à la Cour fédérale de justice (R 6), marié, 2 enfants :

<sup>1</sup> Les chefs de parquet relèvent des groupes R3 ou R4 selon l'effectif du parquet. Une comparaison entre les tableaux des emplois dans divers Länder a fait apparaître que dans les tribunaux régionaux, l'effectif moyen est compris entre 11 et 40. Le traitement est indépendant de l'âge.

<sup>2</sup> Les présidents des tribunaux cantonaux relèvent des groupes R3 à R6 selon l'effectif des juges du tribunal. Une comparaison entre les tableaux des emplois dans divers Länder a fait apparaître que la moyenne des effectifs se situe entre 41 et 80. Le traitement est indépendant de l'âge.

<sup>3</sup> Les présidents des tribunaux régionaux relèvent des groupes R3 à R6 selon le nombre des emplois de juge. La comparaison des tableaux des emplois dans divers Länder a fait apparaître que l'effectif moyen correspond au groupe de 41 à 80 juges. Le traitement est indépendant de l'âge.

<sup>4</sup> Les procureurs généraux relèvent des groupes R5 ou R6 selon le nombre des procureurs dans la circonscription. La comparaison des tableaux des emplois dans divers Länder a fait apparaître un effectif moyen supérieur à 100. Le traitement est indépendant de l'âge.

13102,79 DM = 6700,62 Euro

Exemple 8 : Président d'un tribunal régional supérieur avec un effectif de 101 juges et plus dans la circonscription <sup>5</sup> (R 8), marié, 2 enfants : 14442,43 DM = 7385,69 Euro

Dans la mesure où ces données mensuelles ne rendent pas compte des suppléments familiaux ni de l'importance des primes de vacances et de Noël qui correspondent presque à un treizième mois, nous avons complété ces indications par des chiffrages portant sur trois catégories.

- Nous avons donc estimé d'une part le **traitement annuel d'un président de l'une des cinq cours suprêmes** de la Fédération, hors supplément familial, mais compte-tenu des primes de vacances et de Noël, sur la base des tableaux usuels de rémunération de la fonction publique. En 1999, ce traitement pouvait être évalué sur la base des barèmes disponibles à approximativement :

**Euro : 120.500** (brut)

- En dehors de cette catégorie exceptionnelle des présidents des cours suprêmes fédérales, il nous a paru utile de chiffrer plus précisément les coûts de deux situations extrêmes de magistrats rémunérés sur les budgets des Länder. Le chiffrage exact **pour l'année 2000** nous a été aimablement fourni par la direction générale des finances du Land de Sarre.

Les deux cas retenus sont ceux

- d'un **juge débutant en première instance**, célibataire sans enfant, et
- d'un **président de juridiction d'appel**, marié, deux enfants.

Il n'est pas tenu compte de l'indemnité de fonction, ni des versements effectués au titre de la participation de l'employeur public aux dépenses de maladie de ses fonctionnaires et juges.

#### en DM

Exemple :	traitement mensuel	prime de vacances	prime de Noël	total annuel
groupe R1, 1er échelon, célibataire, sans enfant	5568,03	500,-	4988,94	72305,3
groupe R8, marié, deux enfants	14861,27	500,-	13415,7	192250,94

#### en Euro

Exemple :	traitement mensuel	prime de vacances	prime de Noël	total annuel
groupe R1, 1er échelon, célibataire, sans enfant	2847,43	255,69	2551,29	36976,11
groupe R8, marié, deux enfants	7599,88	255,69	6860,64	98314,94

Source :: Information de la direction générale des finances du Land de Sarre. Les chiffres reproduits ne tiennent pas compte de l'indemnité de fonction, ni des versements effectués au titre de la participation de l'employeur public aux dépenses de maladie de ses fonctionnaires et juges.

R1: groupe indiciaire des juges au tribunal cantonal, tribunal régional, tribunal du travail, tribunal du contentieux social, tribunal administratif, ainsi que des procureurs en début de carrière.

R8: Président de tribunal régional supérieur ou de tribunal administratif supérieur.

<sup>5</sup> Les présidents des OLG relèvent des groupes R5, R6 ou R8 selon le nombre des emplois de juge dans la circonscription. La comparaison des tableaux des emplois dans divers Länder fait apparaître que l'effectif moyen correspond au groupe des circonscriptions de plus de 100 juges. Le traitement est indépendant de l'âge.



Les chiffres ci-dessus doivent faire l'objet d'une correction pour reconstituer en tenant compte de l'évolution des rémunérations dans la fonction publique judiciaire le niveau de 1997, et permettre la comparaison internationale à l'intérieur du groupe.

On arrive alors aux résultats suivants :

- pour le coût le plus élevé (président de l'une des cinq Cours suprêmes de la Fédération, hors supplément familial) :

**115.500 ECU.**

- pour le coût le plus bas (juge débutant en première instance, célibataire sans enfant) :

**35.986 ECU.**

## 2-2. Coût (actuel) d'un agent non magistrat (annuel/mensuel, coût patronal et net) + fourchette avec exemples concrets (bas, milieu et haut de l'échelle)

1. A titre d'information, et pour fournir une **image transversale de la situation des principales catégories**, nous avons d'abord procédé à une évaluation pour quelques grandes catégories.

Le droit et la pratique de l'administration allemande distinguent parmi les agents publics ceux qui ont la qualité de fonctionnaires (accomplissant des missions imparties à la puissance publique) et les employés ou ouvriers salariés, qui ne sont pas des salariés de droit privé. Ce dernier groupe est quantitativement le plus important : il y a actuellement 5,7 Mio d'agents publics à plein temps, et un peu plus de 1 Mio à temps partiel. Un tiers à peine est fonctionnaire, plus de la moitié sont employés, tandis que les ouvriers et les militaires forment le solde dans une proportion d'environ 4:1 (cf. Données de l'Office fédéral des statistiques pour l'année 1997, in : Finanzen und Steuern, Fachserie 14, Reihe 6, Personal des öffentlichen Dienstes). Malgré les différences juridiques, les situations financières des agents non-fonctionnaires et des agents fonctionnaires sont globalement comparables à activité comparable. C'est pourquoi on peut se borner ci-après à mentionner quelques exemples concrets de fonctionnaires de justice.

**a) Agent subalterne** (approximativement cat. D du droit français) : Groupes de traitement A1 à A5

Exemple 1 : Justizwachtmeister/-in (huissier ?) : A2+ 152,20 DM (77,83 Euro) d'indemnité de fonction

=> Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

1er échelon	2578,95 DM = 1318,85 Euro
4ème échelon (7-8 années de service)	2765,81 DM = 1414,40 Euro
7ème échelon (ancienneté ≥ 15 ans)	2952,68 DM = 1509,97 Euro

Exemple 2 : Erster Justizhauptwachtmeister/-in (huissier principal ?) : A5 + 98,68 DM (50,46 Euro) d'indemnité de fonction

=> Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

1er échelon	2769,75 DM = 1416,42 Euro
5ème échelon (ancienneté 9-11 ans)	3102,54 DM = 1586,60 Euro
8ème échelon (ancienneté ≥ 18 ans)	3335,42 DM = 1705,70 Euro

**b) Agent de catégorie moyenne** (approximativement cat. C du droit français) Groupes de traitement A5 à A9

Exemple 3 : Justizassistent/-in (auxiliaire de justice ?) : A 5

=&gt; Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

1er échelon	2759,75 DM = 1411,30 Euro
4ème échelon (ancienneté 7-8 ans)	3024,91 DM = 1546,90 Euro
8ème échelon (ancienneté ≥ 18 ans)	3335,42 DM = 1705,70 Euro

Exemple 4 : Justizamtsinspektor/-in : A 9 + 398,34 DM (203,71 Euro) d'indemnité de fonction

=&gt; Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

2ème échelon	3351,14 DM = 1713,73 Euro
6ème échelon (ancienneté 10-12 ans)	3881,36 DM = 1984,88 Euro
11ème échelon (ancienneté ≥ 27 ans)	4431,44 DM = 2266,19 Euro

**c) Agent de catégorie moyenne supérieure** (approximativement cat. B du droit français) Groupes de traitement A9 à A13

Exemple 5 : Justizinspektor/-in : A9

=&gt; Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

2ème échelon	3351,14 DM = 1713,73 Euro
6ème échelon (ancienneté 10-12 ans)	3881,36 DM = 1984,88 Euro
11ème échelon (ancienneté ≥ 27 ans)	4431,44 DM = 2266,19 Euro

Exemple 6 : Justizoberamtsrat/-in : A13

=&gt; Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

3ème échelon	5038,62 DM = 2576,69 Euro
7ème échelon (ancienneté 11-13 ans)	6030,38 DM = 3083,87 Euro
12ème échelon (ancienneté ≥ 29 ans)	6856,84 DM = 3506,51 Euro

**d) Agent de catégorie supérieure** (approximativement cat. A du droit français) Groupes de traitement A13 à A16

Exemple 7 : Regierungsrat/-in : A13

=&gt; Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

3ème échelon	5038,62 DM = 2576,69 Euro
7ème échelon (ancienneté 11-13 ans)	6030,38 DM = 3083,87 Euro
12ème échelon (ancienneté ≥ 29 ans)	6856,84 DM = 3506,51 Euro

Exemple 8 : Beispiel: Ministerialrat/-in : A16

=&gt; Traitement mensuel dépendant de l'ancienneté des services

6ème échelon	7540,70 DM = 3856,23 Euro
9ème échelon (ancienneté 10-14 ans)	8603,67 = 4399,82 Euro
12ème échelon (ancienneté ≥ 23 ans)	9584,87 = 4901,59 Euro

Suppléments familiaux

catégorie 1 : marié, sans enfant, groupes A1 à A8 :	175,28 DM
	autres groupes : 184,08 DM

catégorie 2 : marié, 1 enfant, groupes A1 à A8 :	332,77 DM
	autres groupes : 341,57 DM

supplément pour second enfant, groupes A1 à A5 :	167,49 DM
	autres groupes : 157,49 DM

supplément par enfant à partir du troisième	groupes A1 à A3 :	258,90 DM
	groupe A4 :	248,90 DM
	groupe A5 :	238,90 DM
	autres groupes :	208,90 DM



## 2. L'éventail des traitements à l'intérieur d'un Land

S'agissant des agents non magistrats, nous avons demandé à la direction générale des finances du Land de Sarre, pour obtenir le chiffrage des coûts de deux catégories extrêmes de personnel non magistrat de l'administration de la justice du Land, soit :

- un agent fonctionnaire du groupe A2 (*Justizwachtmeister*), débutant, premier échelon, célibataire, sans enfant,
- un fonctionnaire ministériel du grade le plus élevé (*Ministerialrat*) en dehors des fonctionnaires politiques (= susceptibles d'être mis en position de disponibilité), dernier échelon, marié, deux enfants. Comme dans le cas des magistrats, il n'est pas tenu compte de l'indemnité de fonction, ni des versements effectués au titre de la participation de l'employeur public aux dépenses de maladie de ses fonctionnaires et juges.

### en DM

Exemple :	traitement mensuel	prime de vacances	prime de Noël	total annuel brut
agent fonctionnaire du groupe A2, premier échelon, célibataire, sans enfant	2653,74	650,-	2377,75	34872,63
fonctionnaire ministériel du grade le plus élevé en dehors des emplois politiques, dernier échelon, marié, deux enfants.	10376,37	500,-	9397,23	134413,67

### en Euro

Exemple :	traitement mensuel	prime de vacances	prime de Noël	total annuel brut
agent fonctionnaire du groupe A2, premier échelon, célibataire, sans enfant	1357,09	332,4	1215,95	17833,47
fonctionnaire ministériel du grade le plus élevé en dehors des emplois politiques, dernier échelon, marié, deux enfants.	5306,36	255,69	4805,64	68737,62

Source : Information de la direction générale des finances du Land de Sarre. Les chiffres reproduits ne tiennent pas compte de l'indemnité de fonction, ni des versements effectués au titre de la participation de l'employeur public aux dépenses de maladie de ses fonctionnaires et juges.

A2 : Justizwachtmeister

A8 : Ministerialrat

### 2-3. Coût d'un détenu en ECU

Coût de fonctionnement annuel des services pénitentiaires / nombre moyen de détenus  
(Les dépenses d'investissement de l'administration pénitentiaire ne sont pas prises en compte)

en 1000 DM

	1990 ①	1991 ①	1992	1993	1994	1995	1996	1997
services pénitentiaires	1 924000	2 063000	2 499000	2 670000	2 799000	2 954000	3 003000	3 053000
nombre de détenus	48 792 ②	49 658 ②	57 384	64 853	67 446	67 949	70 538	74 317 ②
coût d'un détenu	39,433	41,544	43,549	41,17	41,45	43,474	42,573	41,081

en 1000 Ecu

	1990 ①	1991 ①	1992	1993	1994	1995	1996	1997
services pénitentiaires	937581	1 005969	1 236939	1 378855	1 454389	1 576518	1 572630	1 554180
nombre de détenus	48 792 ②	49 658 ②	57 384	64 853	67 446	67 949	70 538	74 317 ②
coût d'un détenu	19,216	20,258	21,555	21,261	21,564	23,201	22,295	20,913

**Sources :**

- Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997, Tabelle 5.2
- Bulletin d'information pénologique du Conseil de l'Europe 1992-1999

① territoire de l'ex-RFA

② nombre de détenus au 1er septembre



### 3- Taux d'encadrement

- 3-1. Nombre total de magistrats (au sens français)
- 3-2. Nombre de personnels non magistrats
- 3-3. Nombre de personnels de l'administration pénitentiaire par détenu
- 3-4. Densité carcérale
- 3-5. Nombre de magistrats pour 100.000 habitants

#### 3-1. Nombre total de magistrats (au sens français)

La procédure pénale allemande distinguant très nettement les fonctions de juge et celles du ministère public, les diverses statistiques reflètent cette distinction en comptabilisant séparément :

- les juges (*Richter*), et
- le ministère public (*Staatsanwaltschaft*).

Nous faisons écho à cette distinction en reproduisant distinctement les données statistiques sur l'une et l'autre des deux catégories, avant de procéder à leur addition pour obtenir l'ensemble des magistrats au sens français du terme.

En revanche, il n'a pas paru possible de comptabiliser séparément juges professionnels et non-professionnels.

	1989 ③	1991 ③	1993	1995	1997
Juges de la Fédération ①	513	509	524	510	503
Juges des Länder ①	17114	17423	20148	21624	20496
Total des juges	17627	17932	20672	22134	20999
Total membres du parquet ②	3759	3887	4920	5375	5211
Total des magistrats	21386	21819	25592	27509	26210

Source : Statistische Jahrbücher 1990-1998, Kapitel 2: Zusammenfassende Übersichten, Kapitel 15: Rechtspflege

① Ensemble des cinq ordres de juridiction, au 1er janvier de l'année.

Les statistiques ne sont publiées que pour les années impaires.

② Justice pénale, au 1er janvier de l'année.

Les statistiques ne sont publiées que pour les années impaires.

③ territoire de l'ex-RFA

### 3-2. Nombre de personnels non magistrat

Le seul point de départ statistiquement utilisable est celui des effectifs des personnels de la fonction 05 (ce qui ne correspond pas exactement au périmètre de la recherche) dans les séries statistiques de l'Office fédéral. Ces statistiques sont annuelles. Il s'agit des effectifs, toutes catégories confondues, des personnels de la fonction 05, à temps complets, dans la Fédération et les Länder.

Il faut ensuite en déduire les effectifs des magistrats au sens français du terme, qui ne sont disponibles que pour les années impaires. Les résultats ont été arrondis à la centaine la plus proche, le chiffre indiqué pour 1990 ayant été obtenu par interpolation des effectifs des magistrats entre 1989 et de 1991.

Nous arrivons ainsi à : 1997 = 170300                                  1990 = 123400

	1989 *	1990 *	1991 *	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Total personnels de la fonction 05	141600	145000	145000	186100	190600	195800	197200	196000	196500
Magistrats	21386	<21602>	21819		25592		27509		26212
Non-magistrats (arrondi)	120200	123400	123200		165000		169700		170300

Source : Statistisches Bundesamt Fachserie 14, Finanzen und Steuern, Reihe 6 Personal des öffentlichen Dienstes 1997, S. 133 f. und S. 182 f.

Date de référence : au 30.06 de l'année.

<21602> : interpolation

\* ancien territoire fédéral et personnel à plein temps exclusivement

### 3-3. Nombre de personnels de l'administration pénitentiaire par détenu

Ce ratio ne semble pas pouvoir être établi au niveau global et pour chacune des années de références. Il varie largement d'un Land à l'autre. Dans un article de la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 8 mars 1999, il était fait état sans indication d'origine de chiffres de personnels pénitentiaires pour 100 détenus pour 1997 ; ramenés sur 1000 détenus, ces chiffres sont les suivants :

Baden-Württemberg	416,2
Bayern	387,6
Brandenburg	704,3
Hessen	477,1
Mecklenburg-Vorpommern	576,3
Niedersachsen	510,7
Nordrhein-Westfalen	462,9
Rheinland-Pfalz	505,4
Saarland	562,1
Sachsen	479,3
Sachsen-Anhalt	564,0
Schleswig-Holstein	561,9
Thüringen	632,2
Villes-États :	
Berlin	686,1
Bremen	548,5
Hamburg	578,5

Malgré l'extrême dispersion des chiffres, il a paru intéressant de les reproduire, car ils sont le reflet de situations et de politiques extrêmement variables selon les Länder. Le cas extrême du Brandebourg peut s'expliquer par la faible capacité et l'extrême vétusté des établissements, certains étant classés monuments historiques : une situation critique corrélée par un taux d'évasion important entre 1991 et 1994 (aujourd'hui revenu à un niveau proche de



la moyenne) et une disproportion entre le faible nombre de surveillants, par rapport au personnel de bureau et de nettoyage (cf. FAZ 8.3.1999).

A défaut de pouvoir accéder à des renseignements vérifiables de source allemande, il paraît possible pour 1997 de rapporter le chiffre des **personnels travaillant à plein temps dans les établissements pénitentiaires** selon les sources du Conseil de l'Europe (Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe, 1997, SPACE I)

**36.148**

aux **effectifs de détenus** (y compris les prévenus) au 1er septembre selon la même source, soit

**74317**

Nous obtenons ainsi pour l'année 1997 un **ratio** de

**0,486**

une valeur qui correspond parfaitement à des chiffres qui nous avaient été cités dans un enquête auprès des administrations pénitentiaires de Sarre et de Rhénanie-Palatinat aux moyennes parfaitement compatibles avec les valeurs moyennes fournies en juin.

### 3-4 Densité carcérale

Nous avons déjà indiqué plus haut (ratio 1-6) qu'il convient de se méfier en matière carcérale des données statistiques établies au 1er janvier ou au 31 décembre. C'est la raison pour laquelle, on ne se fondera pas ici sur les chiffres de détention publiés par l'Office fédéral des statistiques, mais sur ceux du Conseil de l'Europe, établis en principe à la date du 1er septembre (1993: 30.09. et 1995: 30.06).

année	nombre d'établissements	capacité carcérale	nombre total de détenus	taux d'occupation pour 100 places
1990*	170	59 455	48 792	82,1
1991*	172	59 002	49 658	84,2
1992	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1993	225	69 958	65 838	94,1
1994	219	70 702	67 626	95,6
1995	221	70 773	66 146	93,5
1996	219	71 270	67 677	95
1997	218	72 118	74 317	103

**Source** : Bulletin d'information pénologique du Conseil de l'Europe 1992-1998

\* territoire de l'ex-RFA

Pour l'appréciation des chiffres qui précèdent, on tiendra compte du fait qu'en raison de l'hétérogénéité des populations détenues et de la diversité des situations selon les Länder, ces statistiques peuvent recouvrir des situations très diverses. Ainsi le ministre de la Justice du Land de Hesse vient de signaler des taux de surpopulation carcérale de 126 % dans les prisons de son Land accueillant des détenus condamnés de sexe masculin (C. Wagner, Privatisierung im Justivollzug – Ein Konzept für die Zukunft, in : ZRP (mai) 2000, 169). Pour extrême que puisse être la surpopulation dans ce cas particulier – détenus masculins condamnés du Land de Hesse), elle paraît corroborée par les chiffres généraux de détenus internés au 31 décembre 1997 dans les statistiques de l'Office fédéral des statistiques, dès lors que l'on entre dans le détail des modes d'internement :

### Population carcérale au 31 décembre de l'année (1992 – 1997)

(non compris personnes provisoirement absentes)

1992 : ancien territoire fédéral + Berlin Est

1993 – 1997 : Allemagne unifiée

			total des détenus				type de détention					
			total					peine de prison			autre type de dét.	
année (31.12)	Nb. établissements	capacité	total	%	dt. H	dt. F	détention provis.	peine priv. de liberté	mineurs détenus	tutelle pénale	total	détention avant expulsion
1992	171	58 660	49 106	83,7	47 077	2 029	17 290	26 345	3 384	183	1 904	1 128
1993	225	69 908	59 833	85,6	57 375	2 458	21 787	30 258	4 105	183	3 500	2 584
1994	219	70 766	60 289	85,2	57 902	2 387	20 203	32 446	4 265	180	3 195	2 323
1995	221	70 838	61 108	86,3	58 760	2 348	19 787	34 101	4 513	163	2 544	1 688
1996	219	71 343	64 680	90,7	62 150	2 530	20 440	36 474	4 947	177	2 642	1 852
1997	218	72 378	68 029	94	65 138	2 891	19 935	39 128	5 600	191	3 175	2 283

dont 1997 :

internement	193	60 822	63 884	105	61 065	2 819	19 934	35 345	5 317	190	3 098	2 211
milieu ouvert	25	11 556	4 145	36	4 073	72	1	3 783	283	1	77	72

Source : Statistisches Bundesamt, Justiz im Spiegel der Rechtspflegestatistik, 1999

### 3–5. Nombre de magistrats pour 100.000 habitants

	1989 *	1991 *	1993	1995	1997
Magistrats (au sens français du terme)	21 386	21 819	25 592	27 509	26 210
population (x 100 000 hab.)	628,38	637,26	809,75	815,39	820,12
ratio:	34,03	34,24	31,6	33,74	31,96

\* Ancien territoire de la RFA

Le simple rapprochement des chiffres de population avec le nombre des magistrats (ratio 3–1.) permet de constater l'impact de la réunification sur le ratio. Celui-ci était de l'ordre de 34 dans l'ex-RFA au moment de la réunification. Celle-ci a eu pour conséquence une chute brutale du ratio, lisible dans le chiffre de la première année statistiquement significative (1993). En 1995, on a l'impression que le déficit de magistrats par rapport au nouveau chiffre de population est en voie de se combler. En 1997, un tassement réapparaît. On en trouvera ci-après une illustration plus détaillée, faisant apparaître que le déficit se situe au niveau des juges :



	1989 ④	1991 ④	1993	1995	1997
Juges de la Fédération ①	513	509	524	510	503
Juges des Länder ①	17114	17423	20148	21624	20496
Total des juges	17627	17932	20672	22134	20999
Total membres du parquet ②	3759	3887	4920	5375	5211
Total des magistrats (au sens français du terme)	21386	21819	25592	27509	26210
Habitants (x100.000) ③	628,38	637,26	809,75	815,39	820,12
ratio : juge / 100.000 h.	28,05	28,14	25,53	27,14	25,60
ratio : parquet / 100.000 h.	5,98	6,10	6,07	6,59	6,35

Source : Statistische Jahrbücher 1990-1998, Kapitel 2: Zusammenfassende Übersichten, Kapitel 15: Rechtspflege

① Ensemble des cinq ordres de juridiction, au 1er janvier de l'année. Les statistiques ne sont publiées que pour les années impaires.

② Justice pénale, au 1er janvier de l'année. Les statistiques ne sont publiées que pour les années impaires.

③ Au 1er janvier de l'année

④ Territoire de l'ex-RFA.

## 4- Mesure de l'augmentation du budget de la justice

### 4-1. Augmentation du budget public de la justice / augmentation des dépenses totales des administrations publiques au sens de Maastricht

Ratio (ECU) : 1997/1990: 1,129

En milliards de DM

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
dépenses publiques ①	716,28	860,74	1045,45	1084,3	1142,81	1188,04	1213,2	1214,65
budget justice ②	13,848	14,607	20,02	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565

augmentation du budget justice	: 1997/1990	: 1,918
	: 1997/1992	: 1,327
augmentation des dépenses publiques	: 1997/1990	: 1,696
	: 1997/1992	: 1,162
<b>Ratio (DM)</b>	<b>: 1997/1990</b>	<b>: 1,131</b>
	<b>: 1997/1992</b>	<b>: 1,142</b>

En milliards de ECU

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
dépenses publiques ①	349,05	419,72	517,47	559,96	593,82	634,04	635,34	618,34
budget justice ②	6,749	7,123	9,91	11,277	11,947	13,059	13,293	13,524

augmentation du budget justice	: 1997/1990	: 2,003
	: 1997/1992	: 1,364
augmentation des dépenses publiques	: 1997/1990	: 1,771
	: 1997/1992	: 1,195
<b>Ratio (ECU)</b>	<b>: 1997/1990</b>	<b>: 1,131</b>
	<b>: 1997/1992</b>	<b>: 1,141</b>

**Source** : Statistisches Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997. Les chiffres entre parenthèses ont été évalués.

① Dépenses totales des administrations publiques au sens de Maastricht en milliards de DM

source: Government Finance Statistics Yearbook, FMI, 1999

② Budget justice fonction 05 adaptée (cf supra)

③ % du budget justice dans les dépenses totales des administrations publiques

④ Territoire de l'ex-RFA



## 4-2. Augmentation du budget public de la justice / augmentation du PIB au sens de Maastricht

Ratio (ECU): 1997/1990: 1,275

(En Mrd. DM)

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB ①	2426	2647,6	3078,6	3163,7	3328,2	3459,6	3541,5	3641,8
budget justice ②	13,848	14,607	20,02	21,836	22,991	24,468	25,384	26,565

augmentation du budget justice	: 1997/1990	: 1,918
	: 1997/1992	: 1,327
augmentation du PIB :	: 1997/1990	: 1,501
	: 1997/1992	: 1,183
<b>Ratio (DM)</b>	<b>: 1997/1990</b>	<b>: 1,278</b>
	<b>: 1997/1992</b>	<b>: 1,122</b>

(En Mrd de ECU)

	1990 ④	1991 ④	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB ①	1182,2	1291,03	1523,8	1633,8	1729,4	1846,4	1854,6	1853,9
budget justice ②	6,749	7,123	9,91	11,277	12,947	13,059	13,293	13,524

augmentation du budget justice	: 1997/1990	: 2,003
	: 1997/1992	: 1,364
augmentation du PIB	: 1997/1990	: 1,568
	: 1997/1992	: 1,217
<b>Ratio (ECU)</b>	<b>: 1997/1990</b>	<b>: 1,277</b>
	<b>: 1997/1992</b>	<b>: 1,121</b>

## Sources :

- Statistisches: Bundesamt, Fachserie 14, Reihe 3.1: Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990-1997.
- Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder, Heft 32: Entstehung des Bruttoinlandprodukts in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland 1970-1997, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg 1998.

① Produit intérieur brut en prix respectif en Mrd de DM. (Résultat provisoire pour les années 1995, 1996, 1997)

② Budget justice fonction 05 adaptée (supra, II.C.2)

③ % du budget justice dans le produit intérieur brut

④ Territoire de l'ex-RFA

### 4-3. Augmentation du budget public de la justice / augmentation du nombre d'affaires (enregistrées et jugées)

	Ex-RFA *					Allemagne		
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
budget justice (DM)	13,848	14,607	20,02	21,838	22,991	24,468	25,384	26,565
Total des aff. jugées	3552244	3534829	3618426	3942406	4084697	4769411	4954653	5009321

Source : compilation de données précédentes

\* 1990: territoire de l'ex-RFA

1991-94: territoire de l'ex-RFA inclus Berlin-Est pour le nombre des affaires jugées, mais population de l'Allemagne unifiée à partir de 1995: Allemagne

augmentation du budget justice : 1997/1990 : 1,918

: 1997/1995 : 1,086

augmentation du total des affaires jugées : 1997/1990 : 1,410

: 1997/1995 : 1,050

Ratio : augmentation budget justice : 1997/1990 : 1,360

augmentation affaires jugées : 1997/1995 : 1,034



#### 4-4. et 4-5. Avant-propos sur l'aide juridictionnelle en Allemagne

La notion du droit allemand qui est la plus proche de celle de l'aide juridictionnelle est celle d'"aide aux coûts du litige" (*Prozesskostenhilfe*).

Cette aide a pris depuis la loi du 13 juin 1980 le relais de l'ancienne assistance judiciaire gratuite, le droit des indigents (*Armenrecht*). Il s'agit, dans son principe, d'une prise en charge partielle ou totale des coûts du litige exposés par un justiciable aux revenus faibles ou inexistantes. Sur le plan procédural, le changement le plus notable introduit par la loi de 1980 est que l'évaluation de l'état de nécessité n'est plus effectuée par les organismes d'aide sociale, mais par le juge.

Tout comme en France, on distingue l'aide juridictionnelle de l'aide à la consultation au cours de procédures extra-juridictionnelles au bénéfice des plus défavorisés (*Rechtsberatung Minderbemittelter*) qui est réglée par la loi du 18 juin 1980, modifiée les 14 septembre 1994 et 15 décembre 1999,

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Prozesskostenhilfe</i> = aide aux coûts du litige<br/>~ <b>aide juridictionnelle</b></li> <li>• <i>Beratungshilfe (für Bürger mit geringem Einkommen)</i><br/>= aide à la consultation et à l'assistance (au cours de procédures extra-juridictionnelles)<br/>~ <b>aide à l'accès au droit</b></li> </ul> |
|---|

Les développements qui suivent concernent exclusivement l'aide aux coûts du litige (*Prozesskostenhilfe*), qui correspond assez largement à l'aide juridictionnelle au sens du droit français depuis la loi du 10 juillet 1991.

L'aide aux coûts du litige est prévue dans la plupart des codes de procédure, le plus souvent par référence aux dispositions des art. 114 et s. du Code de procédure civile (§§ 114 ff. ZPO) :

- § 11a de la loi sur la juridiction du travail (ArbGG)
- § 14 du Code de la juridiction gracieuse (FGG : affaires de tutelle, succession, registre matrimonial, des associations, de commerce, du livre foncier)
- §§ 379, 379a, 397a, 406g du Code de procédure pénale (StPO)
- § 166 de la loi sur la juridiction administrative (VwGO)
- § 142 de la loi sur la juridiction financière (FGO)
- § 73a de la loi sur la juridiction sociale (SGG)
- §§ 18, 129 et s. de la juridiction des brevets (PatG).
- 

En pratique, il semble bien que l'essentiel des cas d'aide juridictionnelle (80% ) se concentre dans les procédures devant le juge des familles, à l'occasion de divorces.

##### 1) Conditions d'obtention de l'aide aux coûts du litige (§ 114 ZPO) :

- a. L'aide aux coûts du litige peut être octroyée par le tribunal au justiciable dont la situation financière ne permet pas de supporter les frais du procès, ni sur ses revenus, ni de façon tolérable sur son patrimoine, ou ne permet de les supporter que partiellement. Cette constatation de l'état de besoin (*Bedürftigkeitsprüfung*) forme la condition première d'obtention de l'aide juridictionnelle.
- b. La seconde condition est que la procédure envisagée, en demande ou en défense, présente des chances suffisantes de succès et être dénuée de malice (*nicht mutwillig sein*).



## 2) Octroi de l'aide aux coûts du litige :

- C'est le tribunal saisi ou à saisir qui se prononce sur la demande d'aide aux coûts du litige (§ 127 I ZPO) ; la décision d'octroi doit intervenir de façon distincte pour chaque instance (§ 119 ZPO). Après audition de l'adversaire, le tribunal peut procéder à des mesures limitées d'administration de la preuve de la réalité de la situation financière alléguée par le demandeur (§ 117 ZPO). Une tentative de conciliation à l'initiative du tribunal est possible, afin d'éviter le procès (§ 118 ZPO). L'octroi de l'aide aux frais en justice ne peut être contestée que par le Trésor ; le refus ou le retrait de l'octroi peuvent faire l'objet d'un pourvoi (*Beschwerde*: § 127 II, III ZPO).
- Les juridictions le plus fréquemment confrontées à des demandes d'octroi d'aide juridictionnelle soulignent que celle-ci génère d'importantes charges de travail, notamment s'agissant de la vérification de la réalité de l'état de besoin du demandeur. Il est souvent nécessaire de demander à celui-ci des justificatifs complémentaires de ceux qu'il doit joindre à sa demande, ou des preuves de la véracité de l'état de besoin allégué. La décision d'octroi est compliquée par le fait que la notion de revenu à prendre en considération doit être appréciée en fonction de critères contenus dans la loi fédérale relative à l'aide sociale (cf. § 115 ZPO), lesquels sont généralement d'autant plus malaisés à appliquer qu'ils font l'objet d'une importante casuistique.
- Dans la mesure où le principe reste que le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle n'est pas dispensé de l'obligation de contribuer sur son patrimoine, dans la mesure du possible, aux coûts du procès, la décision d'octroi peut être assortie d'une obligation de procéder à un remboursement fractionné (*Ratenzahlung*) de tout ou partie de l'aide accordée. Il semble d'après les rares articles doctrinaux sur la question, que ce remboursement fractionné n'est prononcé que dans un cas sur cinq environ.

## 3) Les effets de l'octroi de l'aide aux coûts du litige :

- a. Le Trésor, c'est-à-dire la caisse du Land ou de Fédération, ne peut faire valoir de coûts du litige ou d'huissier de justice à l'encontre du justiciable que dans les conditions prévues par la décision du tribunal (par ex. : remboursement fractionné) ; le justiciable est dispensé du paiement d'un versement de garantie pour les coûts du litige ; l'avocat commis ne peut exiger de rémunération par le justiciable (§ 122 I ZPO).
- b. Dans la mesure où le ministère d'avocat est obligatoire, parfois même sous certaines conditions si tel n'est pas le cas, le justiciable sera assisté d'un avocat choisi par lui et disposé à le représenter, à défaut d'un avocat commis par le tribunal (§ 121 ZPO) ; la délivrance d'un mandat de représentation à l'avocat reste nécessaire. Cet avocat a droit à être rémunéré par le Trésor selon des tarifs particuliers (§ 121 ff. BRAGO). Il ne peut faire valoir de droits à rémunération à l'encontre du justiciable qu'il représente (§ 122 I 3 ZPO), mais il le peut à l'encontre de l'adversaire qui succombe (§ 126 ZPO). Dans une instance de recours (*Berufung*, *Revision* et *Beschwerde*), l'octroi au demandeur de l'aide aux coûts du litige a également pour conséquence de libérer provisoirement le défendeur de l'obligation de payer les frais de justice (§ 122 II ZPO). On rappellera qu'en droit allemand, les frais de justice comportent d'une part les débours [par ex. pour les témoins ou experts] et d'autre part les droits calculés forfaitairement d'après la valeur du litige). Le tribunal peut retirer l'octroi de l'aide aux coûts du litige, lorsque les conditions n'ont pas été remplies ou que les acomptes fixés n'ont pas été acquittés (§ 124 ZPO). L'octroi de l'aide aux coûts du litige n'a aucune influence (§ 123 ZPO) sur l'obligation de rembourser les frais exposés par l'adversaire sur le fondement d'une décision du tribunal (droit au recouvrement des dépens).

## 4) L'absence de données fiables sur les dépenses d'aide juridictionnelle :

Il n'existe pas de données chiffrées récentes sur le montant dépensé pour l'aide juridictionnelle en Allemagne.

Le constat peut surprendre. Il a été confirmé au début de l'année 2000 par Madame Angelika Schlunck,



magistrat de liaison allemand auprès du ministère français de la justice (cf. hors-texte, note du 29 mars 2000, reproduite avec l'aimable autorisation de l'auteur). Il est donc particulièrement précieux de pouvoir à travers cette note s'appuyer sur les évaluations officieuses du bureau de l'aide juridictionnelle et des frais au ministère fédéral de la justice pour procéder à une évaluation du coût global et, partant, du coût par habitant pour les deux années extrêmes de la période sous revue dans le présent rapport (*infra*, 4-5.).

L'absence de données fiables sur le montant des sommes consacrées à l'aide juridictionnelle en Allemagne s'explique au minimum par deux raisons :

- d'une part, la nature même des dépenses d'aide juridictionnelle ne se prête pas à une appréhension budgétaire de son coût, du fait que cette aide recouvre des mécanismes aux contours budgétaires divers. Le premier effet de l'aide est de faire obstacle au recouvrement par le Trésor de tout ou partie des frais de justice ou d'huissier de justice ; l'aide est d'abord une non-recette, qu'il n'est pas facile d'évaluer.
- d'autre part, l'effet de la répartition des compétences entre la Fédération et les Länder est qu'il ne semble pas exister d'études sur le coût de l'aide juridictionnelle dans l'ensemble formé par la Fédération et les seize Länder fédérés. Nous n'avons même pas pu évaluer pour cet ensemble le total des sommes consacrées à la rémunération des avocats par le Trésor, ni celui des retours de moyens).

Les articles doctrinaux confirment sans équivoque l'absence de données fiables depuis les années quatre-vingts. On relève ainsi qu'en 1980, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la réforme du 18 Juin 1980, le coût de l'aide aux indigents (*Armenrecht*) pour l'ensemble du territoire de la RFA s'élevait à 180 Mio DM. Alors que selon les prévisions des auteurs de la réforme, celle-ci devait provoquer une augmentation de 35 Mio DM, les derniers chiffres mentionnés de manière vraisemblable par la doctrine font état d'une véritable explosion des coûts, qui seraient passés à 400 Mio DM en 1983 (cf. G. Meister, *Einsparmöglichkeiten bei der Prozeßkostenhilfe*, in : ZRP 1998 (5) p. 166).

Le chiffre surprend, car il est inférieur à celui retenu pour 1990 par le ministère fédéral de la Justice pour l'ensemble des dépenses d'aide juridictionnelle dans les juridictions des Länder (371 Mio. DM). Pour Madame Meister, qui ne peut s'appuyer, il est vrai, que sur son expérience professionnelle et sur les chiffres auxquels elle a pu avoir accès pour le Land de Bade Wurtemberg, l'augmentation n'aurait pas cessé, pour des raisons tenant aux difficultés rencontrées par les juges du fond au moment de prendre leurs décisions sur l'aide juridictionnelle :

- la complexité du calcul de l'état réel de besoin du demandeur ;
- la tendance du juge à ne consacrer qu'un temps minimum à la décision sur l'octroi de l'aide, afin de dégager le temps nécessaire à l'examen du fond de l'affaire ;
- la fréquence très faible des recours du Trésor (*Staatskasse*) en contestation des décisions sur l'octroi de l'aide juridictionnelle (§ 127 ZPO).

Même si la finalité de l'article de Madame Meister est d'abord de plaider en faveur d'une réintroduction de la compétence des organismes d'aide sociale pour évaluer l'état réel de besoin des demandeurs, ces organismes étant plus habitués et mieux outillés que les juges pour faire usage des dispositions de la loi fédérale sur l'aide sociale, on relèvera deux affirmations qui confèrent une certaine plausibilité à l'opinion selon laquelle les dépenses réelles d'aide juridictionnelle, compte tenu d'un taux non contesté de retour de moyens compris entre 10 et 20%, seraient aujourd'hui bien supérieures à 400 Mio DM/an :

- en 1997, le sénateur (= ministre) de la justice du Land de Berlin faisait état, à l'occasion d'une réunion des ministres de la Justice des Länder de l'est, d'une augmentation de 25% des coûts de l'aide juridictionnelle entre 1995 et 1997.
- en 1995, un observateur particulièrement critique de l'évolution de la justice allemande, l'ancien juge



Ulrich Vultejus, évaluait le coût de l'aide juridictionnelle entre 16 et 20 % des budgets de la justice. Appliqué au seul montant des dépenses (fonctionnement + investissement) de la juridiction ordinaire en 1997, soit 11,359 Mrd DM, on arriverait à un montant des dépenses de l'aide juridictionnelle de l'ordre de 2 Mrd. DM en 1997, soit un chiffre 4 fois supérieur à celui que nous avons choisi de retenir dans la présente monographie.

**Angelika Schlunck**  
Magistrat de liaison allemand  
auprès du Ministère de la Justice

29/03/00

**Note à l'attention de**

**M. xxxx xxxxx**

**Objet : Demande de droit comparé concernant l'aide juridictionnelle du 13 mars 2000**

En réponse à la demande concernant les montants d'aide juridictionnelle accordée en Allemagne, j'ai reçu les informations suivantes de la part du Ministère de la Justice de l'Allemagne («Bureau de l'aide juridictionnelle et des frais») :

Il n'existe pas des chiffres actuels sur le montant dépensé pour l'aide juridictionnelle en Allemagne.

Une évaluation des effets produits par la loi sur le changement des coûts juridiques de 1994 (Kostenrechtsaenderungsgesetz) à l'égard des budgets des Länder peut être effectuée sur la base des chiffres suivants. Si un Land n'a pas transmis des chiffres, l'évaluation est faite sur la base d'une estimation.

Dépenses des Laender pour l'aide juridictionnelle dans toutes les juridictions au total	371.000.000,-- DM
18% frais juridiques :	66.780.000,-- DM
Dépenses pour des avocats accordées dans le cadre de l'aide juridictionnelle	304.220.000,-- DM

A cause de l'accroissement des prix et des salaires, les valeurs en litige ont augmenté. Par conséquent, les dépenses pour l'aide juridictionnelle ont accru dans les années 1988 à 1990 par 5% au total ; pour les années 1991 à 1993 on estime aussi un accroissement par 5%.

5% des dépenses pour les avocats accordés dans le cadre de l'aide juridictionnelle	15.211.000,-- DM
Dépenses pour les avocats en 1993 au total :	319.431.000,-- DM

La loi de 1994 sur le changement des coûts juridiques prévoit un relèvement des frais des avocats, réglés par § 123 de la loi fédérale du 26 juillet 1957 concernant les frais des avocats (Bundesrechtsanwaltsgebuehrenordnung, BRAGO) de 15%.

15% des dépenses pour les frais des avocats :	47.914.650,-- DM
Dépenses pour les avocats accordés dans le cadre de l'aide juridictionnelle:	367.345.659,-- DM

On estime que l'accroissement des dépenses entraîné par le relèvement des valeurs de litige depuis 1994 n'est pas élevé à cause de l'accroissement faible du taux de l'inflation. Ainsi, on estime que les dépenses pour les avocats accordés dans le cadre de l'aide juridictionnelle en 2000 ne dépasseront : 370.000.000,-- DM

On suppose aussi que les frais juridiques d'env. 18% en 1994 sont restés au même niveau en relation des dépenses au total, parce que les indemnités journalières et les indemnités pour les déplacements d'après § 28 al. 3 de la loi fédérale du 26 juillet 1957 concernant les frais des avocats ont été augmentées aussi. Les dépenses des Laender pour l'aide juridictionnelle dans toutes les juridictions en 2000 doivent donc aboutir au total à un montant entre : 430.000.000,-- et 450.000.000,-- DM

Cette estimation ne considère pas le «retour des moyens» et des restitutions par des saisies et des confiscations. Le «retour des moyens» était estimé de 15% en 1991.

(Angelika Schlunck)



#### 4-4. Augmentation des crédits de l'aide juridictionnelle/augmentation du nombre d'affaires (enregistrées et jugées)

Il découle des développements précédents que l'établissement de ce ratio n'est pas possible pour l'Allemagne du fait de l'absence de données sur l'aide juridictionnelle suffisamment fiables pour pouvoir significativement être mises en relation avec l'évolution du nombre d'affaires.

#### 4-5. Coût par habitant de l'aide juridictionnelle sur la période sous revue (statistique 1997 au minimum)

L'évaluation effectuée en mars 2000 par le Bureau de l'aide juridictionnelle et des frais du ministère fédéral de la Justice - BMJ -, et communiquée le 29 mars 2000 par Madame Schlunck, Magistrat de liaison allemand auprès du ministère de la Justice (cf. *supra*, et reproduction hors texte de la note de Madame Schlunck), permet d'arriver à une évaluation des dépenses des Länder pour l'aide juridictionnelle, toutes juridictions confondues, qui se situe en 2000 dans la fourchette suivante :

- en DM :           entre 430 et 450 Mio
- en EURO :       entre 219,86 et 230,08 Mio

Reste à reconstituer sur cette base les montants annuels des coûts de l'aide juridictionnelle dans la période sous revue, soit 1990-1997.

L'évaluation du BMJ part de chiffres disponibles pour 1990/91, en tenant compte de l'évolution plausible de chacune des deux grandes masses :

- frais juridictionnels
- rémunération des avocats

Ces deux masses n'ont pas évolué de la même manière. L'évaluation se fonde sur le postulat que la part des frais juridictionnels, évaluée en 1990/91 à 18% du total, est restée inchangée, tandis que les dépenses de rémunération des avocats qui avaient augmenté de 5% entre 1991 et 1993 (taux prolongeant la tendance de la période 1988-1990) ont bondi de 15% en 1994 par suite d'une modification des tarifs du § 123 du code fédéral relatif à la rémunération des avocats<sup>6</sup>. Depuis cette modification de 1994, l'accroissement des dépenses de ce groupe est considéré comme négligeable.

---

<sup>6</sup> "La rémunération de l'avocat se fait sous forme d'honoraires dont le montant est en principe déterminé par le *Bundesrechtsanwaltsgebührenordnung* (BRAGO, code fédéral relatif à la rémunération des avocats) ; en matière civile, le montant des honoraires dépend de la valeur du litige et non pas du temps consacré au dossier. En matière pénale, il dépend du tribunal compétent (il s'agit d'un honoraire-cadre pour lequel l'avocat tient compte de l'importance, de la difficulté de l'affaire, mais aussi de la situation financière du client, § 12 BRAGO). Il est toutefois possible pour l'avocat de s'écarter des tarifs édictés par le BRAGO, qui constituent un montant minimum en-dessous duquel l'avocat n'a pas le droit de descendre ; il pourra convenir avec son client d'un honoraire supérieur, mais cet accord devra être écrit (§ 3, al. 1er BRAGO). Les pactes *de quota litis* et ceux conférant à l'avocat des honoraires dépendant du succès de l'affaire sont prohibés (§ 49b, al.2)." (Frédérique Ferrand, Droit privé allemand, Dalloz : Paris 1997, p. 176).

Sur ces bases, il est possible de reconstituer les valeurs suivantes des dépenses de l'aide juridictionnelle depuis 1990 :

En Mio DM	1990/91	1993	1997	2000
frais	66,78		70	70
avocats	304,22	319,431	368,5	370
total	371		438,5	440

Avec toutes les réserves qu'appelle ce type d'évaluation, on peut donc considérer que de 1990 à 1997 les dépenses d'aide juridictionnelle sont passées de 180,79 Mio ECU (1990) à 225,23 Mio ECU (1997).

Les coûts par habitant sont alors les suivants :

	1990/91	1997
Total A.J. (Mio ECU)	180,79	225,23
Population (Mio hab.)	62,679	82,012
Dépense par hab. (ECU)	2,884	2,721

Ces résultats appellent trois remarques :

1. Le calcul ne tient pas compte des retours de moyens pour lesquels l'évaluation à 15% pour 1991 semble confirmée par la doctrine (10-20%) au moins jusqu'en 1997.
2. La quasi-stagnation de la dépense par tête ne doit pas faire oublier l'exceptionnelle augmentation du nombre d'habitants du fait de la réunification, une augmentation qui masque à peu près totalement celle du montant brut des dépenses d'aide juridictionnelle sur la période sous revue.
3. Si l'on rapporte le montant des dépenses d'aide juridictionnelle en 1997 au total du Budget de la justice selon le périmètre de la recherche, on obtient un pourcentage de :

$$225 : 13.524 = 1,66 \%$$

Le rapprochement de ce taux avec celui avancé par M. Vultejus (*supra*, avant-propos aux points 4.4 et 4.5) impose de rappeler encore une fois au lecteur qu'il n'existe pas de chiffres actuels sur le montant dépensé pour l'aide juridictionnelle en Allemagne.



## 5- Indicateurs de "niveau de vie du bout de la chaîne" de la justice

A l'origine des travaux du groupe de recherche, il avait été envisagé de procéder à ce point à l'établissement de cinq indicateurs :

- Nombre d'ordinateurs par magistrat
- Nombre total de personnels non magistrats / nombre total de magistrats
- Journées de formation des magistrats par an / nombre total de magistrats
- Nombre d'ordinateurs par personnel non magistrat
- Journées de formation des personnels non magistrats / nombre total de personnels non magistrats

Il est rapidement apparu que s'agissant de l'équipement informatique et de la formation, il n'était pas possible aux auteurs de la monographie allemande de rassembler plus que des données parcellaires et de qualité très inégale. Seul le ratio **personnel non magistrat / magistrat** a paru pouvoir faire l'objet d'une évaluation sinon directe, du moins entachée d'une marge tolérable d'approximation.

S'agissant de l'équipement informatique, la difficulté est double. Elle tient d'abord au fait que la structure fédérale et l'absence de centralisation des informations en ce domaine ne permet pas d'établir des données moyennes fiables. Elle tient ensuite à la rapidité et à la diversité des formes d'informatisation de la justice allemande selon les Länder. A défaut donc d'une impossible synthèse à un instant donné, 1997 ou 2000, il a paru préférable de consacrer à cette question un point VI spécifique dans le cadre du présent rapport.

### 5-1. Nombre d'ordinateurs par magistrat

(non disp.)

### 5-2. Effectif de non-magistrats par magistrat

Comment, à partir des données statistiques disponibles, comportant des catégories différentes en France et en Allemagne (cf. l'insertion des juges et des membres du parquet dans des catégories hétérogènes) arriver à établir au niveau des juridictions un ratio rendant approximativement compte du rapport entre le nombre de personnels administratifs et celui des magistrats ?

La simple mise en relation des ratios 3-2. et 3-1. ne permet pas de répondre à cette question, et une stratégie de contournement est nécessaire.

La série statistique la plus appropriée nous a paru être celle des effectifs de la fonction 05, comme pour l'établissement du ratio n° 3-2 (Office fédéral des statistiques, "Fachserie 14, Reihe 6, Personal des öffentlichen Dienstes, n°10 : Entwicklung des Personalstandes), mais en partant cette fois des effectifs des seuls Länder, afin de neutraliser le poids des effectifs du ministère fédéral dans les effectifs de la Fédération (en 1997: 4.500 sur un total Fédération + Länder de 192.000, soit 2,34 %, correspondant au ministère fédéral et aux cours suprêmes).

Les effectifs des personnels des Länder sont classés statistiquement selon des catégories

- Fonctionnaires et juges
- Employés (contractuels de droit privé relevant du régime de retraite des employés)
- Ouvriers (contractuels de droit privé relevant du régime de retraite des ouvriers)

qui ne permettent pas d'isoler les effectifs des greffes. On peut toutefois arriver à une approximation plausible en soustrayant successivement les effectifs

- . des magistrats des Länder au sens français du terme (cf. ratio n° 3-1.),
- . des personnels de l'administration pénitentiaire (Statistiques SPACE I, 1997), et
- . des personnels ouvriers.

Ces deux dernières soustractions sont partiellement redondantes (personnel ouvrier de l'administration

pénitentiaire). Mais on peut admettre que cette redondance compense dans une certaine mesure la présence dans les chiffres de départ des personnels employés dans les ministères de la justice des Länder.

On arrive ainsi à un ratio de 6,07 en 1997 (personnel par juge)  
ou de 4,75 en 1997 (personnel par magistrat)

L'évolution du ratio dans la période sous revue n'a pu être établie, du fait de l'absence de chiffrage des personnels d'administration pénitentiaire pour les années autres que 1997 dans les séries du Conseil de l'Europe que nous avons utilisées.

	1989*	1990*	1991*	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Personnel (fonction 05)	139,5	141,1	141,1	181,2	186	191	193	192	192
Magistrats (1)	21,4	-	21,8	-	25,6	-	27,5	-	26,2
Adm. pénitent. (2)	n.d.	-	n.d.	-	n.d.	-	n.d.	-	36,1
Ouvriers	1,6	1,7	1,7	6,3	6,3	6	5,8	5,6	5,2
Employés et fonctionnaires moins AP	-		-		-		-		125
Juges (1)	17,1		17,4		20,1		21,6		20,5
Non magistrats par magistrat									4,75
Non magistrats par juge									6,07

Source : Statistisches Bundesamt Fachserie 14, Finanzen und Steuern, Reihe 6 Personal des öffentlichen Dienstes 1997, S. 144 f. und S. 186 f.

L'effectif du personnel des Länder est celui de la fonction "justice" dans la présentation fonctionnelle des comptes apurés (Fonction 05). Date de référence : 30 juin de l'année

\* ancien territoire fédéral, emplois à plein-temps seulement

(1) voir ratio 3-1.

(2) SPACE I, 1997

### 5-3. Journées de formation des magistrats par an / nombre total de magistrats

(non disp.)

### 5-4. Nombre d'ordinateurs par personnel non magistrat

(non disp.)

### 5-5. Journées de formation des personnels non magistrats / nombre total de personnels non magistrats

(non disp.)



## V. – Le cycle budgétaire

### Elaboration et adoption du budget

Il n'existe pas de règles particulières à l'élaboration des budgets de la justice. Au niveau fédéral, la préparation du budget de la justice relève des règles générales sur l'élaboration du budget fédéral. La procédure découle des articles 109 à 115 de la Loi fondamentale (LF), ainsi que de la loi sur le budget fédéral (*Bundeshaushaltsordnung*, BHO). Il en va de même au niveau des Länder : les règles relatives à la préparation du budget – y compris celui de la justice – sont contenues dans les constitutions des Länder et de leurs lois budgétaires respectives (*Landeshaushaltsordnungen*, LHO). Etant donné que les procédures budgétaires des Länder sont calquées sur celle de la Fédération, on décrira ici la procédure à partir du seul cas de l'élaboration du budget fédéral.

La LF et la BHO distinguent budget (*Haushaltsplan*) et loi de finances (*Haushaltsgesetz*). Le budget regroupe pour une année budgétaire (l'année budgétaire correspondant à l'année civile, § 4.1 BHO) l'ensemble des recettes, des dépenses et des autorisations d'engagement de l'administration fédérale (art. 110 I GG ; § 11 BHO). Il se compose des budgets sectoriels (en principe : budgets des départements ministériels et organes fédéraux suprêmes – *Einzelplan*) et du budget général (*Gesamtplan*).

Les budgets sectoriels regroupent par chapitres et articles les recettes, les dépenses et les autorisations d'engagement par branche d'administration ; en outre, un chiffre signalétique est affecté à chaque article d'après le classement fonctionnel des recettes et des dépenses par domaine d'activité (fonction), quels que soient les budgets publics contribuant à une fonction. C'est ainsi que l'essentiel des dépenses de justice relève de la catégorie fonctionnelle 05 (§13 I et II BHO).

Le budget habilite le gouvernement à engager les dépenses et à contracter des obligations financières (§ 3 I BHO). L'article 110 I 2 de la LF impose que le budget soit équilibré. Le budget est arrêté par la loi de finances, elle-même adoptée par le Bundestag et le Bundesrat. Elle est considérée comme formellement législative, mais non matériellement.

Le projet du budget et de la loi de finances est élaboré par le ministère fédéral des finances (§ 28 I BHO). Au début de chaque année civile, le ministère des finances demande aux responsables des budgets sectoriels de lui transmettre dans un délai précis leurs avant-projets de budget (*Voranschläge*). Ainsi, le ministère compétent en matière de justice est-il prié régulièrement d'élaborer durant les mois de janvier à mars ses avant-projets pour le budget sectoriel 05 (budget de la justice) pour l'année suivante et de le transmettre dans les délais au ministère des finances. Les avant-projets sont élaborés au sein des différents départements par les responsables du budget (§ 9 BHO) et la procédure est organisée de bas en haut : chaque niveau élémentaire prépare l'avant-projet, le transmet à une autorité supérieure qui le vérifie voire le modifie, le transmet à son tour au département responsable du budget avant d'aboutir à l'avant-projet de budget sectoriel tel qu'il sera ensuite proposé au ministère des finances.

Le ministère des finances vérifie les avant-projets qui lui ont été envoyés à la lumière des projections de l'évolution économique du pays. Il tente de négocier d'éventuels changements et modifications avec les représentants des responsables des budgets sectoriels. Lorsque le conflit oppose le ministère des finances à un autre ministère, c'est le gouvernement qui décide en dernier ressort (§ 28 II BHO) ; lorsque le désaccord concerne



une autre autorité centrale de l'Etat (Bundestag, Bundesrat...), ce sont les avants-projets initiaux qui priment (§ 29 III BHO). Après cette première phase qui se déroule en général de mars au début de l'été, le ministère des finances élabore le projet de budget et le projet de loi de finances à partir des avants-projets modifiés ainsi qu'un plan de finances et un rapport sur les finances qui doivent servir d'orientation. Le projet de budget doit être examiné et adopté par le gouvernement fédéral (§ 29 I BHO) et, afin de gagner du temps, il est déposé simultanément devant le Bundesrat (art. 76 II GG) et le Bundestag (art. 110 III GG). Le Bundesrat dispose dans un premier temps d'un délai de six semaines pour prendre position ; celle-ci sera transmise au Bundestag. La procédure qui s'en suit est analogue à celle de l'adoption des lois ordinaires (*Einspruchsgesetze*). Il faut souligner le rôle essentiel joué par la commission du budget du Bundestag. Si les questions importantes ne sont abordées que superficiellement en assemblée plénière notamment en raison de la complexité de la matière, elles sont en revanche discutées en détail en commission. En outre, le pouvoir du législateur est limité : les demandes d'augmentation des dépenses et celles relatives à la réduction des recettes requièrent l'accord du gouvernement. Après la clôture des débats, le Bundestag adopte la loi de finances et valide ainsi le budget. Si le Bundesrat renonce à s'opposer au budget ou si son désaccord a été surmonté par le Bundestag dans les conditions habituelles de la procédure d'adoption des lois ordinaires (*Einspruchsgesetze*), la loi de finances et le budget sont devenus définitifs. La loi de finances est contresignée par le chancelier et le ministre fédéral des finances. Elle est ensuite promulguée par le Président de la RFA. La loi de finances, qui contient le budget global mais non les budgets sectoriels, est publiée au journal officiel. Le fait que les budgets sectoriels ne fassent donc pas l'objet d'une publication propre, n'affecte pas leur valeur juridique car le budget global renvoie à ces budgets sectoriels. L'entrée en vigueur de la loi de finances est fixée au premier janvier de l'année civile.

Si le gouvernement le juge nécessaire, il peut modifier le budget et la loi de finances en cours d'année puisque lui seul dispose du droit d'initiative législative en matière budgétaire. Ces modifications interviennent par le biais de lois de finances rectificatives. Elles doivent suivre la même procédure que le projet de budget lui-même, bien que le règlement du Bundestag prévoit dans ces cas quelques allègements.

Si le budget n'a pu être adopté avant le début de l'année d'application, le gouvernement est habilité en vertu du "droit budgétaire d'urgence" (art. 111 GG) à exécuter les affaires courantes bien qu'il n'ait pas l'aval du parlement. Cette possibilité doit être limitée à une situation exceptionnelle.

### **Exécution du budget de la justice**

L'adoption du budget vaut habilitation du gouvernement à engager les dépenses. Chaque ministre est chargé de l'exécution du budget sectoriel qui le concerne. L'exécution du budget se déroule dans le cadre des dispositions des §§ 34 et s. BHO, ainsi que des réglementations administratives prises par le ministère des finances.

Les principes d'exécution sont les suivants :

- principe d'économie et de rentabilité
- principe de spécificité aux plans qualitatif, quantitatif et temporel
- principe de non affectation (toutes les recettes et toutes les dépenses doivent être inscrites au budget pour leur montant total et séparément, sans compensation).
- principe du respect des nécessités de l'équilibre économique global.



Les recettes doivent être recouvrées dans la période prévue et dans leur globalité. Les dépenses ne doivent être ordonnées que dans la mesure du nécessaire et sans anticipation ; elles doivent être effectuées avec discernement et parcimonie. Enfin, les ressources doivent être gérées de manière à couvrir l'ensemble des dépenses. Dans la limite d'un certain montant déterminé par la loi de finances, les dépenses peuvent dépasser le montant prévu sans qu'il ne soit nécessaire d'adopter une loi rectificative. Ces dépassements peuvent être autorisés par le ministère des finances en cas de besoin imprévisible et impérieux.

### **Contrôle du budget de la justice**

Le contrôle externe de l'exécution du budget fait intervenir la Cour fédérale des comptes (art. 114 II GG) et le Parlement (art. 114 I GG). Les administrations de la Fédération et des Länder doivent rendre des comptes pour chaque exercice par arrêté des livres comptables (§ 80 BHO).

La Cour des comptes est une autorité fédérale supérieure indépendante. Elle contrôle les livres comptables arrêtés, vérifie la rentabilité de la gestion budgétaire et économique. Le détail du contrôle est fixé aux §§ 88 et s. BHO. A l'issue du contrôle, la Cour rassemble ses observations dans un rapport annuel adressé au gouvernement fédéral, au Bundesrat et au Bundestag (§ 97 BHO).

Les comptes rassemblés par le ministère des finances et les observations de la Cour forment la base de la décision du Bundestag d'accorder quitus au gouvernement pour la gestion de l'année en cours. Il sont examinés par la commission de vérifications des comptes au Bundestag. En cas de désapprobation de certains errements, le Bundestag peut accorder le quitus d'ensemble tout en exigeant la mise en oeuvre de mesures concrètes d'amélioration de la gestion. Le quitus n'est pas un acte de législation, mais une simple délibération à caractère politique.

Le Bundesrat peut également exprimer sa désapprobation pour certains errements relevés par la Cour des comptes.

## VI. – L'informatisation de la justice

Informatisation de la justice : le rapprochement des deux termes peut faire sursauter dans la mesure où il suggère une irruption de l'automatisation dans la tâche toujours singulière du juge. Il ne s'agit assurément pas de substituer au magistrat une machine à syllogismes mais, pour reprendre l'expression de madame H. Däubler-Gmelin, ministre fédérale de la justice, "d'exploiter chaque possibilité de décharger le juge pour lui permettre d'accomplir sa mission, à savoir d'aplanir ou de trancher des litiges" (discours d'ouverture du 9<sup>e</sup> EDV-Gerichtstag, le 20 septembre 2000).

L'observation de l'évolution de la justice allemande au cours de la dernière décennie permet effectivement, indépendamment de l'effort d'équipement des nouveaux Länder, de constater un effort très particulier en matière d'informatisation de la justice.

L'entrée du traitement automatisé de l'information dans la justice allemande remonte au-delà des années quatre-vingt-dix.

On pourra rappeler à cet égard la mise en place au cours des années quatre-vingts, dans l'orbite du ministère fédéral de la justice, du projet JURIS d'une banque de données allemandes sur les textes, la jurisprudence et la doctrine. JURIS a pris désormais la forme juridique d'une SARL inscrite au registre du commerce de Sarrebruck. Les parts sociales sont détenues à 95 % par la Fédération, 3 % par le Land de Sarre, le reste étant réparti entre la chambre fédérale des avocats, l'association des avocats, un groupement d'éditeurs et quelques autres sociétés commerciales. Le nombre de documents en ligne est actuellement de 3 millions. Le chiffre d'affaire s'élevait à 11 Mio ECU en 1996 ; il est passé à 15,3 Mio EURO en 1999 [ <http://www.juris.de/> ].

On pourra également, dans une toute autre perspective signaler la procédure mécanographique de traitement des injonctions de payer des §§ 688 et s. du code allemand de procédure civile (l'équivalent des art. 1405 et s. NCPC) initialement développée à partir de 1982 dans le ressort de deux tribunaux cantonaux de Stuttgart. Aujourd'hui 70 % des injonctions de payer font l'objet en Allemagne d'un traitement automatisé (50 % en 1993). Le développement des techniques et la généralisation des programmes, au Bade-Wurtemberg, et en bien d'autres Länder : Bavière, Berlin, Hambourg, Hesse, Basse-Saxe, Rhénanie du Nord – Westphalie et Rhénanie-Palatinat, ... permettent d'envisager une réduction à 15 % seulement du nombre de procédures traitées par des moyens conventionnels. Aujourd'hui déjà, le Bade-Wurtemberg fait état d'un taux de 50 % de traitement des demandes en deux jours, et de 90 % en 5 jours ouvrables.

L'évolution n'est pas venue uniquement d'en haut, mais également sous la pression de la base. Et le rythme en fut différent d'un Land à l'autre.

Parmi les groupes de pression des utilisateurs de base, l'association informatique et justice (EDV-Gerichtstag e.V.) a joué un rôle indéniable. Fondée en 1992 comme un forum d'échanges sur l'utilisation de l'informatique dans le secteur de la justice et dans la profession d'avocat, l'association regroupe actuellement 350 membres et ses congrès annuels rassemblent de 500 à 600 participants [ <http://edvgt.jura.uni-sb.de/> ]. Le congrès de septembre



2000, ouvert par le ministre fédéral de la justice portait sur le commerce électronique. Mais la liste des ateliers particuliers donne une idée du foisonnement des initiatives en cours : criminalité boursière sur internet, identification biométrique pour la sécurisation des transferts de données, contenus souhaitables des sites internet des juridictions, attentes des juges à l'égard de l'internet et de l'intranet des services de justice, software spécialisés pour avocats, développement des registres électroniques (registres fonciers, mais aussi registre du commerce, des impayés, ...), tour d'horizon de l'état de l'informatisation de la justice dans les différents Länder. Ce dernier point fait régulièrement l'objet d'une série de rapports établis en prévision du congrès de l'association informatique et justice dans le cadre de la commission mixte Fédération-Länder pour le traitement des données et la rationalisation dans le secteur de la justice (*Bund-Länder-Kommission für die Datenverarbeitung und Rationalisierung in der Justiz*). C'est sur les données des rapports de l'été 2000 que se fondent pour l'essentiel les indications qui suivent [ <http://www.jura.uni-sb.de/laenderberichte2000/> ]. Une intéressante synthèse des rapports de l'année 1999 avait été établie par le rapporteur allemand au XI<sup>e</sup> Congrès mondial de droit processuel (Vienne, 23-28 août 1999) ; cette synthèse est reproduite avec l'autorisation de son auteur dans les documents annexes, ci-après, p. B. 30.

Dans la mesure où ces rapports sont fondés sur des enquêtes dans chacun des Länder, avec des taux et des intensités de réponse variables selon les circonstances, il n'est pas possible d'en tirer des conclusions définitives, par exemple sur le nombre de postes de travail informatisés dans les administrations centrales des ministères de la justice, dans les greffes, dans les parquets ou encore par magistrat ou par juge dans l'ensemble des Länder. C'est la raison pour laquelle le présent rapport n'a pu contenir les ratios correspondants 5-1. et 5-4. au chapitre 4. Mais l'image qui ressort de ces documents et la rapidité des évolutions constatées au fil des dernières années n'en sont pas moins instructives.

1. Le chiffre couramment admis d'un poste de travail informatisé sur trois postes dans le secteur de la justice ne signifie pas grand chose, car il ne tient pas compte des fonctions ni de la nature des équipements et des tâches informatisées. La distance est grande entre un ordinateur isolé utilisé exclusivement en traitement de texte et le terminal d'un ordinateur central puissant, mais dédié à l'accomplissement de quelques tâches et procédures de masse, ou encore l'interconnexion de PC en réseau local, fonctionnant en intranet ou permettant l'accès sur les grandes banques de données juridiques sur internet. Il y a manifestement des Länder bien équipés et d'autres qui le sont moins. Mais le pourcentage de 33 % paraît bien être inférieur à la réalité, si l'on considère les chiffres avancés dans quelques grands Länder : le Land de Bavière fait état de 11.500 postes informatisés pour environ 14.000 personnes dans la juridiction ordinaire (2001 juges en 1997), le Land de Bade-Wurtemberg annonce avoir contracté avec une entreprise extérieure (*outsourcing*) pour équiper 7.300 places de bureau dans ses juridictions (2130 juges en 1997), le Land de Basse Saxe fait état de 11.200 postes de travail informatisés correspondant à 75 % des emplois dans son administration centrale, ses tribunaux, ses parquets et établissements pénitentiaires (dont 15 % sous forme de terminaux et 85 % sous forme de PC), le Land de Rhénanie du nord - Westphalie fait état de 19.741 postes de travail informatisés au printemps 2000 pour 35.000 agents dans le secteur de la justice, soit 30.000 emplois justifiant une assistance informatique, la Saxe fait état d'un taux d'équipement de 85 %...



2. Les rapports de la commission mixte font apparaître une très grande diversité dans les programmes utilisés. Le poids d'un grand fabricant allemand dans l'équipement informatique de la justice de nombreux Länder ne peut échapper à l'attention lorsque l'on consulte la liste des équipements et options en matière de hardware ou la dénomination des programmes utilisés sur ces équipements : CLOU, HIT, SIJUS-ZIVIL, SIJUS-VOLLSTRECKUNG, SIJUS-STRAF-StA révèlent la pénétration du marché par la marque dont le nom commence par SI... . Mais la concurrence est sensible : Win... est également bien présent, avec des logiciels du type Office 2000 ou exchange/outlook-EMail, tandis que quelques Länder (Hesse, Hambourg, Schleswig-Holstein, Brandebourg) ont choisi de s'unir en véritables consortiums et pools de développement pour équiper leurs parquets d'un logiciel propre MESTA et leurs juridictions ordinaires d'un logiciel modulaire MEGA. Il n'est pas rare que l'administration de la justice d'un Land utilise simultanément ou concurremment des lignes de produits différentes, selon les secteurs de juridictions. D'autres ont recours à des logiciels développés par des firmes spécialisées en liaison étroite avec les services concernés : ainsi en Rhénanie-Palatinat le système MAJA dans les juridictions ordinaires et le système CUST dans les parquets, fonctionnant sous le système d'exploitation IBM-OS/400.

3. Les rapports des Länder révèlent une tendance lourde à l'informatisation des registres relevant du secteur de la justice, par exemple en matière de registre du commerce ou de registre foncier. Pour ces deux catégories, la transition est perceptible, entre la période de l'utilisation de l'informatique au cours des années 90 pour l'édition de registres continuant à être conservés sous la forme traditionnelle de livres et archives en papier (par ex. HAREG pour les registres du commerce, ou Solum pour les registres fonciers), et l'entrée imminente en service au début du millénaire d'une seconde génération de registres électroniques, consultables par les professionnels intéressés dans des conditions de sécurité et de fiabilité qui font actuellement l'objet de discussions avec les professions intéressées, par exemple pour le livre foncier : notaires, établissements de crédit et banques. On imagine les développements envisageables par exemple pour simplifier les inscriptions hypothécaires. On imagine aussi les multiples difficultés tenant aux exigences de sécurité des autorités indépendantes chargées de la protection des données nominatives.

4. Les rapports font également apparaître une certaine évolution en matière de gestion du parc informatique. Il n'est évidemment plus possible de gérer et entretenir un tel parc à un niveau déconcentré. Sauf peut-être encore lorsqu'il s'agit de réaliser le site internet d'une juridiction, le juge ou le greffier passionné d'informatique a depuis longtemps cédé la place à de véritables professionnels. Ceux-ci doivent-ils faire partie du personnel de la justice ? ou ne convient-il pas plutôt de procéder à une véritable délégation contractuelle à des firmes spécialisées ? L'idée du recours à la technique de l'*outsourcing* (délégation de service public ?) n'est plus écartée d'emblée, et nous avons vu que le Land de Bade-Wurtemberg y a recours pour développer l'informatisation de sa justice.

5. A partir de quel moment, l'informatisation de la justice induira-t-elle des modifications de forme et de procédure ? Ne doit-on pas désormais envisager la possibilité d'introduction de l'instance par voie électronique.



D'ores et déjà une expérience de communication électronique entre la juridiction financière du Land de Hambourg et les avocats, conseils fiscaux et administrations fiscales est en cours. Le ministre fédéral de la justice déclare suivre cette expérience pour en tirer éventuellement des conséquences pour les juridictions de la Fédération. En ce domaine, la justice allemande est attentive à l'évolution en Autriche, qui permet depuis 1999 l'introduction électronique de l'instance, avec la conséquence que 2/3 des instances seraient déjà introduites par cette voie ("*mit der Folge, daß 2/3 der jährlich erhobenen 800.000 Klagen elektronisch bei den Gerichten eingereicht werden*").

Quo vadis Justicia ? S'agissant de l'informatisation de la justice, les questions qui apparaissent n'ont plus aucune commune mesure ni avec la question classique de l'intégration de la technique dans le fonctionnement des administrations publiques, ni avec celles qui sont habituellement abordées sous l'intitulé "droit de l'informatique". Lorsque l'on prend conscience de la rapidité et de l'ampleur de l'impact de l'informatique dans la justice allemande, et que le sentiment prévaut que l'entraînement de la technique, l'attrait de la modernisation et le lobbying des producteurs de matériels va probablement au-delà des capacités d'adaptation des personnels magistrats ou non-magistrats des juridictions, l'urgence du développement d'une réflexion de fond sur le thème "informatique juridique" s'impose à l'évidence. Il est révélateur que le président du EDV-Gerichtstag soit également depuis 1988 le premier titulaire de la première chaire d'informatique juridique d'une faculté de droit allemande, et que l'informatisation de la justice allemande soit désormais un objectif partagé entre les décideurs politiques et les professions de justice.

## VII. – SOURCES DOCUMENTAIRES

- I. Ouvrages:
- II. Articles de revues juridiques
- III. Documents budgétaires

### I. Ouvrages:

Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen, Heft 32, Entstehung des Bruttoinlandsprodukts in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland 1970–1997, Statistisches Landesamt Baden–Württemberg, Stuttgart 1998, 119 p.

Dieter BINDZUS; Karl–Heinz MUSSET: Grundzüge des Jugendrechts, München 1999

Bundesministerium des Inneren, der Öffentliche Dienst von A–Z, 1984

Conseil de l'Europe: Bulletin d'information pénologique, No. 16, Juin 1992

Conseil de l'Europe: Bulletin d'information pénologique, No. 17, Décembre 1992

Conseil de l'Europe: Bulletin d'information pénologique, No. 18, Décembre 1993

Conseil de l'Europe: Statistique pénale annuelle du Conseil de l'Europe (SPACE I), enquête 1997

Conseil général de la Sarre/Landkreistag des Saarlandes: Aides et actions sociales en Moselle et en Sarre, juillet 1994

Handbuch der Internationalen Rechts– und Verwaltungssprache, Haushalt und Rechnungsprüfung, Deutsch/Französische, Budget et Contrôle des Comptes, Allemand/Français, Carl Heymanns Verlag KG, Köln, Berlin, Bonn, München 1987, 166 p.

Landkreistag Saarland, Conseil Général de la Moselle, Sozial– Kinder– und Jugendhilfe im Departement Moselle und im Saarland 1995, 196 p.

Eberhard SCHILKEN, Gerichtsverfassungsrecht, 2. Aufl. Köln, Berlin, Bonn, München 1994

Statistisches Bundesamt, Ausgaben und Einnahmen der öffentlichen Jugendhilfe 1992, Fachserie 13: Sozialleistungen, Reihe 6.4, Wiesbaden 1993

Statistisches Bundesamt, Ausgaben und Einnahmen der öffentlichen Jugendhilfe 1993, Fachserie 13: Sozialleistungen, Reihe 6.4, Wiesbaden 1994

Statistisches Bundesamt, Ausgaben und Einnahmen der öffentlichen Jugendhilfe 1994, Fachserie 13: Sozialleistungen, Reihe 6.4, Wiesbaden 1995

Statistisches Bundesamt, Ausgaben und Einnahmen der öffentlichen Jugendhilfe 1995, Fachserie 13: Sozialleistungen, Reihe 6.4, Wiesbaden 1996

Statistisches Bundesamt, Ausgaben und Einnahmen der öffentlichen Jugendhilfe 1996, Fachserie 13: Sozialleistungen, Reihe 6.4, Wiesbaden 1997

Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1990, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1992



- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1991, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1993
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1992, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1994
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1993, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1995
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1994, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1996
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1995, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1997
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1996, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1998
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse des öffentlichen Gesamthaushalts 1997, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 3.1, Wiesbaden 1999
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1990, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1992
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1991, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1993
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1992–1996, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1998
- Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1997, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1999
- Statistisches Bundesamt, Ausgewählte Zahlen für die Rechtspflege 1997, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 1, Wiesbaden 1999, 50 p.
- Statistisches Bundesamt, Gerichte – Geschäftsentwicklung 1991, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 2.S.1, Wiesbaden 1994, 20 p.
- Statistisches Bundesamt, Gerichte – Geschäftsentwicklung 1992, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 2.S.1, Wiesbaden 1995, 21 p.
- Statistisches Bundesamt, Gerichte – Geschäftsentwicklung 1993, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 2.S.1, Wiesbaden 1995, 22 p.
- Statistisches Bundesamt, Gerichte und Staatsanwaltschaften 1994, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 2, Wiesbaden 1996, 167 p.
- Statistisches Bundesamt, Gerichte und Staatsanwaltschaften 1997, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 2, Wiesbaden 1998, 167 p.
- Statistisches Bundesamt, Strafvollzug–Demographische und kriminologische Merkmale der Strafgefangenen am 31.3.1997, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 4.1, Wiesbaden 1998, 28 p.
- Statistisches Bundesamt, Strafvollzug–Anstalten, Bestand und Bewegung der Gefangenen, Fachserie 10: Rechtspflege, Reihe 4.2, Wiesbaden 1997, 22 p.
- Statistisches Bundesamt, Justiz im Spiegel der Rechtspflegestatistik, Schwerpunkt: Strafrechtspflege, Projektbericht, Wiesbaden 1999, 80 p.

Statistisches Bundesamt, Personal des öffentlichen Dienstes 1997, Fachserie 14: Finanzen und Steuern, Reihe 6, Wiesbaden 1998, 227 p.

Statistisches Bundesamt, Der Staat in den volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen, 1950–1997, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1998

Statistisches Bundesamt, Verwaltungsgerichte 1990, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1992, 121 p.

Statistisches Bundesamt, Verwaltungsgerichte 1991, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1994, 121 p.

Statistisches Bundesamt, Verwaltungsgerichte 1992, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1994, 121 p.

Statistisches Bundesamt, Verwaltungsgerichte 1993, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1995, 121 p.

Statistisches Bundesamt, Verwaltungsgerichte 1994, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1996, 124 p.

Statistisches Bundesamt, Verwaltungsgerichte 1995, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1996, 124 p.

Statistisches Bundesamt, Verwaltungsgerichte 1996, Arbeitsunterlage, Wiesbaden 1997, 125 p.

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1990, Wiesbaden 1992

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1991, Wiesbaden 1993

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1992, Wiesbaden 1994

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1993, Wiesbaden 1995

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1994, Wiesbaden 1996

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1995, Wiesbaden 1997

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1996, Wiesbaden 1998, 764 p.

Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik 1997, Wiesbaden 1999

Herbert WIESNER, Öffentliche Finanzwirtschaft, Heidelberg, R. v. Decker Verlag, Heidelberg 1997, 375 p.

Manfred WOLF, Gerichtsverfassungsrecht aller Verfahrenszweige, 6. Aufl. München 1987

## II. Articles de revues juridiques

Bundesarbeitsgericht: Jahresbericht 1990, in: Bundesarbeitsblatt, 5/1991, p. 9

Bundesarbeitsgericht: Jahresbericht 1991, in: Bundesarbeitsblatt, 6/1992, p. 12 s.

Bundesarbeitsgericht: Jahresbericht 1994, in: Bundesarbeitsblatt, 6/1995, p. 11

Bundesarbeitsgericht: Bericht aus dem Jahre 1995, in: Bundesarbeitsblatt, 5/1996, p. 9

Bundesarbeitsgericht: Tätigkeit im Jahre 1996, in: Bundesarbeitsblatt, 6/1997, p. 14 s.

Bundesarbeitsgericht: Geschäftsbericht für 1997, in: Bundesarbeitsblatt, 5/1998, p. 15 s.

Geschäftsstand beim Bundesarbeitsgericht am 1.1.1991, in: Zeitschrift für Tarifrecht ZTR 1991, p. 157



- Geschäftsstand beim Bundesarbeitsgericht am 1. Januar 1992, in: Zeitschrift für Tarifrecht ZTR 1992, p. 155
- Geschäftsstand beim Bundesarbeitsgericht am 1.1.1993, in: Zeitschrift für Tarifrecht ZTR 1993, p. 156
- Geschäftsstand beim Bundesarbeitsgericht am 1.1.1994, in: Zeitschrift für Tarifrecht ZTR 1994, p. 110
- Geschäftsstand beim Bundesarbeitsgericht am 1. Januar 1995, in: Zeitschrift für Tarifrecht ZTR 1995, p. 117
- Jahresbericht 1990 des Bundesfinanzhofs, in: Deutsche Steuerzeitung DStZ 1991, p. 303–309
- Bundesfinanzhof – Jahresbericht 1991, in: Deutsche Steuerzeitung DStZ 1991, p. 468–492
- Jahresbericht des Bundesgerichtshofs 1990, in: Neue Justiz 1991, p. 118 s.
- Bundessozialgericht: Tätigkeitsbericht 1990, in : Bundesarbeitsblatt 4/1991, p. 5
- Bundessozialgericht: Jahresübersicht 1991, in : Bundesarbeitsblatt 6/1992, p. 9–11
- Bundessozialgericht: Bestand leicht abgebaut, in: Bundesarbeitsblatt 3/1993, p. 23 s.
- Bundessozialgericht: Jahresbericht '93 vorgelegt, in: Bundesarbeitsblatt 4/1994, p. 18
- Bundessozialgericht: Die Arbeit im Jahre 1994, in: Bundesarbeitsblatt 4/1995, p. 17–20
- Bundessozialgericht: Die Arbeit im Jahre 1995, in: Bundesarbeitsblatt 4/1996, p. 16 s.
- Bundessozialgericht: Jahresbericht '96 vorgelegt, in: Bundesarbeitsblatt 5/1997, p. 6 s.
- Bundessozialgericht: Jahresübersicht 1997, in : Bundesarbeitsblatt 4/1998, p. 22–26
- Bundessozialgericht: Statistischer Jahresbericht 1998, in: Bundesarbeitsblatt 4/1999, p. 11–14
- Geschäftsstand beim Bundessozialgericht 1992, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1993, p. 250
- Geschäftsstand beim Bundessozialgericht 1993, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1994, p. 334
- Geschäftsentwicklung beim Bundessozialgericht für das Jahr 1994, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1995, p. 347
- Geschäftsentwicklung beim Bundessozialgericht für das Jahr 1995, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1996, p. 304
- Geschäftsentwicklung beim Bundessozialgericht für das Jahr 1996, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1997, p. 547
- Tätigkeitsbericht des Bundessozialgerichts im Jahre 1990, in: Die Sozialversicherung 1991, p. 133
- Bundessozialgericht: Geschäftsstand 31.12.1993, in: Die Sozialversicherung, p. 62
- Die Tätigkeit des BSG im Jahre 1991–Statistische Übersicht, in: Neue Zeitschrift für Arbeitsrecht NZA 1992, p. 303–306
- Tätigkeit des Bundessozialgerichts im Jahre 1991, in: Die Sozialversicherung 1992, p. 87
- Geschäftsstand beim Bundessozialgerichts –31.12.1992–, in: Die Sozialversicherung 1992, p. 60
- Übersicht über die Arbeit des Bundessozialgerichts im Jahre 1991, in: Deutsches Verwaltungsblatt 1992, p. 356

- Gesamtstatistik der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts per 31.12.1994, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1995, p. 419
- Gesamtstatistik der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts per 31.12.1995, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1996, p. 501
- Gesamtstatistik der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts per 31.12.1996, in: Deutsches Verwaltungsblatt DVBl. 1997, p. 655
- Geschäftsstand bei den obersten Bundesgerichten, 1991, in: Neue Justiz 1992, p. 205 s.
- Geschäftsstand bei den obersten Bundesgerichten, 1992, in: Neue Justiz 1993, p. 169 s.
- Geschäftsstand bei den obersten Bundesgerichten, 1993, in: Neue Justiz 1994, p. 217 s.
- Geschäftsstand bei den obersten Bundesgerichten, 1994, in: Neue Justiz 1995, p. 247
- Geschäftsstand bei den obersten Bundesgerichten, 1995, in: Neue Justiz 1996, p. 191 s.
- Geschäftsstand bei den obersten Bundesgerichten, 1996, in: Neue Justiz 1997, p. 188
- Geschäftsverteilungspläne des Bundesverfassungsgerichts und der obersten Gerichtshöfe des Bundes für das Geschäftsjahr 1999, Beilage zu Neue Juristische Wochenschrift NJW Heft 13/99
- Stephan BARTON: Rechtstatsachen zur Dauer von Strafverfahren und zu deren Gründen, in: Strafverteidiger StV 1996, p. 690–695
- Martin BECK, Einrichtungen und Personal der Jugendhilfe 1990, in: Wirtschaft und Statistik 1992, p. 456–462
- Erhard BLANKENBURG, Droht die Überforderung der Rechtspflege ?, Zeitschrift für Rechtspolitik ZRP 1992, p. 96–102
- Stefan BRINGS, Strafvollzug 1992–1996, in: Wirtschaft und Statistik 1997, p. 568–575
- Hans FRANZEN und Klaus APEL, Prozeßaufwand bei Gericht und Anwalt – betriebswirtschaftlich und anschaulich – mit Folgerungen, in: Neue Juristische Wochenschrift NJW 1988, p. 438 f.
- Hans FRANZEN, Prozeßaufwand bei Gericht und Anwalt – betriebswirtschaftlich und anschaulich – mit Folgerungen, in: Neue Juristische Wochenschrift NJW 1993, p. 438 s.
- Hans FRANZEN, Jahresbilanz 1998 des BverwG, in: NvwZ 1999, p. 389 s.
- Günter GROTMANN–HÖFLING, Die Arbeitsgerichtsbarkeit im Lichte der Statistik, in: Arbeit und Recht 1997, p. 268–272
- Günter GROTMANN–HÖFLING, Die Arbeitsgerichtsbarkeit 1996 im Lichte der Statistik, in: Arbeit und Recht 1997, p. 474–477
- Günter GROTMANN–HÖFLING, Die Arbeitsgerichtsbarkeit 1997 im Lichte der Statistik, in: Arbeit und Recht 1998, p. 394–397
- Lothar HABERMANN, Der Geschäftsanfall der Gerichte in den neuen Bundesländern, in: Neue Justiz 1993, p. 64–67
- Lothar HABERMANN, Geschäftsanfall der Gerichte in den neuen Bundesländern 1993, in: Neue Justiz 1994, p. 206 s.



- Lothar HABERMANN, Geschäftsanzahl der Gerichte in den neuen Bundesländern 1991 bis 1994, in: *Neue Justiz* 1995, p. 242–245
- Alexander JANNASCH, Der Einsatz der EDV in der baden–württembergischen Verwaltungsgerichtsbarkeit, *Jur PC Web.Dok* 36/1999
- Eberhard KEMPF, Lange und überlange Strafverfahren – Eine Herausforderung für die Strafjustiz, in: *Strafverteidiger StV* 1997, p. 208–212
- Hans–Georg KIRCHHOF, Ist die ordentliche Gerichtsbarkeit überlastet ?, in: *Bundesrechtsanwaltskammer–Mitteilungen* 2/1998, p. 68 s.
- Gregor KYL, Ausgaben und Einnahmen der Kinder– und Jugendhilfe 1993, in: *Wirtschaft und Statistik* 1996, p. 111–119
- Gabrielle MEISTER, Einsparmöglichkeiten bei der Prozeßkostenhilfe, in: *ZRP* 1998, p. 166–168
- Heribert OSTENDORF, Das deutsche Jugendstrafrecht – zwischen Erziehung und Repression, in: *Strafverteidiger StV* 1998, p. 297–303
- Kurt PILLMANN, Das Problem langer Strafverfahren, in: *Deutsche Richter Zeitung DRiZ* 1998, p. 511–517
- Werner STICHS, Für welchen Personenkreis und für welche Rechtsfragen leisten wir uns derueit den BGH ?, in: *Zeitschrift für Rechtspolitik ZRP* 1998, p. 1–3
- Ulrich VULTEJUS, Die Kostenstruktur der Gerichte, in: *Zeitschrift für Rechtspolitik ZRP* 1994, p. 150–157
- Ulrich VULTEJUS, Kostenstruktur der Ordentlichen und der Arbeitsgerichtsbarkeit, in: *Deutsche Richterzeitung DRiZ* 1994, p. 297–303
- Ulrich VULTEJUS, Die Struktur der Prozeßkostenhilfe, in: *Anwaltsblatt* 1995, p. 306–308
- Ulrich VULTEJUS, die bunte Welt der EDV in der deutschen Justiz – Szenen aus der Provinz, in: *Neue Juristische Wochenschrift – Computer und Recht NJW–CoR* 1999, 359–363
- Ulrich VULTEJUS, Unterschiedliche Leistungen der Justizminister, in: *Zeitschrift für Rechtspolitik ZRP* 1997, p. 433–435
- Ulrich VULTEJUS, Unterschiedliche Leistungen der Justizminister, in: *Zeitschrift für Rechtspolitik ZRP* 1998, p. 164 s.
- Christian WAGNER, Privatisierung im Justizvollzug–Ein Konzept für die Zukunft, in: *Zeitschrift für Rechtspolitik* 2000, p. 169 s.

### **III. Documents budgétaires**

- Bundshaushaltsplan, Einzelplan 07: Geschäftsbereich des Bundesministeriums der Justiz, 1993–1997
- Bundshaushaltsplan, Einzelplan 20: Bundesrechnungshof, 1990–1997
- Staatshaushaltsplan für das Land Baden–Württemberg, Einzelplan 05: Justizministerium, 1992–1997
- Haushaltsplan für den Freistaat Bayern, Einzelplan 04: Bayerisches Staatsministerium der Justiz, 1992–1997
- Haushaltsplan für das Land Berlin, Einzelplan 06: Senatsverwaltung für Justiz, 1993–1997

Haushaltsplan für das Land Brandenburg, Einzelplan 04: Ministerium der Justiz, 1993–1997

Haushaltsplan der Freien Hansestadt Bremen, Einzelplan 01: Justiz und Verfassung, 1993–1997

Haushaltsplan der Freien und Hansestadt Hamburg, Einzelplan 02: Justizbehörde, 1993–1997

Landeshaushaltsplan Hessen, Einzelplan 05: Geschäftsbereich des Ministeriums der Justiz, 1993–1997

Landeshaushaltsplan Mecklenburg–Vorpommern, Einzelplan 09: Geschäftsbereich des Ministeriums für Justiz, Bundes- und Europaangelegenheiten, 1993–1997

Haushaltsplan des Landes Niedersachsen, Einzelplan 11: Geschäftsbereich des Justizministeriums, 1993–1997

Haushaltsplan des Landes Nordrhein–Westfalen, Einzelplan 04: Geschäftsbereich des Justizministeriums, 1993–1997

Haushaltsplan des Landes Rheinland–Pfalz, Einzelplan 05: Ministerium der Justiz, 1993–1997

Haushaltsplan des Saarlandes, Einzelplan 05: Geschäftsbereich des Ministeriums der Justiz, 1990–1997

Haushaltsplan des Saarlandes, Einzelplan 07: Geschäftsbereich des Ministeriums für Frauen, Arbeit, Gesundheit und Soziales, 1990–1997

Haushaltsplan des Saarlandes, Einzelplan 18: Verfassungsgerichtshof, 1990–1997

Haushaltsplan des Freistaats Sachsen, Einzelplan 06: Geschäftsbereich des Staatsministeriums der Justiz, 1993–1997

Haushaltsplan des Landes Sachsen–Anhalt, Einzelplan 11: Ministerium der Justiz, 1993–1997

Landeshaushaltsplan Schleswig–Holstein, Einzelplan 09: Geschäftsbereich des Justizministeriums, 1993–1997

Landeshaushaltsplan Thüringen, Einzelplan 05: Geschäftsbereich des Justizministeriums, 1993–1997



## **DEUXIÈME PARTIE : DOCUMENTS BRUTS SUR LES BUDGETS DE LA JUSTICE EN ALLEMAGNE**

### **SÉRIE A : LES BUDGETS DE LA JUSTICE EN ALLEMAGNE SELON LE PÉRIMÈTRE ET LA GRILLE DE PRÉSENTATION RETENUS PAR LE GROUPE DE RECHERCHE (1990 – 1997)**

- 1– Explication du contenu de la grille générale de présentation**
- 2– Budget de la Justice 1997**
- 3– Budget de la Justice 1996**
- 4– Budget de la Justice 1995**
- 5– Budget de la Justice 1994**
- 6– Budget de la Justice 1993**
- 7– Budget de la Justice 1992**
- 8– Budget de la Justice 1991**
- 9– Budget de la Justice 1990**

### **SÉRIE B : DOCUMENTS DIVERS**

- 1– Contenu de la fonction justice (05) dans la présentation fonctionnelle allemande**
- 2– Nombre de juridictions des Länder (1990–1997) par catégories et par Land**
- 3– Dépenses d'indemnisation des juges non-professionnels (Bade–Wurtemberg, Rhénanie–Palatinat)**
- 4– Coûts de la protection judiciaire de la jeunesse**
- 5– Dépenses pour les ministères de la justice dans la Fédération et les Länder**
- 6– Dépenses pour l'arbitrage**
- 7– Dépenses générales de formation des juristes, imputées sur le budget des ministères de la justice des Länder**
- 8– Rapport allemand sur l'informatisation de la justice civile au XI<sup>e</sup> Congrès mondial de droit processuel (Vienne, 1999)**

## **A. LES BUDGETS DE LA JUSTICE EN ALLEMAGNE**

### **1– Explication du contenu de la grille générale de présentation**

La grille générale de présentation se compose de 5 tableaux :

1. Tableau de synthèse
2. Budget de la juridiction ordinaire
3. Budget des juridictions du travail et du contentieux social
4. Budget de la juridiction administrative (juridiction administrative stricto sensu et justice financière, contentieux social non inclus)
5. Budget des autres juridictions

La raison d'être de cet éclatement qui ne respecte pas le classement des juridictions selon les deux grandes familles habituelles, réside dans le fait que les éléments statistiques dont nous disposons font apparaître dans un même groupe les juridictions du travail (droit privé) et les juridictions sociales (droit public).

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHESE (explications)

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnel -le	
			AP	CP	AP	CP		
I : FINANCEMENTS PUBLICS A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération A-9 Länder	Dépenses de personnel (dans les Länder . arbitrage non compris)	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes (dans les Länder arbitrage non compris)	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés (dans les Länder : arbitrage non compris)	non isolable sur le plan budgétaire	
TOTAL I-A	dépenses brutes apurées							
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition	Dépenses des arrondissements pour la Protection judiciaire de la jeunesse dépenses des services de la jeunesse , au niveau des arrondissements ou des communes relevant d'un arrondissement dépourvu de tels services.							
	Dépenses de personnel	Prestation aux ayant-droits, autres dépenses courantes et exceptionnelles	-	Dépenses d'investissement	-	Subventions à des organismes privés		
TOTAL I-B	dépenses brutes apurées							
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)	dépenses brutes apurées							
II FINANCEMENTS PRIVES II-A Auxiliaires de justice II-B Tribunaux de commerce II-C Autres	non évaluables							
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE JUDICIAIRE : JURIDICTION ORDINAIRE (explications)

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnel -le	
			AP	CP	AP	CP		
I : JURIDICTIONS JUDICIAIRES A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération A-9 Länder	Juridiction ordinaire et ministère public, y compris administration de la justice (sans jurid. du travail)							
	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés	non isolable sur le plan budgétaire	
TOTAL I-A	dépenses brutes apurées							



B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau								
TOTAL I-B									
TOTAL I =A + B	dépenses brutes apurées								
II SERVICES PENITENTIAIRES A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération A-9 Länder	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés			
TOTAL II A	dépenses brutes apurées								
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu	Pas de dépenses à ce niveau								
TOTAL II B									
TOTAL II =A + B	dépenses brutes apurées								
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération A-9 Länder	Dépenses de personnel	Prestation aux ayant-droits, autres dépenses courantes et exceptionnelles	-	Dépenses d'investissement	-	Subventions à des organismes privés			
TOTAL III A	dépenses brutes apurées								
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Dépenses des arrondissements pour la Protection judiciaire de la jeunesse dépenses des services de la jeunesse , au niveau des arrondissements ou des communes relevant d'un arrondissement dépourvu de tels services.								
	Dépenses de personnel	Prestation aux ayant-droits, autres dépenses courantes et exceptionnelles	-	Dépenses d'investissement	-	Subventions à des organismes privés			
TOTAL III B	dépenses brutes apurées								
TOTAL III =A + B	dépenses brutes apurées								
IV ADMINISTRATION CENTRALE A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération A-9 Länder	Compris dans les dépenses de la juridiction ordinaire								
TOTAL IV A									
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau								
TOTAL IV B									
TOTAL IV =A + B									
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV	dépenses brutes apurées								

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL (explications)

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnell e	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération A-9 Länder	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés	non isolable sur le plan budgétaire	
TOTAL I-A	dépenses brutes apurées							
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau							
TOTAL I-B								
TOTAL I = A + B	dépenses brutes apurées							
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE A- ETAT A-8 Fédération A-9 Länder	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés	non isolable sur le plan budgétaire	
TOTAL II-A	dépenses brutes apurées							
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau							
TOTAL II-B								
TOTAL II = A + B	dépenses brutes apurées							
TOTAL I+II	dépenses brutes apurées							



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu, et justice financière, contentieux social non inclus) (explications)

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I. Tribunal des Conflits	Pas d'équivalent en RFA							
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération A-9 Länder	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés	non isolable sur le plan budgétaire	
TOTAL I-A	dépenses brutes apurées							
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau							
TOTAL I-B								
TOTAL I = A + B	dépenses brutes apurées							
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière A- ETAT A-8 Fédération A-9 Länder	Les dépenses de première et seconde instance n'ont pu être isolées							
	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés	non isolable sur le plan budgétaire	
TOTAL II-A	dépenses brutes apurées							
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau							
TOTAL II-B								
TOTAL II = A + B	dépenses brutes apurées							
TOTAL I+II	dépenses brutes apurées							

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS (explications)

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Équipement direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I. JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération (BVerfG) A-9 Länder	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés	non isolable sur le plan budgétaire	
TOTAL I-A	dépenses brutes apurées							
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau							
TOTAL I-B								
TOTAL I =A + B	dépenses brutes apurées							
II COURS DES COMPTES A- ETAT A-8 Fédération A-9 Länder	Non isolable, car englobé au sein de la fonction 011 dans la présentation fonctionnelle des budgets publics (Politische Führung)							
TOTAL II-A								
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Non isolable, car englobé au sein de la fonction 011 dans la présentation fonctionnelle des budgets publics (Politische Führung)							
TOTAL II-B								
TOTAL II =A + B								
TOTAL I+II								
III. Bundespatentamt A- ETAT (Bund + Länder) A-8 Fédération (BVerfG) A-9 Länder	Contient également les dépenses du tribunal fédéral des brevets. Il s'agit ici des dépenses prévus au budget, et non des comptes apurés.							
	Dépenses de personnel	Entretien du patrimoine immobilier, exploitation des terrains, autres dépenses courantes	-	Mesures de construction, acquisitions de biens mobiliers et immobiliers	-	Versements à d'autres budgets publics ou privés	non isolable sur le plan budgétaire	
Total III-A	dépenses brutes apurées							
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	Pas de dépenses à ce niveau							
Total III-B								
Total III = A+B	dépenses brutes apurées							
Total I+III	dépenses brutes apurées							
Total I+II+III								



## 2- Budget de la Justice 1997

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHESE 1997 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	Pjj et ministères inclus
AP			CP	AP	CP			
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	10,925	4,775	non	0,882	non	0,442	non	19,027
A-8 Fédération	0,395	0,117	disp.	0,092	disp.	0,017	disp.	0,754
A-9 Länder	10,530	4,658		0,790		0,425		18,273
TOTAL I-A	10,925	4,775		0,882		0,442		19,027
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.			non disp.		non disp.		0	7,538
TOTAL I-B							0	7,538
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								26,565
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE JUDICIAIRE : JURIDICTION ORDINAIRE 1997 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS JUDICIAIRES								
A- ETAT	7,325	3,448	non	0,384	non	0,202	non	11,359
A-8 Fédération	0,117	0,027	disp.	0,037	disp.	0,015	disp.	0,196
A-9 Länder	7,208	3,421		0,347		0,187		11,163
TOTAL I-A	7,325	3,448		0,384		0,202		11,359
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I =A + B	7,325	3,448		0,384		0,202		11,359
II SERVICES PENITENTIAIRES								
A- ETAT (Bund + Länder)	2,225	0,828	non	0,397	non	0,211	non	3,663
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	2,225	0,828		0,397		0,211		3,663
TOTAL II A	2,225	0,828		0,397		0,211		3,663
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B	2,225	0,828		0,397		0,211		3,663
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE								
A- ETAT (Bund + Länder)								1,555
A-8 Fédération								0,032
A-9 Länder								1,523
TOTAL III A								1,555



B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.									7,538
TOTAL III B									7,538
TOTAL III =A + B									9,093
IV ADMINISTRATION CENTRALE									
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	0		0,448
A-8 Fédération	0,074	0,018	disp.	0,003	disp.	0,006	0		0,101
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0		0,347
TOTAL IV A									0,448
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0		0
TOTAL IV B	0	0	0	0	0	0	0		0
TOTAL IV =A + B									0,448
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV									24,563

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1997 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
				AP	CP	AP	CP	tionnelle
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,036	0,004	non	0,018	non	0	non	0,057
A-8 Fédération	0,036	0,004	disp.	0,018	disp.	0	disp.	0,057
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,036	0,004		0,018		0		0,057
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I =A + B	0,036	0,004		0,018		0		0,057
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,544	0,291	non	0,026	non	0	non	0,862
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,544	0,291		0,026		0		0,862
TOTAL II-A	0,544	0,291		0,026		0		0,862
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B	0,544	0,291		0,026		0		0,862
TOTAL I+II	0,580	0,295		0,044		0		0,919



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière, contentieux social non inclus) 1997 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,048	0,004	non	0,001	non	0	non	0,054
A-8 Fédération	0,048	0,004	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,054
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,048	0,004		0,001		0		0,054
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I =A + B	0,048	0,004		0,001		0		0,054
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,525	0,096	non	0,020	non	0,003	non	0,643
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,525	0,096		0,020		0,003		0,643
TOTAL II-A	0,525	0,096		0,020		0,003		0,643
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B	0,525	0,096		0,020		0,003		0,643
TOTAL I+II	0,573	0,100		0,021		0,003		0,697

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1997 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,023	0,004	non	0,005	non	0	non	0,032
A-8 Fédération (BVerfG)	0,021	0,003	disp.	0,005	disp.	0	disp.	0,029
A-9 Länder	0,002	0,001		0		0		0,003
<b>TOTAL I-A</b>	<b>0,023</b>	<b>0,004</b>		<b>0,005</b>		<b>0</b>		<b>0,032</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL I-B</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>	<b>0,023</b>	<b>0,004</b>		<b>0,005</b>		<b>0</b>		<b>0,032</b>
<b>II COUR DES COMPTES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.
A-8 Fédération	0,059	0,007	disp.	0,010	disp.	0,001	disp.	0,077
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.		n.disp.
<b>TOTAL II-A</b>	<b>0,059</b>	<b>0,007</b>		<b>0,010</b>		<b>0,001</b>		<b>0,077</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL II-B</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>	<b>0,059</b>	<b>0,007</b>		<b>0,010</b>		<b>0,001</b>		<b>0,077</b>
<b>III Bundespatentamt</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,178	0,068	non	0,036	non	0,002	non	0,284
A-8 Fédération	0,178	0,068	disp.	0,036	disp.	0,002	disp.	0,284
A-9 Länder	0	0		0		0		0
<b>TOTAL III-A</b>	<b>0,178</b>	<b>0,068</b>		<b>0,036</b>		<b>0,002</b>		<b>0,284</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0



TOTAL III-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL III =A + B	0,178	0,068		0,036		0,002		0,284
TOTAL I+II	0,082	0,011		0,015		0,001		0,109
TOTAL I+II+III	0,260	0,079		0,051		0,003		0,393

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1997 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	Pjj et ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	5,562	2,431	non	0,449	non	0,225	non	9,687
A-8 Fédération	0,201	0,060	disp.	0,047	disp.	0,009	disp.	0,384
A-9 Länder	5,361	2,371		0,402		0,216		9,303
TOTAL I-A	5,562	2,431		0,449		0,225		9,687
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.			non disp.		non disp.		0	3,837
TOTAL I-B							0	3,837
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								13,524
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.



2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE JUDICIAIRE : JURIDICTION ORDINAIRE 1997 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
AP			CP	AP	CP	tionnelle		
I JURIDICTIONS JUDICIAIRES								
A- ETAT	3,729	1,755	non	0,196	non	0,103	non	5,783
A-8 Fédération	0,060	0,014	disp.	0,019	disp.	0,008	disp.	0,100
A-9 Länder	3,669	1,741		1,177		0,095		5,683
TOTAL I-A	3,729	1,755		0,196		0,103		5,783
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I =A + B	3,729	1,755		0,196		0,103		5,783
II SERVICES PENITENTIAIRES								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,133	0,422	non	0,202	non	0,107	non	1,865
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	1,133	0,422		0,202		0,107		1,865
TOTAL II A	1,133	0,422		0,202		0,107		1,865
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B	1,113	0,422		0,202		0,107		1,865
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE								
A- ETAT (Bund + Länder)								0,792
A-8 Fédération								0,016
A-9 Länder								0,775
TOTAL III A								0,792

B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								3,837
TOTAL III B								3,837
TOTAL III =A + B								4,629
IV ADMINISTRATION CENTRALE A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	0	0,228
A-8 Fédération	0,038	0,009	disp.	0,002	disp.	0,003	0	0,051
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,177
TOTAL IV A								0,228
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IV B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IV =A + B								
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								12,504



3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1997 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
				AP	CP	AP	CP	tionnelle
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,018	0,002	non	0,009	non	0	non	0,029
A-8 Fédération	0,018	0,002	disp.	0,009	disp.	0	disp.	0,029
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,018	0,002		0,009		0		0,029
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I =A + B	0,018	0,002		0,009		0		0,029
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,277	0,148	non	0,013	non	0	non	0,439
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,277	0,148		0,013		0		0,439
TOTAL II-A	0,277	0,148		0,013		0		0,439
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B	0,277	0,148		0,013		0		0,439
TOTAL I+II	0,295	0,150		0,022		0		0,468

4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière, contentieux social non inclus) 1997 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,024	0,002	non	0,001	non	0	non	0,027
A-8 Fédération	0,024	0,002	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,027
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,024	0,002		0,001		0		0,027
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I =A + B	0,024	0,002		0,001		0		0,027
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,267	0,049	non	0,010	non	0,002	non	0,327
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,267	0,049		0,010		0,002		0,327
TOTAL II-A	0,267	0,049		0,010		0,002		0,327
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B	0,267	0,049		0,010		0,002		0,327
TOTAL I+II	0,292	0,051		0,011		0,003		0,355



5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1997 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
				AP	CP	AP	CP	tionnelle
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,012	0,002	non	0,003	non	0	non	0,016
A-8 Fédération (BVerfG)	0,011	0,002	disp.	0,003	disp.	0	disp.	0,015
A-9 Länder	0,001	0,001		0		0		0,002
TOTAL I-A	0,012	0,002		0,003		0		0,016
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I =A + B	0,012	0,002		0,003		0		0,016
II COUR DES COMPTES								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.
A-8 Fédération	0,030	0,004	disp.	0,005	disp.	0,001	disp.	0,039
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.		n.disp.
TOTAL II-A	0,030	0,004		0,005		0,001		0,039
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B	0,030	0,004		0,005		0,001		0,039
III Bundespatentamt								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,091	0,035	non	0,018	non	0,001	non	0,145
A-8 Fédération	0,091	0,035	disp.	0,018	disp.	0,001	disp.	0,145
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,091	0,035		0,018		0,001		0,145
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0

TOTAL III-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL III =A + B	0,091	0,035		0,018		0,001		0,145
TOTAL I+II	0,042	0,006		0,008		0,001		0,056
TOTAL I+II+III	0,132	0,040		0,026		0,002		0,200



## 3- Budget de la Justice 1996

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHESE 1996 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT (Bund + Länder)	10,953	5,289	non disp.	0,857	non disp.	0,910	non disp.	18,454
A-8 Fédération	0,395	0,120		0,081		0,045		0,739
A-9 Länder	10,558	5,169		0,776		0,865		17,715
TOTAL I-A	10,953	5,289		0,857		0,910		18,454
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,757	5,849	non disp.	0,023	non disp.	0,303	non disp.	6,932
TOTAL I-B	0,757	5,849		0,023		0,303		6,932
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)	11,710	11,138		0,880		1,213		25,386
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1996 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	7,257	3,214	non disp.	0,360	non disp.	0,232	non disp.	11,063
A-8 Fédération	0,114	0,024	disp.	0,038	disp.	0,014	disp.	0,190
A-9 Länder	7,143	3,190		0,322		0,218		10,873
<b>TOTAL I-A</b>	<b>7,257</b>	<b>3,214</b>		<b>0,360</b>		<b>0,232</b>		<b>11,063</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>11,063</b>
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	2,221	0,782	non disp.	0,400	non disp.	0,209		3,612
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0		0
A-9 Länder	2,221	0,782		0,400		0,209	0	3,612
<b>TOTAL II A</b>	<b>2,221</b>	<b>0,782</b>		<b>0,400</b>		<b>0,209</b>	<b>0</b>	<b>3,612</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>3,612</b>
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,122	0,831	non disp.	0,003	non disp.	0,484		1,440
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0,029		0,029
A-9 Länder	0,122	0,831		0,003		0,455	0	1,411
<b>TOTAL III A</b>	<b>0,122</b>	<b>0,831</b>		<b>0,003</b>		<b>0,484</b>	<b>0</b>	<b>1,410</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,757	5,849	non disp.	0,023	non disp.	0,303	0	6,932
<b>TOTAL III B</b>	<b>0,757</b>	<b>5,849</b>		<b>0,023</b>		<b>0,303</b>	<b>0</b>	<b>6,960</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>	<b>0,879</b>	<b>6,680</b>		<b>0,026</b>		<b>0,787</b>	<b>0</b>	<b>8,371</b>
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	0,445
A-8 Fédération	0,076	0,018	disp.	0,004	disp.	0	0	0,098
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,347



TOTAL IV A								0,445
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IV B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IV =A + B								0,445
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								23,491

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1996 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,035	0,004	non	0,002	non	0	non	0,041
A-8 Fédération	0,035	0,004	disp.	0,002	disp.	0	disp.	0,041
A-9 Länder	0	0		0		0	.	0
TOTAL I-A	0,035	0,004		0,002		0		0,041
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,041
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,533	0,267	non	0,026.	non	0	non disp.	0,826
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0		0
A-9 Länder	0,533	0,267		0,026		0		0,826
TOTAL II-A	0,533	0,267		0,026		0		0,826
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,826
TOTAL I+II	0,568	0,271		0,028		0		0,867



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière, contentieux social non inclus) 1996 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,048	0,004	non disp.	0,003	non disp.	0	non disp.	0,055
A-8 Fédération	0,048	0,004		0,003		0		0,055
A-9 Länder	0	0		0		0		0
<b>TOTAL I-A</b>	<b>0,048</b>	<b>0,004</b>		<b>0,003</b>		<b>0</b>		<b>0,055</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>0,055</b>
<b>II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,521	0,095	non disp.	0,025.	non disp.	0	non disp.	0,641
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,521	0,095		0,025		0		0,641
<b>TOTAL II-A</b>	<b>0,521</b>	<b>0,095</b>		<b>0,025</b>		<b>0</b>		<b>0,641</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL II-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>0,641</b>
<b>TOTAL I+II</b>	<b>0,569</b>	<b>0,099</b>		<b>0,028</b>		<b>0</b>		<b>0,696</b>

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1996 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,023	0,003	non disp.	0,004	non disp.	0	non disp.	0,030
A-8 Fédération (BVerfG)	0,021	0,003		0,004		0		0,028
A-9 Länder	0,002	0		0		0		0,002
TOTAL I-A	0,023	0,003		0,004		0		0,030
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,030
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,062	0,007		0,001		0,008	0	0,078
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,078
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B								0,078
III Bundespatentamt								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,181	0,069	non disp.	0,047	non disp.	0,003	non disp.	0,300
A-8 Fédération	0,181	0,069		0,047		0,003		0,300
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,181	0,069		0,047		0,003		0,300
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL III-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL III =A + B	0,181	0,069		0,047		0,003		0,300
TOTAL I+III	0,204	0,072		0,051		0,003		0,330
TOTAL I+II+III								0,408



1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1996 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT (Bund + Länder)	5,736	2,770	non disp.	0,449	non disp.	0,477	non disp.	9,664
A-8 Fédération	0,207	0,063		0,042		0,024		0,387
A-9 Länder	5,529	2,707		0,406		0,453		9,277
TOTAL I-A	5,736	2,770		0,449		0,477		9,664
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,396	3,063	non disp.	0,012	non disp.	0,159	non disp.	3,630
TOTAL I-B	0,396	3,063		0,012		0,159		3,630
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)	6,132	5,833		0,461		0,636		13,294
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1996 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
			AP	CP	AP	CP	tionnelle	
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	3,800	1,683	non disp.	0,189	non disp.	0,122	non disp.	5,794
A-8 Fédération	0,060	0,013		0,02		0,007		0,100
A-9 Länder	3,741	1,671		0,169		0,114		5,694
<b>TOTAL I-A</b>	<b>3,800</b>	<b>1,683</b>		<b>0,189</b>		<b>0,122</b>		<b>5,794</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>5,794</b>
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,163	0,410	non disp.	0,210	non disp.	0,109		1,892
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	1,163	0,410		0,210		0,109	0	1,892
<b>TOTAL II A</b>	<b>1,163</b>	<b>0,410</b>		<b>0,210</b>		<b>0,109</b>	<b>0</b>	<b>1,892</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>1,892</b>
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,064	0,435	non disp.	0,002	non disp.	0,254		0,754
A-8 Fédération	0	0		0		0,015		0,015
A-9 Länder	0,064	0,435		0,002		0,238	0	0,739
<b>TOTAL III A</b>	<b>0,064</b>	<b>0,435</b>		<b>0,002</b>		<b>0,254</b>	<b>0</b>	<b>0,754</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,396	3,063	non disp.	0,012	non disp.	0,159	0	3,630
<b>TOTAL III B</b>	<b>0,396</b>	<b>3,063</b>		<b>0,012</b>		<b>0,159</b>	<b>0</b>	<b>3,645</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>	<b>0,460</b>	<b>3,498</b>		<b>0,014</b>		<b>0,412</b>	<b>0</b>	<b>4,384</b>
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	0,233
A-8 Fédération	0,040	0,009	non disp.	0,002	non disp.	0	0	0,051
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,182



TOTAL IV A								0,233
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IV B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IV =A + B								0,233
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								12,302

**3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1996 en milliards de Ecu**

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,018	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,021
A-8 Fédération	0,018	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,021
A-9 Länder	0	0		0		0		0
<b>TOTAL I-A</b>	<b>0,018</b>	<b>0,002</b>		<b>0,001</b>		<b>0</b>		<b>0,021</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>0,021</b>
<b>II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,279	0,14	non disp.	0,14	non disp.	0	non disp.	0,433
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0		0
A-9 Länder	0,279	0,14		0,14		0		0,433
<b>TOTAL II-A</b>	<b>0,279</b>	<b>0,14</b>		<b>0,14</b>		<b>0</b>		<b>0,433</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL II-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>0,433</b>
<b>TOTAL I+II</b>	<b>0,297</b>	<b>0,142</b>		<b>0,15</b>		<b>0</b>		<b>0,454</b>



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière, contentieux social non inclus) 1996 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
II JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,025	0,002	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,288
A-8 Fédération	0,025	0,002		0,002		0		0,288
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL II-A	0,025	0,002		0,002		0		0,288
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,288
IV TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,273	0,05	non disp.	0,13	non disp.	0	non disp.	0,336
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,273	0,05		0,13		0		0,336
TOTAL IV-A	0,273	0,05		0,13		0		0,336
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV-B								0
TOTAL IV =A + B								0,336
TOTAL II+IV	0,298	0,052		0,015		0		0,365

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1996 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,012	0,002	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,016
A-8 Fédération (BVerfG)	0,011	0,002		0,002		0		0,015
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
TOTAL I-A	0,012	0,002		0,002		0		0,016
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,016
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.		n.disp.
A-8 Fédération	0,032	0,004		0,001		0,004		0,041
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.		n.disp.
TOTAL II-A								0,041
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL II =A + B								0,041
III Bundespatentamt								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,095	0,036	non disp.	0,025	non disp.	0,002	non disp.	0,157
A-8 Fédération	0,095	0,036		0,025		0,002		0,157
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,095	0,036		0,025		0,002		0,157
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL III-B	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL III =A + B	0,095	0,036		0,025		0,002		0,157
TOTAL I+III	0,107	0,038		0,027		0,002		0,174
TOTAL I+II+III								0,214



## 4- Budget de la Justice 1995

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1995 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
<b>I FINANCEMENTS PUBLICS</b>								
A- ETAT	10,878	4,872	non disp.	0,855	non disp.	0,790	non disp.	17,825
A-8 Bund	0,390	0,106	non disp.	0,060	non disp.	0,057	non disp.	0,712
A-9 Länder	10,488	4,766		0,795		0,733		17,113
<b>TOTAL I-A</b>	10,878	4,872		0,855		0,790		17,825
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,844	5,526	non disp.	0,032	non disp.	0,322	0	6,724
<b>TOTAL I-B</b>	0,844	5,526		0,032		0,322	0	6,643
<b>TOTAL PUBLIC (I) (A + B)</b>	11,722	10,398		0,887		1,112		24,468
<b>II FINANCEMENTS PRIVES</b>								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
<b>TOTAL II</b>								
<b>TOTAL (I + II)</b>								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1995 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS JUDICIAIRES								
A- ETAT	7,211	2,940	non disp.	0,380	non disp.	0,227	non disp.	10,758
A-8 Fédération	0,112	0,022		0,025		0,025		0,184
A-9 Länder	7,099	2,918		0,355		0,202		10,574
TOTAL I-A	7,211	2,940		0,380		0,227		10,758
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								10,758
II SERVICES PENITENTIAIRES								
A- ETAT (Bund + Länder)	2,186	0,768	non disp.	0,383	non disp.	0,224	0	3,561
A-8 Fédération	0	0		0		0	0	0
A-9 Länder	2,186	0,768		0,383		0,224	0	3,561
TOTAL II A	2,186	0,768		0,383		0,224	0	3,561
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
TOTAL II B								0
TOTAL II =A + B								3,561
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,192	0,751	non disp.	0,003	non disp.	0,346	0	1,292
A-8 Fédération	0	0		0		0,028	0	0,028
A-9 Länder	0,192	0,751		0,003		0,318	0	1,264
TOTAL III A	0,192	0,751		0,003		0,346	0	1,292
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,844	5,526	non disp.	0,032	non disp.	0,322	0	6,724
TOTAL III B	0,844	5,526		0,032		0,322	0	6,643
TOTAL III =A + B	1,036	6,277		0,035		0,668	0	7,935
IV ADMINISTRATION CENTRALE								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	0	0	0,430
A-8 Fédération	0,076	0,018		0,004		0	0	0,098
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		0	0	0,331



TOTAL IV A								0,430
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,430
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								22,684

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1995 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,034	0,004	non	0,001	non	0	non	0,039
A-8 Fédération	0,034	0,004	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,039
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,034	0,004		0,001		0		0,039
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,039
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,496	0,239	non	0,028	non	0	non	0,763
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,496	0,239		0,028		0		0,763
TOTAL II-A	0,496	0,239				0		0,763
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,763
TOTAL I+II	0,530	0,243		0,029		0		0,802



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1995 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,047	0,005	non	0,005	non	0	non	0,057
A-8 Fédération	0,047	0,005	disp.	0,005	disp.	0	disp.	0,057
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,047	0,005		0,005		0		0,057
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,057
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,503	0,089	non	0,025	non	0	non	0,617
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,503	0,089		0,025		0		0,617
TOTAL II-A	0,503	0,089		0,025		0		0,617
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,617
TOTAL I+II	0,550	0,094		0,030		0		0,674

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1995 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,022	0,004	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,028
A-8 Fédération (BVerfG)	0,020	0,003		0,002		0		0,025
A-9 Länder	0,002	0,001		0		0		0,003
TOTAL I-A	0,022	0,004		0,002		0		0,028
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,028
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,060	0,007		0,001		0,001	0	0,069
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,069
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,069
III Bundespatentamt								
A- ETAT	0,181	0,069	non disp.	0,047	non disp.	0,003	non disp.	0,300
A-8 Fédération	0,181	0,069		0,047		0,003		0,300
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,181	0,069		0,047		0,003		0,301
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								0,301
TOTAL I+III	0,203	0,073		0,049		0,003		0,329
TOTAL I+II+III								0,398



1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1995 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	5,805	2,601	non disp.	0,456	non disp.	0,421	non disp.	9,513
A-8 Bund	0,208	0,057		0,032		0,030		0,380
A-9 Länder	5,597	2,544		0,424		0,391		9,133
TOTAL I-A	5,805	2,601		0,456		0,421		9,513
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,450	2,949	non disp.	0,017	non disp.	0,172	0	3,588
TOTAL I-B	0,450	2,949		0,017		0,172	0	3,546
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)	6,255	5,550		0,473		0,593		13,059
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1995 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS JUDICIAIRES								
A- ETAT	3,849	1,569	non disp.	0,203	non disp.	0,121	non disp.	5,742
A-8 Fédération	0,060	0,012	non disp.	0,013	non disp.	0,013	non disp.	0,098
A-9 Länder	3,789	1,557		0,190		0,108		5,644
TOTAL I-A	3,849	1,569		0,203		0,121		5,742
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								5,742
II SERVICES PENITENTIAIRES								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,167	0,410	non disp.	0,204	non disp.	0,120	0	1,901
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0	0	0
A-9 Länder	1,167	0,410		0,204		0,120	0	1,901
TOTAL II A	1,167	0,410		0,204		0,120	0	1,901
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
TOTAL II B								0
TOTAL II =A + B								1,901
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,102	0,401	non disp.	0,002	non disp.	0,185	0	0,690
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0,015	0	0,015
A-9 Länder	0,102	0,401		0,002		0,170	0	0,675
TOTAL III A	0,102	0,401		0,002		0,185	0	0,690
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,450	2,949	non disp.	0,017	non disp.	0,172	0	3,588
TOTAL III B	0,450	2,949		0,017		0,172	0	3,546
TOTAL III =A + B	0,552	3,350		0,019		0,357	0	4,236
IV ADMINISTRATION CENTRALE								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	0	0	0,230
A-8 Fédération	0,041	0,010	non disp.	0,002	non disp.	0	0	0,053
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		0	0	0,177



TOTAL IV A						0	0	0,230
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,230
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								12,109

**3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1995 en milliards de Ecu**

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,018	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,021
A-8 Fédération	0,018	0,002		0,001		0		0,021
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,018	0,002		0,001		0		0,021
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,021
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,265	0,128	non disp.	0,015	non disp.	0	non disp.	0,408
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,265	0,128		0,015		0		0,408
TOTAL II-A	0,265	0,128		0,015		0		0,408
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,408
TOTAL I+II	0,283	0,130		0,016		0		0,429



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1995 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
			AP	CP	AP	CP	tionnelle	
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,025	0,003	non disp.	0,003	non disp.	0	non disp.	0,031
A-8 Fédération	0,025	0,003	non disp.	0,003	non disp.	0	non disp.	0,031
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,025	0,003		0,003		0		0,031
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,031
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,268	0,048	non disp.	0,013	non disp.	0	non disp.	0,329
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0	non disp.	0
A-9 Länder	0,268	0,048		0,013		0		0,329
TOTAL II-A	0,268	0,048		0,013		0		0,329
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,329
TOTAL I+II	0,293	0,050		0,016		0		0,360

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1995 en milliards de Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES</b>								
A- ETAT	0,012	0,002	non	0,001	non	0	non	0,015
A-8 Fédération (BVerfG)	0,011	0,002	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,013
A-9 Länder	0,001	0,001		0		0		0,002
<b>TOTAL I-A</b>	<b>0,012</b>	<b>0,002</b>		<b>0,001</b>		<b>0</b>		<b>0,015</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>0,015</b>
<b>II COURS DES COMPTES</b>								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,032	0,004	disp.	0,001	disp.	0,001	0	0,037
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
<b>TOTAL II-A</b>								<b>0,037</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL II-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>0,037</b>
<b>III Bundespatentamt</b>								
A- ETAT	0,097	0,037	non	0,025	non	0,002	non	0,160
A-8 Fédération	0,097	0,037	disp.	0,025	disp.	0,002	disp.	0,160
A-9 Länder	0	0		0		0		0
<b>TOTAL III-A</b>	<b>0,097</b>	<b>0,037</b>		<b>0,025</b>		<b>0,002</b>		<b>0,160</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL III-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>								<b>0,160</b>
<b>TOTAL I+III</b>								<b>0,175</b>
<b>TOTAL I+II+III</b>								<b>0,212</b>



## 5- Budget de la Justice 1994

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1994 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
<b>I FINANCEMENTS PUBLICS</b>								
A- ETAT	10,425	4,612	non disp.	0,880	non disp.	0,648	non disp.	16,984
A-8 Bund	0,383	0,117	disp.	0,033	disp.	0,045	disp.	0,677
A-9 Länder	10,042	4,495		0,847		0,603		16,307
<b>TOTAL I-A</b>	10,425	4,612		0,880		0,648		16,984
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,724	4,505	non disp.	0,032	non disp.	0,237	0	5,498
<b>TOTAL I-B</b>	0,724	4,505		0,032		0,237	0	5,957
<b>TOTAL PUBLIC (I) (A + B)</b>	11,149	9,117		0,912		0,885		22,991
<b>II FINANCEMENTS PRIVES</b>								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
<b>TOTAL II</b>								
<b>TOTAL (I + II)</b>								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1994 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT	6,879	2,621	non disp.	0,383	non disp.	0,185	non disp.	10,068
A-8 Fédération	0,110	0,023		0,006		0,008		0,147
A-9 Länder	6,769	2,598		0,377		0,177		9,921
<b>TOTAL I-A</b>	6,879	2,621		0,383		0,185		10,068
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								0
<b>TOTAL I =A + B</b>								10,068
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	2,069	0,730	non disp.	0,414	non disp.	0,193	0	3,406
A-8 Fédération	0	0		0		0	0	0
A-9 Länder	2,069	0,730		0,414		0,193	0	3,406
<b>TOTAL II A</b>	2,069	0,730		0,414		0,193	0	3,406
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								0
<b>TOTAL II =A + B</b>								3,406
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,248	0,877	non disp.	0,007	non disp.	0,312	0	1,444
A-8 Fédération	0	0		0		0,025	0	0,025
A-9 Länder	0,248	0,877		0,007		0,287	0	1,419
<b>TOTAL III A</b>	0,248	0,877		0,007		0,312	0	1,444
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,724	4,505	non disp.	0,032	non disp.	0,237	0	5,498
<b>TOTAL III B</b>	0,724	4,505		0,032		0,237	0	5,957
<b>TOTAL III =A + B</b>	0,972	5,382		0,039		0,549	0	7,401
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp	n.disp	non disp.	n.disp	non disp.	n.disp	0	0,419
A-8 Fédération	0,077	0,019		0,004		0	0	0,099
A-9 Länder	n.disp	n.disp		n.disp		n.disp	0	0,320



TOTAL IV A							0	0,419
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,419
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								21,294

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1994 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,033	0,004	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,038
A-8 Fédération	0,033	0,004		0,001		0		0,038
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,033	0,004		0,001		0		0,038
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,038
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,471	0,206	non disp.	0,024	non disp.	0	non disp.	0,701
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,471	0,206		0,024		0		0,701
TOTAL II-A	0,471	0,206		0,024		0		0,701
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								
TOTAL I+II	0,504	0,210		0,025		0		0,739



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1994 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,045	0,005	non	0,003	non	0	non	0,053
A-8 Fédération	0,045	0,005	disp.	0,003	disp.	0	disp.	0,053
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,045	0,005		0,003		0		0,053
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,053
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,475	0,083	non	0,025	non	0	non	0,583
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,475	0,083		0,025		0		0,583
TOTAL II-A	0,475	0,083		0,025		0		0,583
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,583
TOTAL I+II	0,520	0,088		0,028		0		0,636

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1994 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,021	0,003	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,026
A-8 Fédération (BVerfG)	0,019	0,003		0,002		0		0,024
A-9 Länder	0,002	0		0		0		0,002
TOTAL I-A	0,021	0,003		0,002		0		0,026
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,026
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp	n.disp	non disp.	n.disp	non disp.	n.disp	0	n.disp
A-8 Fédération	0,061	0,007		0,003		0	0	0,071
A-9 Länder	n.disp	n.disp		n.disp		n.disp	0	n.disp
TOTAL II-A								0,071
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,071
III Bundespatentamt								
A- ETAT	0,182	0,069	non disp.	0,039	non disp.	0,003	non disp.	0,293
A-8 Fédération	0,182	0,069		0,039		0,003		0,293
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,182	0,069		0,039		0,003		0,293
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								0,293
TOTAL I+III	0,203	0,072		0,041		0,003		0,319
TOTAL I+II+III								0,390



1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1994 en milliards de ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	5,417	2,396	non disp.	0,457	non disp.	0,337	non disp.	8,825
A-8 Bund	0,199	0,061		0,017		0,023		0,352
A-9 Länder	5,218	2,336		0,440		0,313		8,473
TOTAL I-A	5,417	2,396		0,457		0,337		8,825
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,376	2,341	non disp.	0,017	non disp.	0,123	0	2,857
TOTAL I-B	0,376	2,341		0,017		0,123	0	3,095
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)	5,793	4,737		0,474		0,460		11,946
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1994 en milliards de ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
				AP	CP	AP	CP	tionnelle
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT	3,574	1,362	non disp.	0,199	non disp.	0,096	non disp.	5,231
A-8 Fédération	0,057	0,012		0,003		0,004		0,076
A-9 Länder	3,517	1,350		0,196		0,092		5,155
<b>TOTAL I-A</b>	<b>3,574</b>	<b>1,362</b>		<b>0,199</b>		<b>0,096</b>		<b>5,231</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>5,231</b>
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,075	0,379	non disp.	0,215	non disp.	0,100	0	1,770
A-8 Fédération	0	0		0		0	0	0
A-9 Länder	1,075	0,379		0,215		0,100	0	1,770
<b>TOTAL II A</b>	<b>1,075</b>	<b>0,379</b>		<b>0,215</b>		<b>0,100</b>	<b>0</b>	<b>1,770</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>1,770</b>
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,129	0,456	non disp.	0,004	non disp.	0,162	0	0,750
A-8 Fédération	0	0		0		0,013	0	0,013
A-9 Länder	0,129	0,456		0,004		0,149	0	0,737
<b>TOTAL III A</b>	<b>0,129</b>	<b>0,456</b>		<b>0,004</b>		<b>0,162</b>	<b>0</b>	<b>0,750</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,376	2,341	non disp.	0,017	non disp.	0,123	0	2,857
<b>TOTAL III B</b>	<b>0,376</b>	<b>2,341</b>		<b>0,017</b>		<b>0,123</b>	<b>0</b>	<b>3,095</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>	<b>0,505</b>	<b>2,797</b>		<b>0,020</b>		<b>0,285</b>	<b>0</b>	<b>3,846</b>
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	0,218
A-8 Fédération	0,040	0,010		0,002		0	0	0,051
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,166



TOTAL IV A							0	0,218
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,218
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								11,065

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1994 en milliards de ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,017	0,002	non	0,001	non	0	non	0,020
A-8 Fédération	0,017	0,002	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,020
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,017	0,002		0,001		0		0,020
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,020
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,245	0,107	non	0,012	non	0	non	0,364
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,245	0,107		0,012		0		0,364
TOTAL II-A	0,245	0,107		0,012		0		0,364
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								
TOTAL I+II	0,262	0,109		0,013		0		0,384



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1994 en milliards de ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,023	0,003	non	0,002	non	0	non	0,028
A-8 Fédération	0,023	0,003	disp.	0,002	disp.	0	disp.	0,028
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,023	0,003		0,002		0		0,028
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,028
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,247	0,043	non	0,013	non	0	non	0,303
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,247	0,043		0,013		0		0,303
TOTAL II-A	0,247	0,043		0,013		0		0,303
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,303
TOTAL I+II	0,270	0,046		0,015		0		0,330

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1994 en milliards de ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,011	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,014
A-8 Fédération (BVerfG)	0,010	0,002		0,001		0		0,012
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
TOTAL I-A	0,011	0,002		0,001		0		0,014
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,014
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,032	0,004		0,002		0	0	0,037
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,037
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,037
III Bundespatentamt								
A- ETAT	0,095	0,036	non disp.	0,020	non disp.	0,002	non disp.	0,152
A-8 Fédération	0,095	0,036		0,020		0,002		0,152
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,095	0,036		0,020		0,002		0,152
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								0,152
TOTAL I+III	0,105	0,037		0,021		0,002		0,166
TOTAL I+II+III								0,203



## 6- Budget de la Justice 1993

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1993 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
<b>I FINANCEMENTS PUBLICS</b>								
A- ETAT	10,129	4,362	non disp.	0,808	non disp.	0,752	non disp.	16,455
A-8 Bund	0,388	0,114	non disp.	0,028	non disp.	0,154	non disp.	0,784
A-9 Länder	9,741	4,248		0,780		0,598		15,671
<b>TOTAL I-A</b>	10,129	4,362		0,808		0,752		16,455
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,734	4,362	non disp.	0,042	non disp.	0,197	0	5,335
<b>TOTAL I-B</b>	0,734	4,362		0,042		0,197	0	5,381
<b>TOTAL PUBLIC (I) (A + B)</b>								21,836
<b>II FINANCEMENTS PRIVES</b>								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
<b>TOTAL II</b>								
<b>TOTAL (I + II)</b>								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1993 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT	6,666	2,353	non disp.	0,368	non disp.	0,165	non disp.	9,552
A-8 Fédération	0,112	0,023		0,004		0,007		0,146
A-9 Länder	6,554	2,330		0,364		0,158		9,406
<b>TOTAL I-A</b>	<b>6,666</b>	<b>2,353</b>		<b>0,368</b>		<b>0,165</b>		<b>9,552</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>9,552</b>
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,992	0,678	non disp.	0,356	non disp.	0,171	0	3,197
A-8 Fédération	0	0		0		0	0	0
A-9 Länder	1,992	0,678		0,356		0,171	0	3,197
<b>TOTAL II A</b>	<b>1,992</b>	<b>0,678</b>		<b>0,356</b>		<b>0,171</b>	<b>0</b>	<b>3,197</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>3,197</b>
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,294	0,983	non disp.	0,025	non disp.	0,304	0	1,606
A-8 Fédération	0	0		0		0,026	0	0,026
A-9 Länder	0,294	0,983		0,025		0,278	0	1,580
<b>TOTAL III A</b>	<b>0,294</b>	<b>0,983</b>		<b>0,025</b>		<b>0,304</b>	<b>0</b>	<b>1,606</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,734	4,362	non disp.	0,042	non disp.	0,197	0	5,335
<b>TOTAL III B</b>	<b>0,734</b>	<b>4,362</b>		<b>0,042</b>		<b>0,197</b>	<b>0</b>	<b>5,381</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>	<b>1,028</b>	<b>5,345</b>		<b>0,067</b>		<b>0,501</b>	<b>0</b>	<b>6,987</b>
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	0,403
A-8 Fédération	0,076	0,022	disp.	0,001	disp.	0	0	0,099
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,304



TOTAL IV A							0	0,403
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,403
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								20,139

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1993 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,033	0,004	non disp.	0,001	non disp.	0,010	non disp.	0,048
A-8 Fédération	0,033	0,004		0,001		0,010		0,048
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,033	0,004		0,001		0,010		0,048
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,048
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,445	0,188	non disp.	0,017	non disp.	0	non disp.	0,650
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,445	0,188		0,017		0		0,650
TOTAL II-A	0,445	0,188		0,017		0		0,650
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,650
TOTAL I+II	0,478	0,192		0,018		0,010		0,698



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1993 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
				AP	CP	AP	CP	tionnelle
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,046	0,005	non	0,004	non	0	non	0,055
A-8 Fédération	0,046	0,005	disp.	0,004	disp.	0	disp.	0,055
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,046	0,005		0,004		0		0,055
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,055
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,445	0,066	non	0,017	non	0	non	0,528
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,445	0,066		0,017		0		0,528
TOTAL II-A	0,445	0,066		0,017		0		0,528
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,528
TOTAL I+II								0,583

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1993 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES</b>								
A- ETAT	0,019	0,003	non	0,001	non	0	non	0,023
A-8 Fédération (BVerfG)	0,018	0,003	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,022
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
<b>TOTAL I-A</b>	<b>0,019</b>	<b>0,003</b>		<b>0,001</b>		<b>0</b>		<b>0,023</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								0
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>0,023</b>
<b>II COURS DES COMPTES</b>								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,060	0,007	disp.	0,003	disp.	0	0	0,070
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
<b>TOTAL II-A</b>								<b>0,070</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL II-B</b>								0
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>0,070</b>
<b>III Bundespatentamt</b>								
A- ETAT	0,173	0,082	non	0,022	non	0,003	non	0,280
A-8 Fédération	0,173	0,082	disp.	0,022	disp.	0,003	disp.	0,280
A-9 Länder	0	0		0		0		0
<b>TOTAL III-A</b>	<b>0,173</b>	<b>0,082</b>		<b>0,022</b>		<b>0,003</b>		<b>0,280</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL III-B</b>								0
<b>TOTAL III =A + B</b>								<b>0,280</b>
<b>TOTAL I+III</b>	<b>0,192</b>	<b>0,085</b>		<b>0,023</b>		<b>0,003</b>		<b>0,303</b>
<b>TOTAL I+II+III</b>								<b>0,583</b>



1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1993 en milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
			Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	ministères inclus
	Person nel	Autre	AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	5,231	2,253	non disp.	0,417	non disp.	0,388	non disp.	8,498
A-8 Bund	0,2	0,059		0,014		0,08		0,405
A-9 Länder	5,03	2,194		0,402		0,309		8,093
TOTAL I-A	5,231	2,253		0,417		0,388		8,498
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,379	2,253	non disp.	0,022	non disp.	0,102	0	2,755
TOTAL I-B	0,379	2,253		0,022		0,102	0	2,779
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								11,277
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1993 en milliards d' ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS JUDICIAIRES								
A- ETAT	3,442	1,215	non disp.	0,19	non disp.	0,085	non disp.	4,933
A-8 Fédération	0,057	0,012		0,002		0,004		0,075
A-9 Länder	3,385	1,203		0,188		0,082		4,857
TOTAL I-A	3,442	1,215		0,19		0,085		4,933
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								4,933
II SERVICES PENITENTIAIRES								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,029	0,35	non disp.	0,184	non disp.	0,088	0	1,651
A-8 Fédération	0	0		0		0	0	0
A-9 Länder	1,029	0,35		0,184		0,088	0	1,651
TOTAL II A	1,029	0,35		0,184		0,088	0	1,651
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
TOTAL II B								0
TOTAL II =A + B								1,651
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,152	0,508	non disp.	0,013	non disp.	0,157	0	0,829
A-8 Fédération	0	0		0		0,013	0	0,013
A-9 Länder	0,152	0,508		0,013		0,144	0	0,816
TOTAL III A	0,152	0,508		0,013		0,157	0	0,829
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,379	2,253	non disp.	0,022	non disp.	0,102	0	2,755
TOTAL III B	0,379	2,253		0,022		0,102	0	2,779
TOTAL III =A + B	0,531	2,76		0,035		0,259	0	3,61



IV ADMINISTRATION CENTRALE								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	0,208
A-8 Fédération	0,039	0,011		0,001		0	0	0,051
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,157
TOTAL IV A							0	0,208
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,208
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								10,4

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1993 en milliards d' ECU

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,017	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0,005	non disp.	0,025
A-8 Fédération	0,017	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0,005	non disp.	0,025
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,017	0,002		0,001				0,025
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,025
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,23	0,097	non disp.	0,009	non disp.	0	non disp.	0,336
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0	non disp.	0
A-9 Länder	0,23	0,097		0,009		0		0,336
TOTAL II-A	0,23	0,097		0,009		0		0,336
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,336
TOTAL I+II	0,247	0,099		0,009		0,005		0,36



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1993 en milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,024	0,003	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,028
A-8 Fédération	0,024	0,003		0,002		0		0,028
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,024	0,003		0,002		0		0,028
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,028
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,23	0,034	non disp.	0,009	non disp.	0	non disp.	0,273
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,23	0,034		0,009		0		0,273
TOTAL II-A	0,23	0,034		0,009		0		0,273
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,273
TOTAL I+II								0,301

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1993 en milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,01	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,012
A-8 Fédération (BVerfG)	0,009	0,002		0,001		0		0,011
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
TOTAL I-A	0,01	0,002		0,001		0		0,012
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,012
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,031	0,004		0,002		0	0	0,036
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,036
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,036
III Bundespatentamt								
A- ETAT	0,089	0,042	non disp.	0,011	non disp.	0,002	non disp.	0,145
A-8 Fédération	0,089	0,042		0,011		0,002		0,145
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,089	0,042		0,011		0,002		0,145
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								0,145
TOTAL I+III	0,099	0,044		0,012		0,002		0,156
TOTAL I+II+III								0,301



## 7- Budget de la Justice 1992

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1992 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
<b>I FINANCEMENTS PUBLICS</b>								
A- ETAT	9,455	4,035	non disp.	0,784	non disp.	0,679	non disp.	15,357
A-8 Bund	0,367	0,110	disp.	0,034	disp.	0,171	disp.	0,782
A-9 Länder	9,088	3,925		0,750		0,508		14,575
<b>TOTAL I-A</b>	9,455	4,035		0,784		0,679		15,357
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,754	3,693	non disp.	0,050	non disp.	0,137	0	4,634
<b>TOTAL I-B</b>	0,754	3,693		0,050		0,137	0	4,665
<b>TOTAL PUBLIC (I) (A + B)</b>								20,020
<b>II FINANCEMENTS PRIVES</b>								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
<b>TOTAL II</b>								
<b>TOTAL (I + II)</b>								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.

2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1992 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT	6,210	2,120	non disp.	0,394	non disp.	0,059	non disp.	8,783
A-8 Fédération	0,107	0,023		0,005		0,003		0,138
A-9 Länder	6,103	2,097		0,389		0,056		8,645
<b>TOTAL I-A</b>	<b>6,210</b>	<b>2,120</b>		<b>0,394</b>		<b>0,059</b>		<b>8,783</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>8,783</b>
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,863	0,636	non disp.	0,321	non disp.	0,153	0	2,973
A-8 Fédération	0	0		0		0	0	0
A-9 Länder	1,863	0,636		0,321		0,153	0	2,973
<b>TOTAL II A</b>	<b>1,863</b>	<b>0,636</b>		<b>0,321</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2,973</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>2,973</b>
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,309	0,956	non disp.	0,010	non disp.	0,333	0	1,608
A-8 Fédération	0	0		0		0,029	0	0,029
A-9 Länder	0,309	0,956		0,010		0,304	0	1,579
<b>TOTAL III A</b>	<b>0,309</b>	<b>0,956</b>		<b>0,010</b>		<b>0,333</b>	<b>0</b>	<b>1,608</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,754	3,693	non disp.	0,050	non disp.	0,137	0	4,634
<b>TOTAL III B</b>	<b>0,754</b>	<b>3,693</b>		<b>0,050</b>		<b>0,137</b>	<b>0</b>	<b>4,665</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>	<b>1,063</b>	<b>4,649</b>		<b>0,060</b>		<b>0,470</b>	<b>0</b>	<b>6,273</b>
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	0,404
A-8 Fédération	0,076	0,022	disp.	0,001	disp.	0	0	0,100
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,304.



TOTAL IV A							0	0,404
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,404
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								18,433

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1992 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,031	0,004	non disp.	0,001	non disp.	0,013	non disp.	0,049
A-8 Fédération	0,031	0,004		0,001		0,013		0,049
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,031	0,004		0,001		0,013		0,049
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,049
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,412	0,175	non disp.	0,016	non disp.	0	non disp.	0,603
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,412	0,175		0,016		0		0,603
TOTAL II-A	0,412	0,175		0,016		0		0,603
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,603
TOTAL I+II	0,443	0,179		0,017		0		0,652



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1992 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,044	0,005	non	0,003	non	0	non	0,052
A-8 Fédération	0,044	0,005	disp.	0,003	disp.	0	disp.	0,052
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,044	0,005		0,003		0		0,052
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,052
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,398	0,059	non	0,014	non	0	non	0,471
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,398	0,059		0,014		0		0,471
TOTAL II-A	0,398	0,059		0,014		0		0,471
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,471
TOTAL I+II	0,442	0,064		0,017		0		0,523

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1992 en milliards DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,018	0,003	non	0,001	non	0	non	0,022
A-8 Fédération (BVerfG)	0,017	0,003	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,021
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
TOTAL I-A	0,018	0,003		0,001		0		0,022
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,022
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,056	0,007	disp.	0,001	disp.	0	0	0,064
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,064
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,064
III Bundespatentamt								
A- ETAT	0,177	0,079	non	0,025	non	0,003	non	0,284
A-8 Fédération	0,177	0,079	disp.	0,025	disp.	0,003	disp.	0,284
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,177	0,079		0,025		0,003		0,284
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								0,284
TOTAL I+III	0,195	0,082		0,026		0,003		0,306
TOTAL I+II+III								0,370

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1992 en milliards d'ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	4,680	1,997	non disp.	0,388	non disp.	0,336	non disp.	7,601
A-8 Bund	0,182	0,054	disp.	0,017	disp.	0,085	disp.	0,387
A-9 Länder	4,498	1,943		0,371		0,251		7,214
TOTAL I-A	4,680	1,997		0,388		0,336		7,601
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	0,373	1,828	non disp.	0,025	non disp.	0,068	0	2,294
TOTAL I-B	0,373	1,828		0,025		0,068	0	2,309
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								9,909
II FINANCEMENTS PRIVÉS								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.



2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1992 en milliards d'ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
AP			CP	AP	CP	tionnelle		
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT	3,074	1,049	non disp.	0,195	non disp.	0,029	non disp.	4,347
A-8 Fédération	0,053	0,011	disp.	0,002	disp.	0,001	disp.	0,068
A-9 Länder	3,021	1,038		0,193		0,028		4,279
<b>TOTAL I-A</b>	<b>3,074</b>	<b>1,049</b>		<b>0,195</b>		<b>0,029</b>		<b>4,347</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>4,347</b>
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,922	0,315	non disp.	0,159	non disp.	0,076	0	1,472
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	0	0
A-9 Länder	0,922	0,315		0,195		0,076	0	1,472
<b>TOTAL II A</b>	<b>0,922</b>	<b>0,315</b>		<b>0,159</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,472</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>1,472</b>
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,153	0,473	non disp.	0,005	non disp.	0,165	0	0,796
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0,014	0	0,014
A-9 Länder	0,153	0,473		0,005		0,150	0	0,782
<b>TOTAL III A</b>	<b>0,153</b>	<b>0,473</b>		<b>0,005</b>		<b>0,165</b>	<b>0</b>	<b>0,796</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	0,373	1,828	non disp.	0,025	non disp.	0,068	0	2,294
<b>TOTAL III B</b>	<b>0,373</b>	<b>1,828</b>		<b>0,025</b>		<b>0,068</b>	<b>0</b>	<b>2,309</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>	<b>0,526</b>	<b>2,301</b>		<b>0,030</b>		<b>0,233</b>	<b>0</b>	<b>3,105</b>
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	0,200
A-8 Fédération	0,038	0,011	disp.	0,001	disp.	0	0	0,495
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	0,150

TOTAL IV A							0	0,200
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,200
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								9,124

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1992 en milliards d'ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,015	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0,006	non disp.	0,024
A-8 Fédération	0,015	0,002		0,001		0,006		0,024
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,015	0,002		0,001		0,006		0,024
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,024
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,204	0,087	non disp.	0,008	non disp.	0	non disp.	0,298
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,204	0,087		0,008		0		0,298
TOTAL II-A	0,204	0,087		0,008		0		0,298
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								
TOTAL I+II	0,219	0,089		0,008		0		0,323



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1992 en milliards d'ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,022	0,002	non	0,001	non	0	non	0,026
A-8 Fédération	0,022	0,002	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,026
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,022	0,002		0,001		0		0,026
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,026
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,197	0,029	non	0,007	non	0	non	0,233
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,197	0,029		0,007		0		0,233
TOTAL II-A	0,197	0,029		0,007		0		0,233
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,233
TOTAL I+II								0,259

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1992 en milliards d'ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,009	0,001	non	0,001	non	0	non	0,011
A-8 Fédération (BVerfG)	0,008	0,001	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,010
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
TOTAL I-A	0,009	0,001		0,001		0		0,011
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,011
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,028	0,003	disp.	0,001	disp.	0	0	0,032
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,032
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,032
III Bundespatentamt								
A- ETAT	0,088	0,039	non	0,012	non	0,001	non	0,141
A-8 Fédération	0,088	0,039	disp.	0,012	disp.	0,001	disp.	0,141
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL III-A	0,088	0,039		0,012		0,001		0,141
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								0,141
TOTAL I+III	0,097	0,041		0,013		0,001		0,151
TOTAL I+II+III								0,183

## 8- Budget de la Justice 1991

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1991 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères et Pjj inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	7,831	2,645	non disp.	0,588	non disp.	0,268	non disp.	12,397
A-8 Bund	0,334	0,113	disp.	0,035	disp.	0,065	disp.	0,662
A-9 Länder	7,497	2,532		0,553		0,203		11,735
TOTAL I-A	7,831	2,645		0,588		0,268		12,397
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	2,209
TOTAL I-B							0	2,209
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								14,607
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.



2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1991 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS JUDICIAIRES								
A- ETAT	5,330	1,808	non disp.	0,258	non disp.	0,051	non disp.	7,447
A-8 Fédération	0,099	0,021	non disp.	0,008	non disp.	0,002	non disp.	0,130
A-9 Länder	5,231	1,787		0,250		0,049		7,317
TOTAL I-A	5,330	1,808		0,258		0,051		7,447
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								7,447
II SERVICES PENITENTIAIRES								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,530	0,533	non disp.	0,282	non disp.	0,134	0	2,479
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0	0	0
A-9 Länder	1,530	0,533		0,282		0,134	0	2,479
TOTAL II A	1,530	0,533		0,282		0,134	0	2,479
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
TOTAL II B								0
TOTAL II =A + B								2,479
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,756
A-8 Fédération	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,015
A-9 Länder	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,741
TOTAL III A							0	0,756
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	2,209
TOTAL III B							0	2,209
TOTAL III =A + B							0	2,965
IV ADMINISTRATION CENTRALE								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,309
A-8 Fédération	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,100
A-9 Länder	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,209

TOTAL IV A							0	0,309
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,309
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								13,191

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1991 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,027	0,004	non disp.	0,002	non disp.	0,008	non disp.	0,041
A-8 Fédération	0,027	0,004	non disp.	0,002	non disp.	0,008	non disp.	0,041
A-9 Länder	0	0		0,002		0		0
TOTAL I-A	0,027	0,004		0,002		0,008		0,041
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,041
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,374	0,166	non disp.	0,011	non disp.	0	non disp.	0,551
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0	non disp.	0
A-9 Länder	0,374	0,166		0,011		0		0,551
TOTAL II-A	0,374	0,166		0,011		0		0,551
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,551
TOTAL I+II								0,592



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1991 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,041	0,003	non	0,001	non	0	non	0,045
A-8 Fédération	0,041	0,003	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,045
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,041	0,003		0,001		0		0,045
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,045
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,362	0,049	non	0,009	non	0	non	0,420
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,362	0,049		0,009		0		0,420
TOTAL II-A	0,362	0,049		0,009		0		0,420
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,420
TOTAL I+II								0,465

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1991 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
AP			CP	AP	CP	tionnelle		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,017	0,003	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,022
A-8 Fédération (BVerfG)	0,016	0,003	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,021
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
TOTAL I-A	0,017	0,003		0,002		0		0,022
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,022
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,055	0,007	non disp.	0,002	non disp.	0	0	0,064
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,064
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,064
III Bundespatentamt								
A- ETAT								non disp.
A-8 Fédération								non disp.
A-9 Länder								non disp.
TOTAL III-A								
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								
TOTAL I+II								0,086

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1991 en milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères et Pjj inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	3,819	1,29	non disp.	0,287	non disp.	0,131	non disp.	6,045
A-8 Bund	0,163	0,055	non disp.	0,017	non disp.	0,032	non disp.	0,323
A-9 Länder	3,656	1,235		0,27		0,099		5,722
TOTAL I-A	3,819	1,29		0,287		0,131		6,045
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	1,077
TOTAL I-B							0	1,077
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								7,123
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.



2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1991 en milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
AP			CP	AP	CP	tionnelle		
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT	2,6	0,882	non disp.	0,126	non disp.	0,025	non disp.	3,631
A-8 Fédération	0,048	0,01	disp.	0,004	disp.	0,001	disp.	0,063
A-9 Länder	2,55	0,871		0,122		0,024		3,568
<b>TOTAL I-A</b>	<b>2,6</b>	<b>0,882</b>		<b>0,126</b>		<b>0,025</b>		<b>3,631</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>3,631</b>
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,746	0,26	non disp.	0,138	non disp.	0,065	0	1,209
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	0	0
A-9 Länder	0,746	0,26		0,138		0,065	0	1,209
<b>TOTAL II A</b>	<b>0,746</b>	<b>0,26</b>		<b>0,138</b>		<b>0,065</b>	<b>0</b>	<b>1,209</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>1,209</b>
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,369
A-8 Fédération	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	0	0,007
A-9 Länder							0	0,361
<b>TOTAL III A</b>							<b>0</b>	<b>0,369</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	1,077
<b>TOTAL III B</b>							<b>0</b>	<b>1,077</b>
<b>TOTAL III =A + B</b>							<b>0</b>	<b>1,446</b>
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,151
A-8 Fédération	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	0	0,049
A-9 Länder							0	0,102

TOTAL IV A							0	0,151
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,151
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								6,432

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1991 en milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG</b>								
A- ETAT	0,013	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0,004	non disp.	0,02
A-8 Fédération	0,013	0,002	non disp.	0,001	non disp.	0,004	non disp.	0,02
A-9 Länder	0	0		0		0		0
<b>TOTAL I-A</b>	<b>0,013</b>	<b>0,002</b>		<b>0,001</b>		<b>0,004</b>		<b>0,02</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>0,02</b>
<b>II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE</b>								
A- ETAT	0,182	0,081	non disp.	0,005	non disp.	0	non disp.	0,269
A-8 Fédération	0	0	non disp.	0	non disp.	0	non disp.	0
A-9 Länder	0,182	0,081		0,005		0		0,269
<b>TOTAL II-A</b>	<b>0,182</b>	<b>0,081</b>		<b>0,005</b>		<b>0</b>		<b>0,269</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL II-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>0,269</b>
<b>TOTAL I+II</b>								<b>0,289</b>



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière) 1991 milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,02	0,001	non	0	non	0	non	0,022
A-8 Fédération	0,02	0,001	disp.	0	disp.	0	disp.	0,022
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,02	0,001		0		0		0,022
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,022
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,177	0,024	non	0,004	non	0	non	0,205
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,177	0,024		0,004		0		0,205
TOTAL II-A	0,177	0,024		0,004		0		0,205
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,205
TOTAL I+II								0,227

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1991 en milliards d'ECUs

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,008	0,001	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,011
A-8 Fédération (BVerfG)	0,008	0,001		0,001		0		0,01
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,008	0,001		0,001		0		0,011
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,011
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,027	0,003		0,001		0	0	0,031
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,031
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,031
III Bundespatentamt								
A- ETAT								non disp.
A-8 Fédération								
A-9 Länder								
TOTAL III-A								
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								
TOTAL I+II								0,042
TOTAL I+II+III								

## 9- Budget de la Justice 1990

- en DM
- en ECU

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1990 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères et PJJ inclus
AP			CP	AP	CP			
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	7,324	2,535	non disp.	0,516	non disp.	0,197	non disp.	11,637
A-8 Bund	0,298	0,101	disp.	0,025	disp.	0,010	disp.	0,549
A-9 Länder	7,026	2,434		0,491		0,187		11,088
TOTAL I-A	7,324	2,535		0,516		0,197		11,637
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	2,209
TOTAL I-B							0	2,209
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								13,848
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.



2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1990 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
AP			CP	AP	CP	tionnelle		
I JURIDICTIONS JUDICIAIRES								
A- ETAT	5,014	1,744	non disp.	0,251	non disp.	0,058	non disp.	7,067
A-8 Fédération	0,090	0,014	disp.	0,012	disp.	0,006	disp.	0,122
A-9 Länder	4,924	1,730		0,239		0,052		6,945
TOTAL I-A	5,014	1,714		0,251		0,058		7,067
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								7,067
II SERVICES PENITENTIAIRES								
A- ETAT (Bund + Länder)	1,426	0,498	non disp.	0,237	non disp.	0,115	0	2,276
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	0	0
A-9 Länder	1,426	0,498		0,237		0,115	0	2,276
TOTAL II A	1,426	0,498		0,237		0,015	0	2,276
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
TOTAL II B								0
TOTAL II =A + B								2,276
III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,756
A-8 Fédération	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	0	0,015
A-9 Länder							0	0,741
TOTAL III A							0	0,756
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	2,209
TOTAL III B							0	2,209
TOTAL III =A + B							0	2,965
IV ADMINISTRATION CENTRALE								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,309
A-8 Fédération	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	0	0,100
A-9 Länder							0	0,209

TOTAL IV A							0	0,309
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0.309
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								12,617

**3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1990 en milliards de DM**

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG</b>								
A- ETAT	0,025	0,003	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,029
A-8 Fédération	0,025	0,003		0,001		0		0,029
A-9 Länder	0	0		0		0		0
<b>TOTAL I-A</b>	<b>0,025</b>	<b>0,003</b>		<b>0,001</b>		<b>0</b>		<b>0,029</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL I =A + B</b>								<b>0,029</b>
<b>II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE</b>								
A- ETAT	0,345	0,160	non disp.	0,005	non disp.	0	non disp.	0,510
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,345	0,160		0,005		0		0,510
<b>TOTAL II-A</b>	<b>0,345</b>	<b>0,160</b>		<b>0,005</b>		<b>0</b>		<b>0,510</b>
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL II-B</b>								<b>0</b>
<b>TOTAL II =A + B</b>								<b>0,510</b>
<b>TOTAL I+II</b>	<b>0,370</b>	<b>0,163</b>		<b>0,006</b>		<b>0</b>		<b>0,539</b>



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1990 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
			AP	CP	AP	CP	tionnelle	
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,039	0,003	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,043
A-8 Fédération	0,039	0,003		0,001		0		0,043
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,039	0,003		0,001		0		0,043
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,043
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,331	0,046	non disp.	0,009	non disp.	0	non disp.	0,386
A-8 Fédération	0	0		0		0		0
A-9 Länder	0,331	0,046		0,009		0		0,386
TOTAL II-A	0,331	0,046		0,009		0		0,386
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,386
TOTAL I+II	0,370	0,049		0,010		0		0,429

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1990 en milliards de DM

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,014	0,003	non	0,001	non	0	non	0,018
A-8 Fédération (BVerfG)	0,013	0,003	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,017
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0,001
TOTAL I-A	0,014	0,003		0,001		0		0,018
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,018
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non	n.disp.	non	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,046	0,006	disp.	0,004	disp.	0		0,056
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.		n.disp.
TOTAL II-A								0,056
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,056
III Bundespatentamt								
A- ETAT								
A-8 Fédération								non
A-9 Länder								disp.
TOTAL III-A								
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								
TOTAL I+II								0,074
TOTAL I+II+III								

1<sup>er</sup> TABLEAU : TABLEAU DE SYNTHÈSE 1990 en milliards d'Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridictionnelle	ministères et PJJ inclus
			AP	CP	AP	CP		
I FINANCEMENTS PUBLICS								
A- ETAT	3,569	1,235	non disp.	0,251	non disp.	0,096	non disp.	5,671
A-8 Bund	0,145	0,049	non disp.	0,012	non disp.	0,005	non disp.	0,268
A-9 Länder	3,424	1,186		0,239		0,091		5,403
TOTAL I-A	3,569	1,235		0,251		0,096		5,671
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu, Länder exclus par définition.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	1,076
TOTAL I-B							0	1,076
TOTAL PUBLIC (I) (A + B)								6,748
II FINANCEMENTS PRIVES								
II-A Auxiliaires de justice								non disp.
II-B Tribunaux de commerce								
II-C Autres								
TOTAL II								
TOTAL (I + II)								

Les données du I sont indispensables, celles du II ne le sont pas.



2<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JURIDICTION ORDINAIRE 1990 en milliards d'Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
<b>I JURIDICTIONS JUDICIAIRES</b>								
A- ETAT	2,443	0,850	non disp.	0,122	non disp.	0,028	non disp.	3,444
A-8 Fédération	0,044	0,007	disp.	0,006	disp.	0,003	disp.	0,060
A-9 Länder	2,399	0,843		0,116		0,025		3,384
<b>TOTAL I-A</b>	2,443	0,850		0,122		0,028		3,444
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
<b>TOTAL I-B</b>								0
<b>TOTAL I =A + B</b>								3,444
<b>II SERVICES PENITENTIAIRES</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	0,695	0,243	non disp.	0,116	non disp.	0,056	0	1,109
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	0	0
A-9 Länder	0,695	0,243		0,116		0,056	0	1,109
<b>TOTAL II A</b>	0,695	0,243		0,116		0,056	0	1,109
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu								0
<b>TOTAL II B</b>								0
<b>TOTAL II =A + B</b>								1,109
<b>III PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,368
A-8 Fédération	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	0	0,007
A-9 Länder							0	0,361
<b>TOTAL III A</b>							0	0,,368
<b>B- COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	1,077
<b>TOTAL III B</b>							0	1,077
<b>TOTAL III =A + B</b>							0	1,445
<b>IV ADMINISTRATION CENTRALE</b>								
A- ETAT (Bund + Länder)	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	non disp.	0	0,151
A-8 Fédération	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	disp.	0	0,049
A-9 Länder							0	0,102

TOTAL IV A							0	0,151
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL IV B								0
TOTAL IV =A + B								0,151
TOTAL JUDICIAIRE I+II+III+IV								6,148

3<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL ET DU CONTENTIEUX SOCIAL  
1990 en milliards d'Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic-	
			AP	CP	AP	CP	tionnelle	
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BAG + BSG								
A- ETAT	0,013	0,001	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,014
A-8 Fédération	0,013	0,001	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,014
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,013	0,001		0,001		0		0,014
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,014
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE								
A- ETAT	0,168	0,078	non disp.	0,002	non disp.	0	non disp.	0,249
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,168	0,078		0,002		0		0,249
TOTAL II-A	0,168	0,078		0,002		0		0,249
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,249
TOTAL I+II	0,180	0,079		0,003		0		0,263



4<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (justice administrative stricto sensu et justice financière)1990 en milliards d'Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS SUPRÊMES : BVerwG + BFH								
A- ETAT	0,019	0,001	non	0,001	non	0	non	0,021
A-8 Fédération	0,019	0,001	disp.	0,001	disp.	0	disp.	0,021
A-9 Länder	0	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,019	0,001		0,001		0		0,021
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,021
II TRIBUNAUX DE PREMIERE + SECONDE INSTANCE en matière administrative et financière								
A- ETAT	0,161	0,022	non	0,004	non	0	non	0,188
A-8 Fédération	0	0	disp.	0	disp.	0	disp.	0
A-9 Länder	0,161	0,022		0,004		0		0,188
TOTAL II-A	0,161	0,022		0,004		0		0,188
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,188
TOTAL I+II	0,180	0,024		0,005		0		0,209

5<sup>ème</sup> TABLEAU : BUDGET DES AUTRES JURIDICTIONS 1990 en milliards d'Ecu

BUDGETS	Fonctionnement		Investissement				Aide	Total
	Personnel	Autre	Equipt direct		Subventions		juridic- tionnelle	
			AP	CP	AP	CP		
I JURIDICTIONS CONSTITUTIONNELLES								
A- ETAT	0,007	0,001	non disp.	0,001	non disp.	0	non disp.	0,009
A-8 Fédération (BVerfG)	0,006	0,001		0,001		0		0,009
A-9 Länder	0,001	0		0		0		0
TOTAL I-A	0,007	0,001		0,001		0		0,009
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres :collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL I-B								0
TOTAL I =A + B								0,009
II COURS DES COMPTES								
A- ETAT	n.disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	non disp.	n.disp.	0	n.disp.
A-8 Fédération	0,022	0,003		0,002		0	0	0,027
A-9 Länder	n.disp.	n.disp.		n.disp.		n.disp.	0	n.disp.
TOTAL II-A								0,027
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL II-B								0
TOTAL II =A + B								0,027
III Bundespatentamt								
A- ETAT								non disp.
A-8 Fédération								
A-9 Länder								
TOTAL III-A								
B- COLLECTIVITES TERRITORIALES								
B-3 Autres : collectivités territoriales stricto sensu.								0
TOTAL III-B								0
TOTAL III =A + B								
TOTAL I+II								0,036
TOTAL I+II+III								

## SÉRIE B. DOCUMENTS DIVERS

Les documents ci-après ont servi de documents de travail pour la rédaction du rapport allemand. Rédigés et partiellement reproduits en langue allemande, ils ont pour fonction de permettre au lecteur de la monographie sur le budget de la justice en Allemagne de retrouver les sources et modes de calcul sur lesquels s'appuient certaines données utilisées dans la monographie.

<b>1– Contenu de la fonction justice (05) dans la présentation fonctionnelle allemande</b>	B 2
<b>2– Nombre de juridictions des Länder (1990–1997) par catégories et par Land</b>	B 3
<b>3– Dépenses d'indemnisation des juges non-professionnels (Bade–Wurtemberg, Rhénanie–Palatinat)</b>	B 20
<b>4– Coûts de la protection judiciaire de la jeunesse</b>	B 23
<b>5– Dépenses pour les ministères de la justice dans la Fédération et les Länder</b>	B 25
<b>6– Dépenses pour l'arbitrage</b>	B 26
<b>7– Dépenses générales de formation des juristes, imputées sur le budget des ministères de la justice des Länder</b>	B 29
<b>8– Rapport allemand sur l'informatisation de la justice civile au XI<sup>e</sup> Congrès mondial de droit processuel (Vienne, 1999)</b>	B 30



# 1- Contenu de la fonction justice (05) dans la présentation fonctionnelle allemande

## Funktion 05 Rechtsschutz

### 051 Verfassungsgerichte

soweit gesondert veranschlagt  
 Rechtsprechung in Verfassungsfragen  
 Bundesverfassungsgericht  
 Verfassungsgericht, Verfassungsgerichtshof, Staatsgerichtshof

### 052 Ordentliche Gerichte und Staatsanwaltschaften

Ausbildungs- und Prüfungsamt für die Juristenausbildung  
 Berufsgerichtsbarkeit der bayerischen Heilberufe und Architekten  
 Bundesgerichtshof, Generalbundesanwalt beim Bundesgerichtshof  
 Bundespatentgericht  
 Freiwillige Gerichtsbarkeit (z.B. nach der Bundesnotarordnung, Bundesrechtsanwaltsordnung und dem Steuerberatungsgesetz in Bayern)  
 Gewerbegericht  
 Justizverwaltung, Justizkassen, Justizprüfungsamt  
 Oberlandes-, Kammer-, Land(es)-, Amtsgericht (einschließlich Grundbuchamt und Notariate in Baden-Württemberg)  
 Oberstes Rückerstattungsgericht  
 Staats-, Amts- und Generalstaatsanwaltschaft  
 Wiedergutmachungssenate und -kammern  
 Zentrale Erfassungsstelle Salzgitter  
 Zentralstelle der Justizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen

### 053 Verwaltungsgerichte

Bundesverwaltungsgericht  
 Flurbereinigungsgericht Rheinland-Pfalz und Saarland  
 Oberverwaltungsgericht, Verwaltungsgericht  
 Seeamt  
 Strandamt Bremerhaven  
 Vertreter des öffentlichen Interesses z. B.:  
 Landes-anwaltschaft  
 Oberbundesanwalt beim Bundesverwaltungsgericht

### 054 Arbeits- und Sozialgerichte

Bundesarbeitsgericht  
 Bundessozialgericht  
 Landesarbeitsgericht Arbeitsgericht  
 Landessozialgericht, Sozialgericht

### 055 Finanzgerichte

Bundesfinanzhof  
 Finanzgericht

### 056 Justizvollzugsanstalten

Arbeitslosenversicherung der Inhaftierten  
 Justizvollzugsamt (Verwaltung)  
 Justizvollzugshospital  
 Untersuchungshaftanstalt

### 059 Sonstige Rechtsschutzaufgaben

Besondere Aufgaben der Rechtspflege, z.B.:  
 –Ausschüsse "Reform des Rechtswesens"  
 Deutsches Patentamt/Europäische Patentorganisation  
 Dienststelle Berlin des Europäischen Patentamts  
 Internationale Organisationen des Rechtswesens im Ausland  
 (vgl. auch Funktion 022)  
 Kriminologische Zentralstelle  
 Schiedsamt  
 Schiedsgericht, Schiedsgerichtshof  
 Sonstiges Schlichtungswesen

## 2- Nombre de juridictions des Länder (1990-1997), par catégories

(au 31 décembre de l'année)

1990 - 1992 : ancien territoire fédéral (+ Berlin Ouest)

1993 - 1997 : Allemagne réunifiée

Famille des juridictions du droit privé								Famille des juridictions du droit public							
	Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
		Ge- richte	mit Zivil-   Straf- kammern		Ge- richte	mit Zivil-   Straf- senaten		Ge- richte	Kammern bei den Landes- arbeits- gerichten	Ge- richte	Senate bei den Ober- verwal- tungs- gerichten	Ge- richte	Senate bei den Landes- sozial- gerichten	Ge- richte	mit Sena- ten
1990	551	94	1242	1084	20	415	71	95	148	35	143	50	113	14	141
1991	554	94	1249	1086	20	418	73	95	151	35	148	50	111	14	143
1992	555	94	1252	1088	20	420	76	95	156	35	151	50	112	14	144
1993	718	116	1454	1448	25	469	90	124	195	52	179	69	140	19	156
1994	707	116	1486	1472	25	480	88	123	202	52	191	69	142	19	157
1995	706	116	1505	1494	25	490	88	123	206	52	189	69	150	19	159
1996	706	116	1523	1485	25	491	86	123	207	52	195	71	151	19	163
1997	706	116	1533	1483	25	507	83	123	207	52	191	69	154	19	163

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Baden-Württemberg

Tribunaux cantonaux	Famille des juridictions du droit privé						Famille des juridictions du droit public					
	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

	Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
		Ge- richte	mit Zivil-   Straf- kammern		Ge- richte	mit Zivil-   Straf- senaten		Ge- richte	Kammern bei den Landes- arbeits- gerichten	Ge- richte	Senate bei den Ober- verwal- tungs- gerichten	Ge- richte	Senate bei den Landes- sozial- gerichten	Ge- richte	mit Senaten
1990	108	17	166	213	2	44	8	9	11	4	16	8	12	1	13
1991	108	17	166	214	2	46	8	9	14	4	16	8	12	1	14
1992	108	17	162	216	2	46	8	9	16	4	16	8	13	1	14
1993	108	17	165	252	2	45	8	9	17	4	16	8	13	1	14
1994	108	17	169	258	2	45	8	9	17	4	17	8	13	1	14
1995	108	17	173	251	2	46	8	9	17	4	17	8	13	1	14
1996	108	17	170	254	2	45	8	9	20	4	15	8	13	1	14
1997	108	17	171	254	2	47	8	9	20	4	15	8	12	1	14

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -



## Nombres de juridictions, par catégorie

Bayern

Famille des juridictions du droit privé						Famille des juridictions du droit public						
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chambr. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.		
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern		Gerichte *	mit Zivil-   Strafsenaten		Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten	
1990	72	22	203	180	4	65	13	11	17	6	26	7	16	2	23
1991	72	22	204	180	4	65	13	11	17	6	26	7	16	2	23
1992	72	22	207	182	4	66	14	11	17	6	26	7	16	2	23
1993	72	22	208	188	4	67	14	11	17	6	26	7	16	2	23
1994	72	22	210	188	4	68	14	11	17	6	26	7	16	2	23
1995	72	22	213	186	4	67	14	11	17	6	26	7	20	2	23
1996	72	22	215	186	4	66	14	11	17	6	26	7	20	2	23
1997	72	22	215	185	4	66	14	11	17	6	27	7	20	2	23

\* 3 OLGem + 1 Oberstes Landesgericht

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

1990 - 1991 : Berlin-ouest

1992 - 1997 : Berlin

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

	Amtsgerichte	Landgerichte		Oberlandesgerichte		Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.			
		Ge- richte	mit Zivil-   Straf- kammern	Ge- richte	mit Zivil-   Straf- senaten	Ge- richte	Kammern bei den Landes- arbeits- gerichten	Ge- richte	Senate bei den Ober- verwal- tungs- gerichten	Ge- richte	Senate bei den Landes- sozial- gerichten	Ge- richte	mit Sena- ten		
1990	7	1	66	48	1	28	5	1	14	1	11	1	15	1	8
1991	9	1	67	47	1	28	5	1	14	1	11	1	15	1	9
1992	10	1	69	51	1	28	5	1	15	1	11	1	15	1	9
1993	11	1	74	54	1	26	5	1	16	1	11	1	15	1	9
1994	11	1	76	54	1	26	5	1	17	1	12	1	15	1	9
1995	12	1	76	66	1	27	5	1	18	1	12	1	16	1	9
1996	12	1	76	60	1	27	6	1	18	1	12	1	16	1	9
1997	12	1	76	60	1	28	5	1	18	1	12	1	17	1	9

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

## Brandenburg

Famille des juridictions du droit privé						Famille des juridictions du droit public						
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte		Oberlandesgerichte		Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern	Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten	Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten

1990															
1991															
1992															
1993	25	4	35	22	1	10	2	7	5	3	4	4	6	1	2
1994	25	4	35	22	1	10	2	7	7	3	4	4	6	1	3
1995	25	4	34	23	1	17	2	7	8	3	4	4	7	1	4
1996	25	4	35	24	1	18	2	7	8	3	4	4	7	1	5
1997	25	4	42	24	1	19	2	7	8	3	4	4	8	1	5

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -



## Nombres de juridictions, par catégorie

Bremen

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.		
	Gerichte	mit Zivil-   Straf-kammern		Gerichte	mit Zivil-   Straf-senaten		Gerichte	Kammern bei den Landes-arbeits-gerichten	Gerichte	Senate bei den Ober-verwaltungs-gerichten	Gerichte	Senate bei den Landes-sozial-gerichten	Gerichte	mit Senaten	
1990	3	1	18	23	1	9	2	2	4	1	4	1	7	1	2
1991	3	1	18	23	1	9	2	2	4	1	4	1	7	1	2
1992	3	1	18	23	1	9	2	2	4	1	4	1	7	1	2
1993	3	1	16	30	1	9	2	2	4	1	4	1	7	1	2
1994	3	1	18	30	1	9	2	2	4	1	4	1	7	1	2
1995	3	1	18	30	1	9	2	2	4	1	4	1	7	1	4
1996	3	1	18	30	1	9	2	2	4	1	4	1	5	1	4
1997	3	1	18	30	1	9	2	2	4	1	4	1	6	1	4

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Hamburg

Famille des juridictions du droit privé						Famille des juridictions du droit public						
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chambr. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.		
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern		Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten		Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten	
1990	6	1	52	42	1	15	5	1	8	1	6	1	6	1	7
1991	6	1	55	43	1	17	5	1	8	1	6	1	6	1	7
1992	6	1	55	43	1	17	5	1	8	1	6	1	6	1	7
1993	6	1	55	45	1	19	5	1	8	1	7	1	6	1	7
1994	6	1	55	45	1	19	5	1	8	1	7	1	6	1	7
1995	6	1	55	50	1	19	5	1	8	1	7	1	6	1	7
1996	6	1	55	58	1	22	6	1	8	1	7	1	6	1	7
1997	6	1	55	56	1	24	5	1	8	1	6	1	6	1	7

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Hessen

Famille des juriictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chambr. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.		
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern		Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten		Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten	
1990	58	9	121	101	1	35	6	12	16	5	14	7	15	1	13
1991	58	9	124	100	1	36	6	12	16	5	14	7	13	1	13
1992	58	9	124	96	1	38	6	12	16	5	14	7	13	1	13
1993	58	9	124	118	1	39	6	12	16	5	14	7	14	1	14
1994	58	9	123	118	1	38	6	12	16	5	14	7	14	1	14
1995	58	9	125	119	1	37	6	12	16	5	12	7	14	1	14
1996	58	9	127	119	1	36	6	12	16	5	14	7	14	1	14
1997	58	9	126	119	1	37	6	12	16	5	14	7	14	1	14

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -



## Nombres de juridictions, par catégorie

## Mecklenburg-Vorpommern

Famille des juridictions du droit privé						Famille des juridictions du droit public						
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chambr. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte		Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern	Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten	Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten	

1990															
1991															
1992															
1993	31	4	38	22	1	11	5	4	5	2	9	4	4	1	2
1994	31	4	40	24	1	11	5	4	6	2	11	4	4	1	2
1995	31	4	42	19	1	11	5	4	6	2	10	4	5	1	2
1996	31	4	40	22	1	13	2	4	5	2	12	4	6	1	2
1997	31	4	43	22	1	13	2	4	5	2	12	4	7	1	2

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Niedersachsen

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér. *	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.		
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern		Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten		Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten	
1990	79	11	140	134	3	45	9	15	15	4	22	8	10	1	15
1991	80	11	136	130	3	45	10	15	15	4	16	8	10	1	15
1992	80	11	135	125	3	45	11	15	15	4	18	8	10	1	15
1993	80	11	136	170	3	46	11	15	16	7	18	8	10	1	15
1994	80	11	134	172	3	46	11	15	16	7	18	8	10	1	15
1995	80	11	135	175	3	46	11	15	16	7	18	8	10	1	15
1996	80	11	140	181	3	46	10	15	17	7	18	8	10	1	15
1997	80	11	138	175	3	47	9	15	17	7	18	8	10	1	15

\* tribunal administratif supérieur commun avec le land de Schleswig-Holstein

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Nordrhein-Westfalen

Famille des juridictions du droit privé						Famille des juridictions du droit public						
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
	Gerichte	mit Zivil-   Straf-kammern		Gerichte	mit Zivil-   Straf-senaten		Gerichte	Kammern bei den Landes-arbeits-gerichten	Gerichte	Senate bei den Ober-verwal-tungs-gerichten	Gerichte	Senate bei den Landes-sozial-gerichten	Gerichte	mit Senaten

1990	130	19	328	243	3	111	12	30	46	7	24	8	18	3	46
1991	130	19	331	237	3	111	13	30	46	7	24	8	18	3	46
1992	130	19	334	240	3	112	13	30	48	7	25	8	18	3	47
1993	130	19	322	290	3	112	14	30	48	7	25	8	18	3	47
1994	130	19	325	292	3	114	12	30	48	7	25	8	18	3	47
1995	130	19	318	294	3	115	12	30	48	7	25	8	18	3	47
1996	130	19	325	296	3	114	12	30	48	7	25	8	18	3	48
1997	130	19	322	300	3	114	12	30	48	7	25	8	18	3	48

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -



## Nombres de juridictions, par catégorie

Rheinland-Pfalz

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte		Oberlandesgerichte		Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern	Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten	Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten
1990	47	8 75 51	2 27 4	5 9	4 13	4 6	1 7					
1991	47	8 74 59	2 25 4	5 9	4 13	4 6	1 7					
1992	47	8 76 61	2 25 5	5 9	4 13	4 6	1 7					
1993	47	8 74 73	2 25 5	5 10	4 13	4 6	1 7					
1994	47	8 73 73	2 25 5	5 11	4 12	4 7	1 6					
1995	47	8 74 71	2 25 5	5 11	4 12	4 7	1 6					
1996	47	8 75 69	2 24 5	5 11	4 12	4 7	1 6					
1997	47	8 75 67	2 24 5	5 11	4 12	4 7	1 6					

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Saarland

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.		
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern		Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten		Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten	
1990	11	1	22	13	1	9	2	3	2	1	7	1	2	1	2
1991	11	1	22	13	1	9	2	3	2	1	7	1	2	1	2
1992	11	1	22	13	1	9	2	3	2	1	7	1	2	1	2
1993	11	1	20	14	1	9	2	3	2	1	8	1	3	1	2
1994	11	1	19	17	1	9	2	3	2	1	8	1	3	1	2
1995	11	1	19	17	1	8	2	3	2	1	8	1	3	1	2
1996	11	1	19	17	1	8	2	3	2	1	8	1	5	1	2
1997	11	1	19	17	1	8	2	3	2	1	8	1	5	1	2

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -> 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Sachsen

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte		Oberlandesgerichte		Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
	Gerichte	mit Zivil-   Straf-kammern	Gerichte	mit Zivil-   Straf-senaten	Gerichte	Kammern bei den Landes-arbeits-gerichten	Gerichte	Senate bei den Ober-verwal-tungs-gerichten	Gerichte	Senate bei den Landes-sozial-gerichten	Gerichte	mit Sena-ten

1990															
1991															
1992															
1993	40	6	66	69	1	12	2	5	9	3	3	3	4	1	3
1994	30	6	79	74	1	17	2	5	13	3	6	3	4	1	4
1995	30	6	84	73	1	19	2	5	11	3	6	3	4	1	3
1996	30	6	81	71	1	20	2	5	10	3	6	3	5	1	4
1997	30	6	85	68	1	20	2	5	10	3	7	3	5	1	4

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -



## Nombres de juridictions, par catégorie

Sachsen-Anhalt

Famille des juridictions du droit privé						Famille des juridictions du droit public						
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte		Oberlandesgerichte		Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.	
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern	Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten	Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senat

1990															
1991															
1992															
1993	36	4	33	39	1	7	2	6	9	3	6	4	6	1	2
1994	35	4	39	45	1	10	2	6	7	3	10	4	6	1	2
1995	35	4	41	49	1	12	2	6	9	3	10	4	6	1	2
1996	35	4	53	35	1	11	2	6	9	3	9	6	6	1	2
1997	35	4	49	33	1	16	2	6	9	3	9	6	6	1	2

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Schleswig-Holstein

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér. *	Tribunaux soc.	Chamb. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte		Oberlandesgerichte		Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.				
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern	Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten	Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten			
1990	30	4	51	36	1	27	5	6	6	1	-	4	6	1	5
1991	30	4	52	40	1	27	5	6	6	1	11	4	6	1	5
1992	30	4	50	38	1	25	5	6	6	1	11	4	6	1	5
1993	30	4	47	38	1	25	5	6	6	1	11	4	8	1	5
1994	30	4	47	35	1	25	5	5	6	1	11	4	9	1	5
1995	28	4	51	48	1	22	5	5	6	1	10	4	9	1	5
1996	28	4	48	41	1	22	5	5	6	1	15	4	9	1	5
1997	28	4	52	51	1	25	5	5	6	1	9	4	8	1	5

\* Tribunal administratif supérieur commun avec le Land de Basse-Saxe

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder ; or le Land de Schleswig-Holstein est le seul à ne pas posséder de Cour constitutionnelle -

## Nombres de juridictions, par catégorie

Thüringen

Famille des juridictions du droit privé							Famille des juridictions du droit public					
Tribunaux cantonaux	Tribunaux régionaux		Tribunaux régionaux supérieurs		Juridiction du travail		Juridiction administrative		Juridiction du contentieux social		Juridiction fiscale	
	Tribunaux	dont Chambres civiles   pénales	Tribunaux	dt. Chambres civ.   pén.	Tribunaux	Chambres des Trib. régionaux du travail	Tribunaux adm.	Chambres des Trib. administr. supér.	Tribunaux soc.	Chambr. des Trib. sup. du cont.soc.	Trib. des fin.	dont Chambres

Amtsgerichte	Landgerichte			Oberlandesgerichte			Arbeitsgerichte		Verwaltungsger.		Sozialgerichte		Finanzger.		
	Gerichte	mit Zivil-   Strafkammern		Gerichte	mit Zivil-   Strafsenaten		Gerichte	Kammern bei den Landesarbeitsgerichten	Gerichte	Senate bei den Oberverwaltungsgerichten	Gerichte	Senate bei den Landessozialgerichten	Gerichte	mit Senaten	
1990															
1991															
1992															
1993	30	4	41	24	1	7	2	7	7	3	4	4	4	1	2
1994	30	4	44	25	1	8	2	7	7	3	6	4	4	1	2
1995	30	4	47	23	1	10	2	7	9	3	8	4	5	1	2
1996	30	4	46	22	1	10	2	7	8	3	8	4	4	1	3
1997	30	4	47	22	1	10	2	7	8	3	9	4	5	1	3

Source : Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch (1991 -&gt; 1998), rubrique 15.1

- Cette série statistique ne mentionne pas les Cours constitutionnelles des Länder -



### 3- Dépenses d'indemnisation des juges non-professionnels en Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat

#### Entschädigung ehrenamtlicher Richter

Nach §§ 55 GVG, 32 VwGO, Gesetz über die Entschädigung der ehrenamtlichen Richter (Schönfelder Nr. 118)  
In den einzelnen Haushaltsplänen unter Personalkosten der einzelnen Gerichtsbarkeiten ausgewiesen.

#### Beispiel an Hand von Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz: tatsächliche Ausgaben in 1000 DM

		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ord. Gerichte	BW	2504,1	2359,9		2334,0	2581,1	3044,5		
	RP			1248,2		1367,2	1551,8		
VerwG	BW	328,4	278,9		236,5	227,9	234,0		
	RP			214,4		194,6	218,3		
FinG	BW	52,2	56,9		45,5	52,8	60,2		
	RP			47,6		41,0	48,5		
SozG	BW	292,5	272,8		252,4	290,1	341,1		
	RP			128,1		157,2	189,3		
ArbG	BW								
	RP					260,5	318,0		

#### Beispiel an Hand von Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz: Haushaltsansätze in 1000 DM

		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ord. Gerichte	BW			2900	2800	2850	2850	2850	3300
	RP				1500	1400	1500	2000	1250
VerwG	BW			400	360	360	360	360	260
	RP				235	249,9	254,9	280	200
FinG	BW			60	61	62	62	63	63
	RP				52	50,9	50,9	52	52
SozG	BW			330	330	330	330	330	370
	RP				165	140	140	190	180
ArbG	BW								
	RP					256	256	320	310

**Beispiel an Hand von Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz: tatsächliche Ausgaben in 1000 Ecu**

		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ord. Gerichte	BW	1220,3	1150,7		1205,3	1341,2	1624,8		
	RP			617,8		710,4	828,2		
VerwG	BW	160,0	136,0		122,1	118,4	124,9		
	RP			106,1		101,1	116,5		
FinG	BW	25,4	27,8		23,5	27,4	32,1		
	RP			23,6		21,3	25,9		
SozG	BW	142,5	133,0		130,4	150,7	182,0		
	RP			63,4		81,7	101,0		
ArbG	BW								
	RP					135,4	169,7		

**Beispiel an Hand von Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz: Haushaltsansätze in 1000 Ecu**

		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ord. Gerichte	BW			1435,4	1446,0	1480,9	1521,0	1492,5	1679,9
	RP				774,6	727,5	1067,4	1047,4	636,3
VerwG	BW			198,0	185,9	187,1	192,1	188,5	132,4
	RP				121,4	129,8	136,0	146,6	101,8
FinG	BW			29,7	31,5	32,2	33,1	32,9	32,1
	RP				26,9	26,5	27,2	27,2	26,5
SozG	BW			163,3	170,4	171,5	176,1	172,8	188,4
	RP				85,2	72,8	74,7	99,5	91,6
ArbG	BW								
	RP					133,0	136,6	167,6	157,8

**Zum Vergleich: Baden-Württemberg 1994:**

Bereinigte Ausgaben d. Funktion Rechtsschutz: 1.642.000.000 DM = 853.199.759 Ecu  
Bereinigte Bruttogesamtausgaben: 49.625.000.000 DM = 25.785.650.440 Ecu  
Einwohner: 10.149.000  
PIB: 478.113.000.000 DM = 248.432.336.300 Ecu

**Zum Vergleich: Rheinland-Pfalz 1994:**

Bereinigte Ausgaben d. Funktion Rechtsschutz: 695.000.000 DM = 361.129.009 Ecu  
Bereinigte Bruttogesamtausgaben: 19.458.000.000 DM = 10.110.573.020 Ecu  
Einwohner: 3.926.000  
PIB: 145.200.000.000 DM = 75.447.384.280 Ecu

**Sources:** Haushaltspläne der Funktion Justiz der Länder Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz  
Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1992-1996  
Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch der Bundesrepublik Deutschland 1995, 1996



## 4- Coûts de la protection judiciaire de la jeunesse

### Ausgaben in 1000 DM

	1990 ①	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Jugendsozialarbeit	127000		377604	365933	332254	360734	486828	426966
Hilfe zur Erziehung, Hilfe für junge Volljährige und Inobhutnahme	2768000		5806103	6515844	6956338	7453896	7757115	8536164
Mitwirkung in Verfahren vor den Vormundschafts- und Familiengerichten	(30000)		37316	41859	46861	54295	55928	(57000)
Jugendgerichtshilfe	(40000)		52099	63663	65566	66560	70939	(73000)
insgesamt			6273122	6987299	7401019	7935485	8370810	
total évalué	2965000							9093130

### en 1000 Ecu

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Jugendsozialarbeit	61888		186904	188977	172643	192520	254945	217354
Hilfe zur Erziehung, Hilfe für junge Volljährige und Inobhutnahme	1348868		2873867	3364944	3614583	3978063	4062295	4345475
Mitwirkung in Verfahren vor dem Vormundschafts- und Familiengerichten	(14619)		18470	21617	24349	28977	29289	(29017)
Jugendgerichtshilfe	(19492)		25788	32877	34069	35522	37150	(37162)
insgesamt			3105029	3608415	3845644	4235082	4383679	
total évalué	1444867							4629008

Für 1992 liegen bisher keine Zahlen vor.

Die Zahlen in Klammern sind an Hand der Ausgaben der vorherigen und späteren Jahre geschätzt.

① Altes Bundesgebiet. Die Zahlen für 1990 sind wenig aussagekräftig, da erst seit 1992 in den Statistiken nach den Leistungsbereichen der Jugendhilfe differenziert wird. Durch Erlasse der Innenministerien der Länder, die der Einführung des SGB VIII im Jahre 1991 gefolgt sind, wurde die kommunale Haushaltsstatistik geändert.

Die Ausgaben der Jugendhilfe umfassen die Leistungen nach dem SGB VIII. In das Sozialbudget werden zu den Leistungen der Jugendämter, Landesjugendämter und oberen Landesjugendbehörden auch die Leistungen des Bundes, vor allem nach dem Bundesjugendplan und nach dem Unterhaltsvorschußgesetz, einbezogen.

Es werden nur die öffentlichen Ausgaben und Einnahmen der Jugendhilfe statistisch festgestellt. Hierzu zählen jedoch auch die öffentlichen Zuschüsse an die freien Träger der Jugendhilfe. Diese umfaßten in den Jahren

1990: 38 % der Gesamtausgaben der Jugendhilfe nach SGB VIII.

1992: 23 %

1993: 24 %

1994: 26 %

1995: 26,5 %

1996: 28 %

1997: 28 %

Die Ausgaben der pjg werden ganz überwiegend von den örtlichen Trägern der Jugendämter, d.h. den Kreisen und kreisfreien Städten getragen, während die Gemeinden in erster Linie für Kindertagesstätten, die zwar in der Jugendhilfe aber nicht in der pjg enthalten sind, verantwortlich sind. Die überörtlichen Träger, also die Landesjugendämter, sind nur in gesetzlich geregelten Ausnahmen für die Jugendhilfe zuständig.

Die Ausgaben für Jugendrichter, Jugendstaatsanwälte, Jugendstrafanstalten und Jugendarrestanstalten sind bereits in den allgemeinen Statistiken der Funktion Rechtsschutz enthalten. Sie konnten dort aber nicht individualisiert werden.

Die Kosten der Amtsvormundschaft, Amtspflegschaft und Beistandschaft wurden nicht eingerechnet, da diese Institutionen sowohl für Waisen und Findelkinder als auch anstelle der elterlichen Sorge, wenn diese sie nicht ausüben können oder dürfen, angewandt werden. Die Kosten betragen 106.000.000 DM (= 54.741.000 Ecu) für 1993. Die tatsächlichen Gesamtkosten sind somit etwa höher als das errechnete "total évalué".

Die doch beträchtliche Erhöhung der Ausgaben in dem Untersuchungszeitraum kann mit der Einführung des neuen Kinder und Jugendhilfegesetz im Jahre 1991 zusammenhängen, allerdings konnte diese These bisher nicht nachgewiesen werden. Durch dieses Gesetz wurde das Kinder- und Jugendhilferecht grundlegend reformiert.

**Sources** : Statistisches Bundesamt Wiesbaden, Statistisches Jahrbuch 1992 –1999, Tabellen 19.14.7 bzw. 19.15.12 (1997), 19.16.11 (1998), 19.16.18 (1999)

Statistisches Bundesamt Wiesbaden, Fachserie 13: Sozialleistungen, Reihe 6.4.: Ausgaben und Einnahmen der öffentlichen Jugendhilfe 1992–1996

Kyi, Gregor, Ausgaben und Einnahmen der Kinder- und Jugendhilfe 1993, in: Wirtschaft und Statistik 2/1996



## 5- Dépenses pour les ministères de la justice dans la Fédération et les Länder

Kosten der Justizministerien in Mrd. DM

	1990 ①	1991 ①	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Bund	(0,100)	(0,100)	(0,100)	0,100	0,099	0,099	0,098	0,101
BW	(0,020)	(0,020)	0,020	0,021	0,022	0,021	0,021	0,021
Hessen	(0,021)	(0,021)	0,021	0,021	0,022	0,024	0,026	0,027
SH	(0,015)	(0,015)	0,015	0,016	0,015	0,017	0,018	(0,017)
∅ Länder	0,019	0,019	0,019	0,019	0,020	0,021	0,022	0,023
Länder	(0,209)	(0,209)	0,304	0,304	0,320	0,331	0,347	(0,347)
Bund + Länder	(0,309)	(0,309)	(0,404)	0,404	0,419	0,430	0,445	(0,448)

Quelle: Haushaltspläne der Funktion Justiz des Bundes und der Länder

Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1992-1996

① territoire de l'ex-RFA

Les chiffres entre parenthèses ont été évalués. Par extrapolation à partir des séries manquantes

### Zum Vergleich

#### Schleswig-Holstein (1994):

Bereinigte Ausgaben der Funktion Rechtsschutz: 498.000.000 DM = 258.765.822 Ecu  
 Bereinigte Bruttogesamtausgaben: 13.559.000.000 DM = 7.045.393.140 Ecu  
 Einwohner 2.680.000  
 PIB: 103.801.000.000 DM = 53.936.046.300 Ecu

#### Baden-Württemberg (1994):

Bereinigte Ausgaben der Funktion Rechtsschutz: 1.642.000.000 DM = 853.199.759 Ecu  
 Bereinigte Bruttogesamtausgaben: 49.625.000.000 DM = 25.785.650.440 Ecu  
 Einwohner: 10.149.000  
 PIB: 478.113.000.000 DM = 248.432.336.300 Ecu

#### Hessen (1994):

Bereinigte Ausgaben der Funktion Rechtsschutz: 1.342.000.000 DM = 697.320.000 Ecu  
 Bereinigte Bruttogesamtausgaben: 29.939.000.000 DM = 15.556.610.000 Ecu  
 Einwohner: 5.967.000  
 PIB: 319.200.000.000 DM = 165.859.540.000 Ecu



## 6- Dépenses pour l'arbitrage

### [Individualisierung der Kosten der Schiedsgerichtsbarkeit]

Die Funktion 059 (sonstige Rechtsschutzaufgaben) enthält folgende Institutionen:

1. Ausschüsse "Reform des Rechtswesens"
2. Deutsches Patentamt/Europäische Patentorganisation
3. Dienststelle Berlin des Europäischen Patentamts
4. Internationale Organisationen des Rechtswesens im Ausland
5. Kriminologische Zentralstelle
6. Schiedsamt
7. Schiedsgericht, Schiedsgerichtshof
8. Sonstiges Schlichtungswesen

zu 1: Im Haushaltsplan des Bundes beim Justizministerium als Titelgruppe ausgewiesen

zu 2: Im Haushaltsplan Funktion Justiz des Bundes ist das Deutsche Patentamt ausgewiesen.

Die Europäische Patentorganisation ist finanziell vollständig selbsttragend laut Internetauskunft der EPO.

zu 3: Weder im Haushaltsplan Funktion Justiz des Bundes noch des Landes Berlin ausgewiesen; keine sonstigen Nachweise vorhanden

Die Europäische Patentorganisation – und somit auch die Dienststelle Berlin des Europäischen Patentamts – ist finanziell vollständig selbsttragend laut Internetauskunft der EPO.

zu 4: Nicht im Haushaltsplan Funktion Justiz des Bundes ausgewiesen; gehört wohl zu den auswärtigen Angelegenheiten.

zu 5: Nicht im Haushaltsplan Funktion Justiz des Bundes oder der Länder ausgewiesen. Laut Internetauskunft tragen Bund und Länder die Kosten dieser Stelle. Wahrscheinlich in den Haushaltsplänen der Wissenschaftsministerien ausgewiesen.

zu 6–8: Nicht im Haushaltsplan Funktion Justiz des Bundes ausgewiesen; diese Werte sollen individualisiert werden. Die Schiedsämtler sind Institutionen der Gemeinden, die wahrscheinlich auch von den Justizhaushalten der Länder mitfinanziert werden.

zu 1: Titelgruppe 03 im Haushaltsplan des Bundesjustizministeriums: Kosten der Reformausgaben im Justizbereich in 1000 DM

	1992	1993	1994	1995
Soll		1900	1500	1150
Ist	1107	1189		

in 1000 Ecu

	1992	1993	1994	1995
Soll		981	779	614
Ist	548	614		

zu 2: Funktion 0710 des Bundeshaushaltsplans: Deutsches Patentamt in 1000 DM

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Soll		279.895	283.872	293.089	301.046	284.459
Ist		247.220				

in 1000 Ecu:

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Soll		144.545	147.503	156.418	157.654	144.809
Ist		127.671				

Funktion 059: Sonstige Rechtsschutzaufgaben: bereinigte Bruttoausgaben in 1000 DM

	1992	1993	1994	1995	1996
Bund	391.000	387.000	295.000	282.000	297.000
Länder	139.000	175.000	170.000	186.000	193.000
insgesamt	531.000	562.000	465.000	468.000	490.000

Bei den Ausgaben der Länder fällt auf, dass der Hauptteil der Ausgaben auf das Land Nordrhein–Westfalen (132–171 Millionen DM) entfällt und dort Zahlungen an den öffentlichen Bereich darstellt, die übrigen Länder haben entweder viel geringere (Sachsen–Anhalt: 3–28 Millionen DM, Bremen: 3–9 Millionen DM), nur geringfügige (Rheinland–Pfalz, Sachsen–Anhalt: 1–3 Millionen DM) oder keine Ausgaben (Baden–Württemberg, Bayern, Brandenburg, Hessen, Mecklenburg–Vorpommern, Niedersachsen, Saarland, Sachsen, Schleswig–Holstein, Thüringen, Berlin, Hamburg = 12 Länder).

In 1000 Ecu:

	1992	1993	1994	1995	1996
Bund	193.535	199.856	153.285	150.500	155.535
Länder	68.801	90.374	88.334	99.266	101.072
insgesamt	262.831	290.231	241.619	249.767	256.606

Aufteilung der besonderen Rechtsschutzaufgaben des Bundes in 1000 DM

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
insgesamt	391.000	387.000	295.000	282.000	297.000	
Patentamt ①		279.895	283.872	293.089	301.046	
Reform ②		1.900	1.500	1.500		
Übriges ③		105.205	9.628	–	–	

in 1000 Ecu:

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
insgesamt	193.535	199.856	153.285	150.500	155.535	
Patentamt ①		144.545	147.503	156.418	157.654	144.809
Reform ②		981	779	614		
Übriges ③		56.292	6.561	–	–	

① Da die Ist–Ausgaben nur für 1993 vorhanden sind, wurden in der Tabelle Soll–Ausgaben verzeichnet.

② Soll–Ausgaben

③ Hier sind wahrscheinlich der Anteil des Bundes der Kosten der Kriminologischen Zentralstelle enthalten

Sources: Haushaltsplan der Funktion Justiz des Bundes

Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1992–1996

**Fazit:** Dans les comptes apurés de la sous-fonction 059 (sonstige Rechtsschutzaufgaben), les lignes 6 à 8 correspondent à des dépenses pour l'arbitrage (à exclure du périmètre de la recherche), tandis que les lignes 1 à 5 correspondent à des dépenses relevant du périmètre de la recherche.

L'analyse des dépenses de la Fédération montre qu'elles correspondent presque parfaitement à celle des lignes 1 à 5 de la sous-fonction 059. L'approximation semble donc permise, qui consiste à considérer que le montant des dépenses pour l'arbitrage correspond aux sommes portées dans la ligne des Länder dans la sous-fonction 059.

Il convient donc pour adapter la présentation fonctionnelle allemande au périmètre de la recherche, de déduire du total de la fonction 05 les dépenses des Länder dans la sous-fonction 059.



## 7- Dépenses générales de formation des juristes, imputées sur le budget des ministères de la justice des Länder

### [Kosten der Juristenausbildung]

#### Beispiel 1: Schleswig-Holstein, Ansatz 1994

820 Referendare

Anwärterbezüge der Referendare:	25.082.900 DM = 13.033.327,79 Ecu
Unterrichtsentschädigung	160.000 DM = 83.137,61 Ecu
Vergütung für die jur. Staatsprüfungen	<u>237.000 DM = 123.147,59 Ecu</u>
Insgesamt	25.479.900 DM = 13.239.613,00 Ecu

#### Zum Vergleich:

Bereinigte Ausgaben der Funktion Rechtsschutz: 498.000.000 DM = 258.765.822 Ecu

==> ca. 5 % der Justizkosten für Juristenausbildung

Bereinigte Bruttogesamtausgaben:	13.559.000.000 DM = 7.045.393.140 Ecu
Einwohner	2.680.000
PIB:	103.801.000.000 DM = 53.936.046.300 Ecu

#### Beispiel 2: Baden-Württemberg, Ist 1994:

4461 Beamte auf Widerruf im Vorbereitungsdienst

Bezüge: Beamte auf Widerruf im Vorbereitungsdienst:	99.898.200 DM = 51.908.112 Ecu
Unterrichtsvergütungen	2.043.000 DM = 1.061.563 Ecu
persönliche Prüfungskosten	77.700 DM = 40.374 Ecu
Lehr- und Lernmittel	1.087.500 DM = 565.076 Ecu
sächliche Prüfungskosten	<u>86.300 DM = 44.842 Ecu</u>
insgesamt:	103.192.700 DM = 53.619.968 Ecu

#### Zum Vergleich:

Bereinigte Ausgaben der Funktion Rechtsschutz: 1.642.000.000 DM = 853.199.759 Ecu

ca. 6 % der Justizkosten für Juristenausbildung

Bereinigte Bruttogesamtausgaben:	49.625.000.000 DM = 25.785.650.440 Ecu
Einwohner:	10.149.000
PIB:	478.113.000.000 DM = 248.432.336.300 Ecu

**Sources** : Haushaltspläne der Funktion Justiz der Länder Schleswig-Holstein und Baden-Württemberg  
Statistisches Bundesamt, Rechnungsergebnisse der staatlichen Haushalte 1992-1996

## 8- Herausforderung Informationsgesellschaft: Die Anwendung moderner Technologien im Zivilprozeß und anderen Verfahren<sup>1</sup>

11. Weltkongreß für Prozeßrecht

Länderbericht Bundesrepublik Deutschland

Prof. Maximilian Herberger (Institut für Rechtsinformatik, Universität des Saarlandes)

### Vorbemerkung

Die EDV-Anwendungen bei Gericht in der Bundesrepublik Deutschland sind durch die föderale Struktur geprägt, da die Zuständigkeit für diesen Bereich bei den Ländern liegt. Eine vom Bund und den Ländern gegründete Kommission, die sogenannte "Bund-Länder-Kommission", bemüht sich um Vereinheitlichung im Feld der Justiz-EDV. Trotzdem ist eine gewisse Vielfalt charakteristisch für die Bemühungen der Bundesländer im Bereich der gerichtlichen Informationstechnik-Projekte. Um dem Rechnung zu tragen, ist der folgende Bericht nach Ländern gegliedert.

Die Informationen für den vorliegenden Bericht beruhen auf einer Umfrage bei allen Bundesländern. Im folgenden sind die Länder berücksichtigt, die auf die Umfrage geantwortet haben.

Ein früherer Gesamtbericht, der für die Tagung der Justizministerkonferenz in Saarbrücken erarbeitet wurde, ist im Internet verfügbar unter der Adresse <http://www.jura.uni-sb.de/laenderberichte/>. Wer die Arbeit der Bund-Länder-Kommission verfolgen will, kann dies über die Veröffentlichungen des EDV-Gerichtstages tun (<http://edvgt.jura.uni-sb.de/>). Im Rahmen von dessen Programm gestaltet die Bund-Länder-Kommission seit einigen Jahren einen Arbeitskreis, der stets auch einen Überblick über die EDV-Situation in den Gerichten der Länder bietet.

### Bayern

In Bayern sind in der ordentlichen Gerichtsbarkeit zur Zeit ca. 14.000 Bedienstete mit etwa 10.500 Bildschirmarbeitsplätzen ausgestattet. In dieser Umgebung stehen über 40 justizspezifische Programme zur Verfügung. Bei den Zivilsachen konzentriert sich die EDV-Ausstattung auf folgende Felder:

#### *Geschäftsstellenautomation*

Für die EDV-Unterstützung der Geschäftsstellentätigkeit in Zivilsachen wird SIJUS-ZIVIL von der Firma Siemens in Verbindung mit der justizintern entwickelten Standard-Software ZIVTEXT als Textverarbeitung eingesetzt. Dadurch abgedeckt ist die Textverarbeitung (einschließlich der Protokollführung im Sitzungssaal, der Registratur und der Vorgangsverwaltung, sowie der Fristenverwaltung, der Statistik und der Kostenberechnung). Die Vollausstattung aller bayerischen Zivilgerichte mit einem der beiden EDV-Programme ist bis Mitte 1999 projektiert.

#### *Richterarbeitsplatz*

In einer ersten Phase erstreckte sich die Ausstattung der Justiz mit EDV auf die Geschäftsstellen und Kanzleien bzw. die neugebildeten Service-Einheiten. (Vgl. zur Erläuterung dieses mittlerweile länderübergreifend akzeptierten Organisationskonzepts <http://www.jm.nrw.de/seiten/aktuell/ji197/itorga.htm> : "Die grundlegenden Strukturen dieses neuen Organisationsmodells sind die ganzheitliche Verfahrensbearbeitung, die Aufhebung der herkömmlichen Arbeitsteilung, Teamarbeit, Aufgabenvielfalt und damit verbunden eine Tätigkeitsanreicherung im Bereich der nichtrichterlichen bzw. staatsanwaltlichen Mitarbeiter."). Man hatte diesem Bereich Priorität gegeben, da dort nach Einschätzung der Verantwortlichen die strukturellen Probleme am größten waren. Im Anschluß an diese Phase kam allerdings auch die Integration des Richterarbeitsplatzes in die DV-unterstützten Arbeitsabläufe in den Blick. Aus diesem Grunde wurden auch in der Vergangenheit bereits Richterarbeitsplätze mit EDV ausgestattet. Diese Ansätze sind nunmehr in dem Projekt CORIS ("Computerunterstützung für Richter und Staatsanwälte") gebündelt worden. Im Rahmen dieses Konzepts sollen dem Richter am Arbeitsplatz geboten werden: Eine elektronische Auskunft über Verfahrensstand und -beteiligte Zugangs zu Rechts- und Fachinformationssystemen Hilfsprogramme für Aktenauswertung und Sitzungsvorbereitung Möglichkeiten der elektronischen Textverarbeitung.

---

<sup>1</sup> Texte reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.



### *Grundbuch*

Mit dem Programm zur maschinellen Grundbuchführung SOLUM-STAR werden Grundbucheintragen nicht mehr in Papiergrundbücher ausgegeben, sondern mit konstitutiver Rechtswirkung auf nur einmal beschreibbare Datenträger abgespeichert. Auf die Inhalte des Grundbuchs kann von außen im automatisierten Abrufverfahren zugegriffen werden. Knapp 400 Teilnehmer (vor allem Notare und Kreditinstitute) nutzen bereits das automatisierte Abrufverfahren. Mit dem inzwischen bei 30 Grundbuchämtern eingesetzten Verfahren sollen bis Ende 2001 alle bayerischen Grundbuchämter ausgestattet sein. Gegenwärtig wird die Hälfte der 5,5 Millionen Grundbuchblätter mit einem Gesamtbestand von rund 60 Millionen Seiten maschinell geführt. (Vgl. zu den datenschutzrechtlichen Fragen um SOLUM-STAR den 16. Tätigkeitsbericht des bayerischen Datenschutzbeauftragten (Nr. 7.2.4, <http://www.datenschutz-bayern.de/tbs/tb16/k7.htm#K7A2B4>) und den 17. Tätigkeitsbericht (Nr. 7.6.9, <http://www.datenschutz-bayern.de/tbs/tb17/k7.htm#K7A6B9>).

### *Handelsregister*

Angekündigt ist, daß die bayerische Justiz die Handelsregister der Amtsgerichte mit einem EDV-System zur maschinellen Registerführung (RegisSTAR) ausrüsten wird, das an die Stelle des bisherigen, für die Papierregisterführung konzipierten Verfahrens HAREG treten soll. RegisSTAR ist eine Fortentwicklung des mit dem maschinell geführten Grundbuch SOLUM-STAR bereits eingeschlagenen Weges einer papierlosen Registerführung. Die Eintragungen in das Handelsregister werden mit RegisSTAR nicht mehr auf Papier ausgegeben, sondern auf elektronischen Datenträgern gespeichert. Über eine "Online-Auskunft" können dann externe Nutzer wie Rechtsanwälte, Notare und Kreditinstitute in ihren Büroräumen vom Schreibtisch aus in das Handelsregister Einsicht nehmen. Nachdem inzwischen die notwendigen Konzepte für das neue Programm vorliegen, hat Bayern in einem Verbund mit Nordrhein-Westfalen und Sachsen die programmtechnische Realisierung von RegisSTAR in Auftrag gegeben. Die Erprobung des Programmes soll im Frühjahr 2000 beginnen. (vgl. dazu die Presseerklärung von Justizminister Alfred Sauter 15. April 1999 unter <http://www.justiz.bayern.de/presseer.htm>).

### *juris*

Die juris-Datenbanken sind im Rahmen eines Landesvertrages verfügbar.

### *Aufbau eines Justiznetzes*

Geplant ist, die ordentlichen Gerichte Bayerns wie alle anderen bayerischen Justizbehörden in naher Zukunft untereinander und mit anderen Behörden in einem elektronischen Netz zusammenzuführen. Zu diesem Zweck wird ein bayerisches Justiznetz mit einem Übergang zum allgemeinen bayerischen Behördennetz aufgebaut. Der Übergang vom Justiznetz zum Behördennetz ist durch Firewall-Technologie abgesichert. Erwartet wird, daß diese Vernetzung in Zivilsachen zu einer Beschleunigung und Verbesserung des Informationsaustausches und damit zu einer Verkürzung der gerichtlichen Verfahrensdauer führt.

### **Berlin**

Im Bereich der ordentlichen Gerichtsbarkeit sind zur Zeit ca. 1.800 Bildschirmarbeitsplätze vorhanden. Diese Bildschirmarbeitsplätze konzentrieren sich weitgehend in den Schreibarbeitsplätzen der Gerichte. Mit dem Übergang von der traditionellen Kanzleistruktur zu den neuen Serviceeinheiten ist eine Umstrukturierung dieser EDV-Infrastruktur verbunden. Zugleich wächst in den Serviceeinheiten der Bedarf für informationstechnische Unterstützung.

Im einzelnen sind im Bereich der Berliner ordentlichen Gerichtsbarkeit folgende EDV-Lösungen im Einsatz:

#### *Justizkasse*

In der Justizkasse wird mit dem System AJUK seit Ende 1990 automatisiert gebucht. Eine durchgreifende Umstellung des Systems wurde Anfang 1996 durchgeführt. Seitdem handelt es sich bei AJUK um ein datenbankgestütztes UNIX-Mehrplatzsystem mit 55 Terminals.

#### *Zivilprozeß*

Mit dem Ziel einer einheitlichen Automationsunterstützung in der ordentlichen Gerichtsbarkeit wird unter der Bezeichnung AULAK ("Automation des Landgerichts, der Amtsgerichte und des Kammergerichts") eine Gerichtsorganisations-Software entwickelt. Die Software soll alle Organisationseinheiten unterstützen, das heißt z.B. die Geschäftsstelle, die Kanzlei, die Protokollführung, die Rechtsantragsstelle, den Richter- sowie den Rechtspflegerarbeitsplatz. Gleichzeitig wird sie organisationsformenübergreifend entwickelt, d. h. sie soll den neuen Service-Einheiten und der Zentralkanzlei dienen. Die Fertigstellung der Zivilprozeßmodule wird für Spätsommer 1999 projektiert.



### *Familiengericht*

Das Familiengericht im Amtsgericht Tempelhof-Kreuzberg wurde 1995 modellartig mit EDV-Technik versehen. Innerhalb des Projekts AUFAM erhielt jeder der 227 Arbeitsplätze einen PC. AUFAM bietet eine Automationsunterstützung für das Schreibwerk und die Eingangsregistratur. Der Planung nach wird AUFAM in AULAK integriert werden. Im AUFAM-Projekt ist eine umfangreiche Bibliothek von Textbausteinen entstanden (zur Zeit etwa 1.250). Auf diese Textbaustein-Bibliothek greifen auch die anderen Berliner Familiengerichte zu. Für die Rechtsantragstelle des Familiengerichts sind 140 Anträge in der richterlichen Tenorierungsform elektronisch verfügbar, die den Bereich der Standardfälle abdecken. AUFAM ist des weiteren dadurch gekennzeichnet, daß die richterliche Arbeit durch den netzwerkweiten Zugriff auf Entscheidungssammlungen und das Berechnungsprogramm "Familienrechtliche Berechnungen" (Autor: RiOLG Gutdeutsch) unterstützt wird.

### *Handelsregister*

Für das Handelsregister existiert mit HAREG ein System zur Führung des Handels-, Vereins-, Genossenschafts- und Partnerschaftsregisters mit 96 Bildschirmarbeitsplätzen im zentralen Registergericht am Amtsgericht Charlottenburg. Das Register selbst wird zur Zeit noch in Papierform auf Registerblättern geführt. Projektiert ist die papierlose Führung des Handelsregisters für das Jahr 2000.

### *Insolvenzverfahren*

Mit KOKA verfügte die Berliner Justiz über eine Automationsunterstützung im Bereich des Konkursverfahrens. Dieses Programm zielte vor allem auf den Geschäftsstellenbereich. Richter und Rechtspfleger waren mit Leserechten mit einbezogen. Das System war für den verbundmäßigen Zugriff auf die Handelsregisteranwendung HAREG konzipiert. 1998 wurde KOKA den Erfordernissen des neuen Insolvenzverfahrens angeglichen. Seit Anfang 1999 werden mit dem so entstandenen System KIKO (Kartei in Insolvenz- und Konkursachen) sowohl die Unternehmens- als auch die Verbraucherinsolvenzen arbeitet.

### *Mahnverfahren*

Unter Verzicht auf Papierdokumente werden im System AUMAV (Automation des gerichtlichen Mahnverfahrens) alle eingehenden Daten erfaßt und verarbeitet. Die Infrastruktur des Systems besteht unter Nutzung eines Großrechners des Landesbetriebs für Informationstechnik aus drei Unix-Rechnern im Amtsgericht Wedding, an denen 80 PC-Arbeitsplätze betrieben werden. Dabei hat jeder Rechtspfleger und Geschäftsstellenbeamter über einen eigenen PC Zugriff auf das System. Geplant ist noch für 1999 eine Realisierung des Datenaustauschs mit Antragstellern über Datenfernübertragung (Internet).

### *Schuldnerverzeichnis*

Das beim Amtsgericht Schöneberg geführte zentrale Schuldnerverzeichnis ist mit Hilfe des Programms SCHUF/EV automatisiert worden. Alle Berliner Amtsgerichte sind per ISDN-Verbindungen an das System angeschlossen, weswegen auf die früher in Karteiform geführten örtlichen Schuldnerverzeichnisse verzichtet werden konnte. Die Einrichtung eines Online-Abruf-Systems ist gegenwärtig nicht geplant. Die Industrie- und Handelskammer bezieht als bislang einziger ermächtigter Kunde die Auskünfte aus dem Schuldnerverzeichnis über einen Diskettenaustausch. Aufgrund einer Änderung der Gesetzeslage wurde die inzwischen entwickelte Geschäftsstellenlösung für den Zwangsvollstreckungsbereich an weiteren Amtsgerichten zurückgestellt. Der Grund lag darin, daß mit der zweiten Zwangsvollstreckungsnovelle ab dem 1. Januar 1999 die Abnahme der eidesstattlichen Versicherung auf die Gerichtsvollzieher übergegangen ist. Dadurch war die bisherige EDV-Planung überholt worden, die es nun anzupassen gilt.

### *Maschinell geführtes Grundbuch*

Bis Ende des Jahres 2000 wird das IT-Verfahren SOLUM-STAR das bisher eingesetzte System SOLUM ablösen. Mit SOLUM-STAR wird das Grundbuch vollautomatisiert geführt. Ab diesem Zeitpunkt werden die Rechtsverhältnisse an Grundstücken nicht mehr in Papierform dokumentiert. Vielmehr sind alle Informationen auf Datenträgern gespeichert. Auf diese Weise wird der Zugriff zu den Grundbuchinformationen von außerhalb möglich, was Vorteile für Notare und Banken mit sich bringt. Das System SOLUM-STAR wurde von den Ländern Bayern, Hamburg, Sachsen und Sachsen-Anhalt entwickelt. Berlin schließt sich als fünftes Bundesland dieser Gruppe der Entwicklerländer an. Am 5. März 1999 wurde das erste Berliner Grundbuchblatt angelegt. Die Nachführung der Daten der restlichen Berliner Grundbuchblätter soll bis Ende 2000 abgeschlossen sein.

### *Immobilienversteigerung*

Für die Immobilienversteigerung existiert mit ADIMMOV eine Automationsunterstützung für den Rechtspfleger. Das Programm bietet Textbausteine für die Terminvor- und -nachbereitung sowie Berechnungshilfen. Die Register, Listen, Vorblätter und Adressenverzeichnisse werden im Rahmen von ADIMMOV automatisiert geführt. Bisher wird ADIMMOV an zwei Amtsgerichten eingesetzt.



*juris*

Die juris-Datenbanken können im Rahmen eines Landesvertrages genutzt werden.

**Brandenburg***Grundbuch*

Mit SOLUM wird eine Automationsunterstützung des Grundbuchverfahrens praktiziert. Es handelt sich dabei um eine Automationsunterstützung für das bisherige Grundbuch in Papierform. Vor einem etwaigen Übergang auf ein vollständig maschinell geführtes Grundbuch sollen die Erfahrungen anderer Bundesländer mit SOLUM-STAR und FOLIO abgewartet werden.

*Handelsregister*

In den vier am Sitz der Landgerichte konzentrierten Registergerichten wird das Verfahren HAREG eingesetzt. Es handelt sich hierbei um eine Automationsunterstützung für das Eintragungsverfahren, innerhalb dessen auch eine Firmendatei gepflegt wird. (Ein Zugriff auf das Handelsregister ist beispielsweise möglich beim Amtsgericht Potsdam über <http://www.amtsgericht-potsdam.org/potsueb.htm> . Auf dieser Seite sind auch die anderen zur Verfügung stehenden Register aufgeführt.). In Zusammenarbeit mit sieben anderen Bundesländern ist Brandenburg an der Arbeitsgruppe REGIS beteiligt. Ziel von REGIS ist die Entwicklung eines Konzepts für ein vollelektronisches Handelsregister. Auch die übrigen Register werden dabei berücksichtigt.

*Zivil-, Familien-, Nachlaß- und Zwangsvollstreckungssachen*

Gemeinsam mit Hamburg, Schleswig-Holstein und Tübingen hat Brandenburg eine Entwicklungskooperation für das System MEGA begründet. MEGA versteht sich als System für eine Vielzahl von Aufgaben im Bereich der ordentlichen Gerichte. Es ist sowohl für den Geschäftsstellen- als den Kanzleibereich ausgelegt. Zugleich werden die Rechtspfleger- und Richterarbeitsplätze mit unterstützt.

*Automatisiertes Mahnverfahren*

Eine eigene Lösung für das automatisierte Mahnverfahren existiert nicht. Angesichts der Zahl der Verfahren gibt es Überlegungen für Kooperation mit dem Land Berlin.

*juris*

Ein juris-Landesvertrag erlaubt die Nutzung der juris-Datenbanken.

**Hamburg***Grundbuch*

Eine volle Automationsunterstützung des Grundbuchs ist in Hamburg Ende 1997 auf der Basis von SOLUM-STAR 1.2 (Entwicklungsverbund mit Bayern, Sachsen, Sachsen-Anhalt) flächendeckend abgeschlossen worden. In der Weiterentwicklung zum elektronischen Grundbuch soll SOLUM-STAR 2.0 eingesetzt werden, dies mit einer Schnittstelle zum automatisierten Liegenschaftskataster.

*Handelsregister*

Das Handelsregister baut hinsichtlich der Automationsunterstützung auf HAREG II auf, einer Verbundentwicklung von zehn Landesjustizverwaltungen. Die Planungen für ein vollelektronisches Handelsregister sind begonnen worden.

*Zivilprozeß*

Bei Amts- und Landgericht ist das Verfahren SIJUS-Zivil (Registrierung, Termin- und Fristenverwaltung, Textverarbeitung und Statistik) im Einsatz. Die Geschäftsstellen und Schreibbereiche sind damit komplett ausgestattet. Die Vernetzung von Richter- und Rechtspflegerarbeitsplätzen wird gegenwärtig forciert. Beim Hanseatischen Oberlandesgericht ist mit MEGA eine Client-Server-Lösung eingeführt worden, die auch in Brandenburg, Thüringen und Schleswig-Holstein. Kern der Modernisierungsstrategien ist. Sie liegt den künftigen Planungen für die Zivilgerichtsbarkeit zu Grunde.

*Familienrechtssachen*

Die sechs Hamburger Amtsgerichte arbeiten in Familiensachen mit SIJUS-Zivil. Die Integration der Richter- und Rechtspflegerarbeitsplätze wird angestrebt.

*Insolvenzverfahren*

Das von Nordrhein-Westfalen entwickelte System IT-InsO befindet sich seit Inkrafttreten der Insolvenzreform zum 1.1.1999 im Einsatz. Diese Client-Server-Lösung beinhaltet die Funktionalität "Datenpflege" sowie die Integration der Stammdaten bei der Schreibwerkerstellung. Schnittstellen zu externen Verfahrensbeteiligten



(Insolvenzverwalter, Schuldnerberatungsstellen) sind noch zu realisierender Teil der Konzeption.

#### *Zwangsvollstreckung*

In einer Informix-Datenbank werden die Schuldnerverzeichnisse seit 1993 automatisiert geführt. Eine funktionelle Erweiterung (Registerführung, Anbindung "Rechtsanwender") wird für 2000 mit einem Nachfolgeprodukt angestrebt. Für die Zwangsversteigerung findet eine Eigenentwicklung (SINIX, HIT, INFORMIX) Anwendung.

#### *Mahnverfahren*

Seit Mitte 1996 läuft das Mahnverfahren hinsichtlich des Datenträgeraustausches automatisiert. Im Frühjahr 1998 fand eine Ausdehnung auf die in Papierform eingereichten Anträge statt. Beleglese-Technologien werden z.Zt. implementiert.

#### *juris*

juris steht im Rahmen eines Landesvertrages zur Verfügung.

### **Hessen**

#### *Grundbuch*

Das automationsunterstützte Grundbuchverfahren SOLUM ist inzwischen bei 52 von 58 hessischen Amtsgerichten im Einsatz. Die Ausstattung der restlichen sechs hessischen Amtsgerichte wird 1999 abgeschlossen. Nach dieser flächendeckenden Einführung von SOLUM soll die Phase des elektronischen Grundbuchs (SOLUM II) in Angriff genommen werden.

#### *Handelsregister*

Hessen beteiligt sich mit HAREG am Einsatz des automationsunterstützten Eintragungssystems mit Geschäftsstellenmodul und einem Auskunftssystem für Handelsregistereinsichten. HAREG wurde von zehn Landesjustizverwaltungen gemeinsam entwickelt. In naher Zukunft sind weitere Ausbauschritte von HAREG in Richtung Einbeziehung weiterer Gerichte geplant. HAREG ist damit noch keine flächendeckende Struktur. Hinsichtlich der Planung für ein elektronisches Handelsregister unter der Bezeichnung "REGIS-STAR" sind konkrete Einführungsbeschlüsse noch nicht gefallen.

#### *Zivilprozeß*

Das den Verfahrensablauf im Zivilprozeß unterstützende Programm SIJUS-ZIVIL wurde an den Zivilprozeßabteilungen der Amts- und Landgerichte durch EUREKA-ZIVIL abgelöst. SIJUS-ZIVIL wurde unter Unix betrieben. EUREKA-ZIVIL basiert demgegenüber auf einer Client-Server-Architektur in PC-Netzwerken unter Einsatz von Windows. Sowohl SIJUS-ZIVIL wie EUREKA-ZIVIL bieten Unterstützung für die Registrierung, die Vorgangsverwaltung, die Termin- und Fristenverwaltung, den Protokolldienst, die Textverarbeitung und die Statistik. Im Rahmen der Textverarbeitung sind Makromöglichkeiten vorgesehen.

#### *Familienrechtsabteilung*

Das Programmpaket SIJUS-FAMILIE findet bei drei großen Amtsgerichten Anwendung. SIJUS-FAMILIE folgt dem SIJUS-Konzept und ist auf die Abläufe im Familiengericht zugeschnitten. Abgesehen von familienrechtlichen Besonderheiten deckt sich der Funktionsumfang weitgehend mit dem des Verfahrens SIJUS-ZIVIL. SIJUS-FAMILIE soll durch EUREKA-FAMILIE abgelöst werden. Dieser Übergang ist für 1999 mit einer Pilotphase bei einem Gericht und einem Echteinsatz bei vier weiteren Gerichten geplant. Wie EUREKA-ZIVIL soll auch EUREKA-FAMILIE eine Client-Server-Architektur in PC-Netzwerken in Verbindung mit dem Einsatz von Windows bieten. Insgesamt sind in Hessen 36 Familiengerichte auszustatten.

#### *Zwangsvollstreckungsabteilungen*

Die Massensachen in den Vollstreckungsabteilungen der Amtsgerichte wurden automationsunterstützt bei 14 Gerichten mit Hilfe der Unixanwendung SIJUS-VOLLSTRECKUNG bearbeitet. Auch dieses Programm befindet sich im Übergang zu dem Nachfolgeprogramm EUREKA-VOLLSTRECKUNG, das in seiner Systematik EUREKA-ZIVIL gleicht. Während die Erstentwicklung von EUREKA-ZIVIL eine reine Access-Lösung war, ist man bei den späteren EUREKA-Entwicklungen auf die Programmierung mit DELPHI umgestiegen. In diesem Zusammenhang wurden auch Techniken der graphischen Visualisierung erprobt. Verfahrensbeteiligte und Verfahrensobjekte erscheinen in einer Baumstruktur.

#### *Automatisiertes gerichtliches Mahnverfahren*

Hessen verfügt in Hünfeld über ein zentrales Mahngericht. In Hünfeld werden die Verfahren vollautomatisiert bearbeitet, in denen die Anträge mit Hilfe von Datenträgern gestellt worden sind. Mit gegenwärtig ca. 450.000 Verfahren ist dies ein Anteil von mehr als 50 % aller Fälle. Noch im Jahr 1999 soll die Antragstellung per Datenfernübertragung ermöglicht werden. Es existieren Pläne dafür, die per Papier gestellten Anträge in



automationsgestützte Verfahren überzuleiten.

*juris*

Für den Einsatz von *juris* existiert ein Landesvertrag.

### **Mecklenburg-Vorpommern**

Die EDV-Planung des Landes Mecklenburg-Vorpommern ist dadurch geprägt, daß auf der Basis einer Entscheidung von 1991 eine einheitliche auf ein PC-Netzwerk gestützte Justizanwendung ARGUS entwickelt wird. Die Vollaussstattung soll 1999 abgeschlossen werden. Die Software ARGUS setzt sich aus Modulen zusammen. Es gibt einen anwendungsunabhängigen Kern, der für alle Arbeitsplätze gleich ist. Dabei handelt es sich z. B. um die Unterstützung von Geschäftsverteilungen, die automatische Bildung von Aktenzeichen, die Behandlung von Verfahren im Sinne von Abgabe, Verbindung oder Trennung, die Statistik. Ergänzt wird das Kernmodul durch anwendungsspezifische Einzelmodule. Eine verbindende Gesamtstruktur für die Kommunikation in der Justiz ist das Justiznetz Mecklenburg-Vorpommern, das für den Herbst 1999 flächendeckend zur Verfügung stehen soll.

#### *Amtsgerichte (Grundbuchämter)*

Im Bereich der Grundbuchämter existiert bereits seit Ende 1992 eine Vollaussstattung. Eingesetzt wird das Programm ARGUS-GB. Unterstützt wird durch dieses Programm die Geschäftsstellen- und Eintragungsfunktionalität im Rahmen des Papiergrundbuchs. Ein Prototyp eines elektronischen Grundbuchs ist für den Testeinsatz im Jahr 1999 in Aussicht genommen. Geplant ist dieses System mit einer offenen Schnittstelle, die für Notare, Banken und Versicherungen die Einbindung gestattet. (Vgl. zu den datenschutzrechtlichen Aspekten von ARGUS-GB die Stellungnahme des Datenschutzbeauftragten von Mecklenburg-Vorpommern unter 2.2.2 - Entwurf eines Registerverfahrenbeschleunigungsgesetzes), [http://www.tec.informatik.uni-rostock.de/RA/LfD-MV/taetberi/tb1/1\\_200-02.htm](http://www.tec.informatik.uni-rostock.de/RA/LfD-MV/taetberi/tb1/1_200-02.htm) ).

#### *Amtsgerichte (Handelsregister)*

Die Situation beim Handelsregister ist der beim Grundbuch vergleichbar: Vollaussstattung seit 1992. Die Software ARGUS-REG hat Eintragungsfunktionalität und erlaubt die Führung eines Firmenverzeichnisses. Im Anschluß an die Einführung des elektronischen Grundbuchs soll die Einführung des elektronischen Handelsregisters folgen.

#### *Amtsgerichte (Zivilsachen)*

Alle Amtsgerichte im Land einschließlich der Zweigstellen sind mit der Software ARGUS-ZIVIL ausgestattet.

#### *Amtsgerichte (Familiensachen)*

Alle Amtsgerichte und Zweigstellen verwenden die Software ARGUS-FAMILIE.

#### *Amtsgerichte (Nachlasssachen)*

Für das Programm ARGUS-NACHLASS gibt es eine Pilotanwendung bei einem Amtsgericht.

#### *Amtsgerichte (Schuldnerverzeichnis)*

Das Programm zur Führung des Schuldnerverzeichnisses ARGUS-M ist mit Ausnahme eines Amtsgerichts auf der Amtsgerichtsebene ansonsten vollständig vorhanden.

#### *Landgerichte, Oberlandesgericht*

Auf der Ebene der Landgerichte und des Oberlandesgerichts befindet sich ARGUS in seiner Grundfunktionalität in einer Pilotphase bei zwei Landgerichten und dem Oberlandesgericht. Gegenstand der Pilotierung ist gegenwärtig die Textanbindung.

*juris*

*juris* wird im Rahmen eines Landesvertrages von der Justiz genutzt.

### **Niedersachsen**

Für den EDV-Einsatz bei Gericht arbeitet die Justizverwaltung Niedersachsen mit den Ländern Hessen, Sachsen-Anhalt und teilweise auch Bremen zusammen. Das gemeinsame Programmsystem ist auf die Unterstützung der Service-Einheiten ausgelegt. Zu diesem Zweck kommt das Programmsystem EUREKA (EDV-Unterstützung für Rechtsgeschäftsstellen und Kanzleien) in Einsatz. Derzeit sind mit rund 6.700 Bildschirmarbeitsplätzen mehr als 50% aller für eine EDV-Unterstützung in Betracht kommende Arbeitsplätze mit der nötigen Technologie ausgestattet. Die Vollaussstattung ist zum Ende des Jahres 2000 vorgesehen.



### *Grundbuch*

Eingesetzt wird das automationsunterstützte Grundbuchverfahren SOLUM. Es handelt sich dabei um ein Unterstützungssystem für die Verfügung bei Grundbucheintragungen. Die Vollausrüstung der Grundbuchämter mit SOLUM wird im Jahre 1999 abgeschlossen werden. Die weitere Planungsperspektive ist die Führung des Grundbuchs in vollelektronischer Form. Voraussichtlich wird SOLUM-STAR zum Einsatz kommen.

### *Mobiliarzwangsvollstreckungs-, Familien-, Zivilprozeß- und Nachlaßsachen*

Das Alt-ADV-Verfahren SIJUS hat die Arbeitsabläufe in den Geschäftsstellenabteilungen für Mobiliarzwangsvollstreckungssachen (SIJUS-VOLL) und Familiensachen (SIJUS-FAM) sowie den Schreibdiensten (SIJUS-TEXT) bei den Amtsgerichten rationalisiert. Auf diese Weise ist eine Automationsunterstützung für Arbeiten in der Registratur, für die Führung von Karteien und Listen sowie die Aktenverwaltung eingeführt worden. Die ältere Verfahrensweise wird bis zum Jahrtausendwechsel durch EUREKA abgelöst werden. EUREKA ist von der Architektur her eine Client-Server-Lösung, die am Ende der Entwicklung die Bearbeitung von Vorgängen in allen Geschäftsbereichen unterstützen soll. Dabei ist die Unabhängigkeit von den Organisationsstrukturen der Behörden ein Konstruktionsgesichtspunkt oberster Art. Das Programm-Modul für die amtsgerichtlichen Zivilprozeßsachen (EUREKA-AG-ZIV) befindet sich bereits bei 27 Amtsgerichten im Einsatz. Die Programmteile für die Mobiliarzwangsvollstreckungssachen (EUREKA-AG-VOLL) und die landgerichtlichen Zivilsachen (EUREKA-LG-ZIV) sind fertiggestellt. Das Modul für die Familiensachen (EUREKA-AG-FAM) steht unmittelbar vor der Fertigstellung. Die Programmteile für Nachlaßsachen (EUREKA-AG-NACH) stehen zur Realisierung an. Daneben wird derzeit eine Automation für die Schreibdienste (EUREKA-TEXT) und ein allgemeines Modul für die Kosten (EUREKA-KOST) entwickelt. (EUREKA hat übrigens das Interesse der süd-koreanischen Justiz gefunden. Vgl. dazu die Presse-Erklärung des OLG Oldenburg "Gerichtssoftware EUREKA- ein Modell für Südkorea", <http://www.olg-oldb.uni-oldenburg.de/presse/press020.htm> . Zu den Schulungsaspekten rund um EUREKA vgl. "Das Justizschulungszentrum für IUK-Technik in Wildeshausen", <http://www.olg-oldb.uni-oldenburg.de/jusschul.htm> ).

### *Registersachen*

Niedersachsen ist mit sieben weiteren Bundesländern im Projekt REGIS (Registerinformationssystem) verbunden. Die betreffende Arbeitsgruppe erarbeitet das Konzept einer vollelektronischen Registerführung.

### *Mahnsachen*

Niedersachsen beteiligt sich ab der ersten Jahreshälfte 1999 am automatisierten Mahnverfahren (AMV). In einer ersten Stufe ist das Verfahren zunächst für den Bereich des Datenträgeraustausches realisiert.

### *Dezernatsarbeitsplatz*

Die Automationsunterstützung am Dezernatsarbeitsplatz ist Gegenstand verstärkter Förderung. Konzeptionell wird dabei die Möglichkeit gesehen, die Aufgaben des jeweiligen Arbeitsplatzes durch Standardsoftware ergänzt durch spezielle Programme zu unterstützen.

### *juris*

juris ist für die Justiz auf der Grundlage eines Landesvertrages nutzbar.

## **Nordrhein-Westfalen**

Das Land Nordrhein-Westfalen verfolgt ein ambitioniertes Programm der Vollausrüstung der Justiz mit EDV-Technologie bis zum Jahr 2003 (vgl. dazu "Justiz 2003 - Konzept zur Vollausrüstung der Justiz mit moderner Informationstechnik", <http://www.jm.nrw.de/jm-cgi/jm/pub/visit.cgi/Themen> ). Im einzelnen sind unter dem Aspekt des vorliegenden Berichts die folgenden IT-Vorhaben und -Verfahren hervorzuheben:

### *Gesamter Justizbereich*

Abgesehen von Programmen zur Unterstützung allgemeiner Verwaltungsaufgaben ist besonders das Justizinformationssystem (JIS) von Interesse, das sich als Auskunftssystem "Recht" für die externe Online-Bereitstellung entsprechender Informationen und als Dokumentationssystem für die Instanzrechtsprechung versteht. Im Rahmen des Dokumentationssystems zur Instanzrechtsprechung soll der Online-Zugriff auf dokumentierte Rechtsprechung der Instanzen ermöglicht werden.

### *Ordentliche Gerichtsbarkeit*

Die Verfahrensunterstützung im Bereich der ordentlichen Gerichtsbarkeit soll das System JUDICA (u.a. für Zivil- und Familiensachen) gewährleisten. Es befindet sich in der Programmentwicklung und zielt auf die Unterstützung sämtlicher Arbeitsplätze bei Amtsgerichten, Landgerichten und Oberlandesgerichten ab. (Vgl. zu JUDICA "Von SESAM zu JUDICA - Softwareentwicklung für die ordentliche Gerichtsbarkeit", <http://www.jm.nrw.de/seiten/aktuell/ji198/sesam.htm> ).



Im Bereich des *Grundbuchs* wird die Eintragungsunterstützung durch die Verfahrenslösung FOLIA gewährleistet. Dieses System ist in Betrieb. Die vollelektronische Grundbuchführung befindet sich in Planung.

Für das *Partnerschaftsregister* ist mit der Verfahrenslösung BREG eine vollelektronische Führung realisiert. In Entwicklung befindet sich die vollelektronische Arbeit bezüglich des Handels-, Genossenschafts- und Vereinsregisters.

Im Rahmen der *Zwangsvollstreckung* soll eine IT-Unterstützung sämtlicher Arbeitsplätze erreicht werden. In Betrieb befindet sich das Verfahren AUSCHU für die automatisierte Führung des Schuldnerverzeichnisses.

Die Führung des Namensverzeichnisses zum *Erbrechtsregister* im Rahmen der Nachlaßverfahren wird mit dem Verfahren ERBREG abgewickelt.

Für das automatisierte gerichtliche *Mahnverfahren* wurde eine länderübergreifende Verfahrenslösung eingeführt. Sie ist konzentriert bei den Amtsgerichten Hagen und Euskirchen und umfaßt alle Verfahren.

Mit Beginn des Jahres 1999 wurde für die *Insolvenzsachen* eine IT-Unterstützung sämtlicher Arbeitsplätze realisiert.

In vergleichbarer Weise wie bei den Insolvenzsachen soll eine Verfahrensunterstützung für die *Zwangsversteigerung* und die *Zwangsverwaltung* zum 1. Januar 2001 eingeführt werden.

Unter dem Aspekt der *Bürgernähe* verdient besondere Aufmerksamkeit das Verfahren RASYS, das die Antragsaufnahme und allgemeine Auskunftserteilung in der Rechtsantragsstelle im Rahmen eines EDV-Systems unterstützt.

#### *juris*

*juris* wird in der Justiz des Landes auf der Grundlage eines Landesvertrages verwendet.

### **Rheinland-Pfalz**

#### *MAJA*

In Rheinland-Pfalz existiert mit MAJA (Mainzer Automatisierte Justizanwendungen) eine zentrale Programmlösung für den EDV-Einsatz in der ordentlichen Gerichtsbarkeit. MAJA bezieht sich auf sämtliche Funktionsabläufe einer Geschäftsstelle der ordentlichen Gerichtsbarkeit. Dies bedeutet, daß Aktenkontrolle, Fristenkontrolle, Terminbearbeitung, Dokumentenerstellung, Verfahrensdaten- und Personendatenverwaltung in MAJA integriert sind. Auf diese Weise werden bisherige konventionelle Register und Bewegungskarteien entbehrlich. MAJA ist eine in Zusammenarbeit mit der Firma IBM-Deutschland entwickelte Lösung. Das MAJA-Grundmodul, das die Abläufe der Zivil- und Familiengeschäftsstelle integriert, ist seit Oktober 1996 im Wirkbetrieb. Für Ende 1999 ist eine nahezu flächendeckende Ausstattung sämtlicher Amts- und Landgerichte vorgesehen. Das Oberlandesgericht Koblenz verwendet diese Software gleichfalls. Weitere Zusatzmodule sind in Arbeit. Im Laufe des Jahres 2000 sollen für Statistik und Prozeßkostenhilfe die nötigen Programmergänzungen bei Gericht eingeführt werden. Diese beiden Module befinden sich derzeit im Testbetrieb.

#### *juris*

Informationsmanagement in einem weiteren Sinn gewährleistet das Informationssystem *juris*, das im Rahmen eines Landesvertrages eingesetzt wird.

### **Saarland**

#### *Zivilprozeß*

Im Bereich der Zivilgeschäftsstelle und -kanzlei steht bei den saarländischen Amtsgerichten und beim Landgericht in Saarbrücken die auf den Standardsoftwareprodukten HIT und INFORMIX aufbauende Anwendersoftware "SIJUS-ZIVIL" zur Verfügung. Durch dieses Verfahren werden unter anderem die Tätigkeiten der Registratur, die Termin- und Fristenverwaltung, die Textverarbeitung sowohl im Bereich der Kanzlei als auch im Protokollendienst, sowie die Vorgangsverwaltung im allgemeinen und die Erstellung von Statistiken unterstützt. Für die Richter ist eine allerdings noch nicht flächendeckende Ausstattung mit PC's vorgesehen. Über ein local area network kann auf die Verfahrensdaten in SIJUS-ZIVIL zugegriffen werden.

Das saarländische Oberlandesgericht ist im Bereich der Zivilkanzleien mit dem Standard-Textsystem HIT der Firma Siemens ausgestattet.



### *juris*

Im Bereich der saarländischen Gerichtsbarkeit können Richterinnen und Richter sowie Rechtspflegerinnen und Rechtspfleger im Rahmen eines Landesvertrages den Zugang zum juristischen Informationssystem *juris* nutzen. Als Recherche-Software wird *juris*-Formular für Windows eingesetzt. Es ist möglich, vom häuslichen Arbeitsplatz aus zur dienstlichen Nutzung auf *juris* zuzugreifen.

## **Sachsen**

### *DV-Verfahren in der ordentlichen Gerichtsbarkeit*

In den größeren Zivilgerichten wird das Geschäftsstellen-Automationsprogramm SIJUS-ZIVIL eingesetzt. Kleinere Gerichte verwenden die Textlösung ZIVTEXT. SIJUS-ZIVIL unterstützt hier die Registratur, die Termins- und Fristenverwaltung, den Protokollendienst, die Textverarbeitung, die Vorgangsverwaltung und die Statistik. ZIVTEXT ist ein Verfahren, das basierend auf HIT-CLOU auf das gesamte Schreibwerk der Zivilabteilung zugeschnitten ist.

### *Vollstreckungsabteilungen*

Die Vollstreckungsabteilungen der größeren Amtsgerichte verwenden das Programm SIJUS-VOLLSTRECKUNG. Mit diesem Programm werden die Schuldnerkartei und die Register geführt. Die Vollstreckungsabteilungen der kleineren Vollstreckungsgerichte verwenden das Programm VOLLJUS.

### *Familienabteilungen*

Die Familiengerichte setzen das Verfahren FAMJUS ein. Zugeschnitten ist dieses Programm auf das gesamte Schreibwerk der Familienabteilung der Amtsgerichte. Die in den einzelnen Verfahren wiederholt benötigten gleichartigen Daten werden in einer zentralen Datenbank vorgehalten.

### *Mahnabteilungen*

Die Mahnabteilungen arbeiten mit dem Verfahren MAHNTEXT. Diese Software ist konzipiert als Unterstützung beim manuellen Mahnverfahren. Die Verfahrensstammdaten sind in einer Datenbank vorhanden, dem EDV-Mahnregister. MAHNTEXT erlaubt die automatisierte Erstellung aller im Mahnverfahren wiederkehrenden Texte. Einbezogen ist die automatische Berechnung der Kosten für das jeweilige Verfahren. Gewährleistet ist auch eine Fristenkontrolle sowie die Statistik.

### *Grundbuchämter*

Die Grundbuchämter arbeiten mit dem automationsunterstützten Eintragungsverfahren SOLUM. Wie in anderen Bundesländern auch verfolgt Sachsen bei der Einführung des elektronischen Grundbuches die Strategie von SOLUM-STAR. Dieses elektronisch geführte Grundbuch verwirklicht auf der Grundlage der §§ 126-134 GBO das papierlose Grundbuch. Die Umstellung auf das elektronische Grundbuch erfolgt in Sachsen durch Neufassung des Grundbuchdatenbestandes gemäß § 69 GBVfg. Dabei dient SOLUM als Verfahren der Dateneingabe. Der Grundbuchinhalt wird externen Benutzern wie Banken, Kreditinstituten und Notaren im automatisierten Abrufverfahren für die Einsicht zur Verfügung gestellt. Die Hardware-Ausstattung der sächsischen Grundbuchämter für SOLUM-STAR ist durch einen privatwirtschaftlichen Finanzierungsvertrag gewährleistet.

### *Automatisiertes Grundbuch- und Liegenschaftsbuchverfahren (AGLB)*

AGLB ist eine Datenbank der Vermessungsverwaltung. Ein Duplikat der Datenbank wird auf dem lokalen Rechner der Grundbuchämter geführt. Das AGLB besteht aus einer Flurstücksdatei, die durch die Vermessungsämter erstellt wird, und einer Eigentümerdatei, die durch die Grundbuchämter aktualisiert wird. Die Datenbank dient den Grundbuchämtern als Suchverzeichnis und Auskunftsdatei gemäß § 12a GBO. Die direkte Dateneingabe durch die Grundbuchämter ersetzt die Fortsetzungsmitteilungen gemäß § 55 GBO, die die Grundbuchämter an die Vermessungsämter zu erteilen haben (Veränderungslisten).

### *Kostenprogramm für Grundbuchämter (SOLKOST)*

SOLKOST ist ein Teil von SOLUM und in das elektronische Grundbuch eingebunden. Es realisiert die Kosten-Soll-Stellungen sowie die Eingabe von Kostentatbeständen und die Berechnung der Kosten.

### *Registergerichte*

Die Registergerichte verwenden das Programm HAREG. HAREG ist eine Datenbank-Anwendung zur Führung des Handelsregisters in Papierform. Das System umfaßt im wesentlichen einen Eintragungseditor und Funktionen zum Arbeiten in der Datenbank.

*Gemeinsam* mit den Landesjustizverwaltungen der Länder Bayern, Nordrhein-Westfalen und Sachsen-Anhalt arbeitet Sachsen an der Entwicklung eines maschinell geführten *Handelsregisters*. Zielstellung ist es, die bisherigen einschlägigen Register nicht mehr in Papierform, sondern auf EDV zu führen. Ein automatisiertes



Abrufverfahren erlaubt den Zugriff auf die wesentlichen Registerdaten ohne Einsichtnahme vor Ort in den Registergerichten. Im Sinne des "business process re-engineering" soll durch eine Vorgangssteuerung die Bearbeitung der Registersachen optimiert werden.

Die *Vormundschaftsgerichte* verwenden das Programm VORMTEXT. Es handelt sich dabei um ein Programm, das die gesamte Registerführung und die Fristenüberwachung integriert und zudem das Erstellen des Schreibwerks der Vormundschaftsgerichte beim Amtsgericht erlaubt. Gesteuert werden die Arbeitsabläufe in VORMTEXT von einer zentralen Datenbank, die sämtliche Daten enthält, auf den die Verfahrensdurchführung beruht. Textbausteine können verfahrensbezogen abgerufen werden.

In den *Nachlaßabteilungen* kommt NACHTEXT zum Einsatz. Um zentrale Datenbanken herum angelegt erlaubt NACHTEXT die Abarbeitung der nachlaßbezogenen Gerichtshandlungen unter Einsatz von Textbausteinen. Bei der Fertigung der Niederschrift im Nachlaßtermin mit NACHTEXT wird der Rechtspfleger logisch durch das Verfahren geführt. Er erstellt zum Beispiel die Niederschrift durch Beantworten von Abfragen des Programms. Die Führung von Erbrechtsregister und Namensverzeichnis zum Erbrechtsregister sowie des Testamentsregisters wird durch das Programm erledigt. Der Kostenberechnungsteil in Nachlaßsachen wird durch das Programm NACHKOST erledigt.

Dem *Konkurs-/Gesamtvollstreckungsverfahren* widmet sich das Programm KOKA. KOKA ist ein Verfahren zur Geschäftsstellen-Automation, das einen Großteil der gerichtlichen Verfahren im Rahmen der genannten Verfahrensarten abdeckt. KOKA wird insgesamt an die Insolvenzordnung angepaßt und in diesem Rahmen weiterentwickelt zum Verfahren INKA. INKA zielt auf ein anspruchsvolles Konzept der Auskunftserteilung auf Anfragen vielfältiger Art. Integriert sind die nötigen Unterstützungshandlungen etwa im Rahmen des Ansetzens und Verwaltens von Terminen. Im Rahmen dieser Ablaufunterstützung kann das gesamte Schreibwerk erledigt werden.

Insgesamt wird bei der EDV-Unterstützung der Justiz darauf Wert gelegt, daß die *Arbeitsplätze von Richtern* in Abhängigkeit vom Aufgabengebiet mit PC's ausgestattet werden. Dies gilt insbesondere für Richter in Familiensachen. Die PC's werden vernetzt eingesetzt und haben Zugriff auf die in den jeweiligen Verfahren gespeicherten Stammdaten.

#### *juris*

Die juris-Datenbanken stehen innerhalb der Justiz auf der Grundlage eines Landesvertrages bereit.

### **Sachsen-Anhalt**

#### *Geschäftsstellenautomation/Service-Einheiten bei Amts- und Landgerichten*

In Kooperation mit Niedersachsen und Hessen wird für die Automationsunterstützung in amts- und landgerichtlichen Zivilsachen das Programmsystem "EUREKA" verwendet. Die Einführung des Programms ist mit der Umstellung der Organisation auf Service-Einheiten synchronisiert. Automationsunterstützung beim OLG Naumburg Das OLG Naumburg verwendet ein Bürokommunikationssystem, das u.a. den PC-Einsatz zur Protokollführung im Sitzungssaal integriert. Der Umstieg auf eine OLG-EUREKA-Lösung ist geplant.

#### *juris-Nutzung*

Bei 19 Gerichten und Justizbehörden des Landes kann juris genutzt werden. Das OLG Naumburg erfaßt seine Rechtsprechung in einer eigenen Rechtsprechungsdatenbank.

#### *Automationsunterstützung am Richterarbeitsplatz*

über die Automationsunterstützung durch EUREKA hinaus werden an Amts- und Landgerichten 127 Einzelplatz-PC's eingesetzt, dies vor allem in Familien- und Zivilprozeßsachen. Die Software setzt sich aus Standardsoftware und Programmen zur Unterstützung der richterlichen Tätigkeit zusammen.

### **Schleswig-Holstein**

Vor dem Hintergrund einer historisch gewachsenen heterogenen Struktur (Software SIJUS und Bürokommunikationslösung BUTLER, Eritronzentraleinheiten etc.) hat sich Schleswig-Holstein dazu entschlossen, mit Hilfe des Systems MEGA eine Modernisierung und Vereinheitlichung durchzuführen. MEGA ist eine Kooperation der drei Länder Schleswig-Holstein, Brandenburg und Thüringen. Es handelt sich dabei um eine modular aufgebaute Anwenderlösung für die Justiz, die für Hard- und Software ausschließlich Standardprodukte verwendet. Von den insgesamt fast 2.300 Arbeitsplätzen in den 28 Amtsgerichten des Landes Schleswig-Holstein sollen bis zum Jahr 2001 die ca. 1.900 Arbeitsplätze der Richterinnen und Richter, Rechtspflegerinnen und Rechtspflegern sowie des Büro- und Schreibdienstes ausgestattet werden. Pro Arbeitsplatz rechnet man mit Kosten von 28.500.-DM



Investitionskosten pro Arbeitsplatz, was zu einem Gesamtvolumen von über 53 Millionen DM führt. Von 1995 bis 1998 sind bereits acht Amtsgerichte umgestellt worden, darunter die größten Amtsgerichte des Landes in Kiel und Lübeck. Im Verlauf des Jahres 1999 werden fünf weitere Amtsgerichte folgen. Die Anwendung MEGA befindet sich in einer laufenden Fortentwicklung. Inzwischen sind die Module für Landgerichte und Oberlandesgerichte verfügbar. In Schleswig-Holstein wird der Einsatz in den Landgerichten und im Schleswig-Holsteinischen Oberlandesgericht vorbereitet. Das Verfahren MEGA-Landgerichte soll beim Landgericht Lübeck pilotiert werden. Für das neue Insolvenzrecht wird MEGA-InsO eingesetzt, eine Entwicklung im Auftrag von Schleswig-Holstein und Brandenburg. Parallel zu den allgemeinen Reorganisationsmaßnahmen in den Amtsgerichten haben Vorarbeiten für ein elektronisches Grundbuch begonnen. In Kooperation mit der Landesjustizverwaltung Mecklenburg-Vorpommern ist ein Entwicklungsauftrag an eine externe Firma vergeben worden. Die Planung und Einführung des elektronischen Grundbuchs ist durch die IT-Kommission und das Kabinett befürwortet worden. Die Pilotierung soll 1999 stattfinden. (Vgl. zu den datenschutzrechtlichen Aspekten von MEGA den 19. Tätigkeitsbericht des schleswig-holsteinischen Datenschutzbeauftragten unter 4.4.1, [http://www2.bdaserver.de/bda/nat/ldsh/TB19/KAP4\\_4.HTM#Tz4.4.1](http://www2.bdaserver.de/bda/nat/ldsh/TB19/KAP4_4.HTM#Tz4.4.1) )

Die juris-Datenbanken stehen für das Informationsmanagement der Gerichte im Rahmen eines Landesvertrages zur Verfügung.

### Thüringen

Thüringen hat sich dem *MEGA* (Mehrländer Gerichtsautomation)-System angeschlossen, das für die Amts-, Land- und Oberlandesgerichte in den Justizverwaltungen der Länder Schleswig-Holstein, Brandenburg, Hamburg und Thüringen entwickelt wird. Folgende Module sind fertiggestellt und im Einsatz: Die Zivillösung und die Familienlösung auf Oberlandesgerichtsebene, die Zivillösung für die Landgerichte, die Zivillösung und die Familienlösung bei den Amtsgerichten, die Insolvenzkomponente und die Nachlaßkomponente (zu 80%). Eine bereits weit fortgeschrittene Ausstattung der Justizarbeitsplätze mit der nötigen Technologie soll bis zum Jahre 2000 vervollständigt werden.

Die *juris*-Datenbanken können innerhalb der Justiz auf der Basis eines Landesvertrages recherchiert werden.

### Zusammenfassung

Die EDV bei Gericht in Deutschland bildet, wie die vorstehende Beschreibung erwiesen hat, kein einheitliches Bild. Alt-EDV-Lösungen koexistieren mit zeitgemäßen Architekturen. Client-Server-Lösungen und neuere Programmiersprachen sind im Vordringen begriffen. Netze als Grundinfrastruktur sind vorhanden bzw. in Planung. Die Intranets modellieren sich dabei in Anlehnung an die Internet-Standardisierungen. Eine vereinheitlichende Wirkung innerhalb der Heterogenität geht von Entwicklungspools und Konsortien aus, die Gruppen von Ländern miteinander gebildet haben (z.B. MEGA für Schleswig-Holstein, Brandenburg, Hamburg und Thüringen). Pläne zur Vollausstattung der Justiz mit EDV existieren in zahlreichen Ländern mit einem Planungshorizont jenseits der Jahrtausendwende. Ein weiterer, deutlich zu beobachtender Trend geht hin zu (voll-)elektronischen Registern mit Schnittstellen nach außen, für die die gesetzlichen Möglichkeiten jetzt durchgehend geschaffen sind. Der Richterarbeitsplatz hat in integrativer Sicht mit den neuen "Service-Einheiten" überall die verdiente Aufmerksamkeit gefunden. Der Einbau eines zeitgemäßen Informationsmanagements einschließlich der Datenbanknutzung (hier vor allem der juris-Datenbanken und gerichtseigener Datenbanken) ist ein durchlaufender Faktor des EDV-Einsatzes. Als deutsche Besonderheit muß die von Datenschutzbeauftragten des öfteren angemerkte Spannungslage von Implementierungseinzelheiten zum datenschutzrechtlichen Rahmen festgehalten werden. Leitende Motive der EDV-Ausstattung zielen den politischen Erklärungen nach auf Verfahrensbeschleunigung und Personaleinsparungen. Aus richterlicher und wissenschaftlicher Sicht wird demgegenüber in erster Linie auf die Möglichkeiten der Qualitätsverbesserung hingewiesen (vgl. Herberger, *Can computing in the law contribute to more justice?*, JurPC Web-Dok. 84/1998, <http://www.jura.uni-sb.de/jurpc/aufsatz/19980084.htm>).